



Par Louis Favreau

Le Fonds Solidarité Sud histoire, parcours et perspective

Écologie, économie et finance solidaire
— 2022 —



Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC)
Université du Québec en Outaouais (UQO)



Ce document est le produit d'une collaboration entre la CRDC et l'organisation de solidarité internationale Fonds Solidarité Sud. Pour plus d'informations sur les deux organisations, voir les sites suivants:

<http://w4.uqo.ca/crdc/>

<https://www.fondssolidaritesud.org/>

Les propos tenus dans cet ouvrage n'engagent toutefois que l'auteur du dit document.

Éditeur

Service ADB

160, Petite-Rivière Nord

Saint-Séverin-de-Proulxville (Québec) G0X 2B0

Beaan1958@gmail.com

ISBN 978-2-9808844-6-7 (imprimé)

ISBN 978-2-9808844-6-4 (pdf)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2022



Par Louis Favreau

Le Fonds Solidarité Sud histoire, parcours et perspective

Écologie, économie et finance solidaire
— 2022 —



FONDS 
SOLIDARITÉ
 **SUD**

Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC)
Université du Québec en Outaouais (UQO)





Ouvrage rédigé par **Louis Favreau**

Avec la collaboration de **Gérald Larose** (préface) et d'**André Beaudoin** (postface)

Contributions de recherche: Louis Favreau (CRDC), Lucie Fréchette (CRDC), Evelyne Foy et Colette Fournier (comité Recherche et Développement du FSS) et Nathalie McSween (CRDC)

Comité de lecture: André Beaudoin, Evelyne Foy, André Goyette, Ginette Hubert, Gérald Larose, Nathalie McSween, Alain Roy, Gildas Tapsoba

Révision linguistique: André Goyette

Graphisme et impression: Ginette Morneau, Versicolore Design inc.

Coédition FSS et CRDC

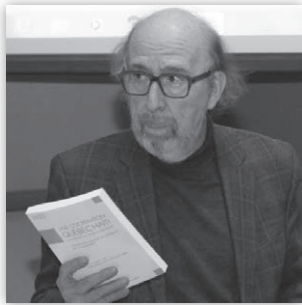
*Note: La CRDC de l'UQO est une chaire de recherche en développement des collectivités **au Québec et dans les pays du Sud** qui a eu 25 ans en 2021. Elle est dirigée par une équipe de recherche en sciences sociales, actuellement composée de Louis Favreau, Lucie Fréchette et Nathalie McSween. Une vingtaine de collaborateurs scientifiques du Québec, de l'Europe, de l'Amérique latine et de l'Afrique de l'Ouest y participent <http://w4.uqo.ca/crdc/>*

La CRDC est associée au Fonds Solidarité Sud depuis le début de son existence. Elle a notamment hébergé jusqu'à tout récemment le site du FSS. Les rapprochements se sont intensifiés avec le temps, d'autant plus, que toute son équipe scientifique et la plupart de ses collaborateurs sont membres, donateurs et amis du Fonds Solidarité Sud. <https://www.fondssolidaritesud.org/>



TABLE DES MATIÈRES

Préface de Gérald Larose	5
Avant-propos	7
Chapitres 1	11
<i>Solidarité internationale : architectes du développement ou pompiers de service ?</i>	
Chapitres 2	19
<i>La décennie qui vient : dans quel monde vivrons-nous ?</i>	
Chapitres 3	33
<i>Le Fonds Solidarité Sud: le parcours d'une organisation québécoise de solidarité internationale</i>	
Chapitres 4	45
<i>Le Fonds Solidarité Sud: une fondation d'économie solidaire</i>	
Chapitres 5	53
<i>Le Fonds Solidarité Sud: notre première décennie</i>	
Chapitres 6	67
<i>Le Fonds Solidarité Sud: les initiatives de la prochaine décennie</i>	
Chapitres 7	79
<i>Pourquoi le Fonds s'engage dans l'agroécologie</i>	
Chapitres 8	87
<i>Pourquoi le Fonds s'engage dans l'accès à l'énergie</i>	
Chapitres 9	97
<i>Pourquoi le Fonds s'engage dans l'accès au crédit</i>	
Chapitres 10	107
• <i>Les nouveaux habits de la solidarité internationale : appel aux OCI</i>	
• <i>Conclusion générale : « Non le mouvement pour l'égalité n'est pas près de s'arrêter! »</i>	
Postface d'André Beaudoin	111
Votre épargne pour le développement	113
Pour en savoir plus	115
Principaux repères bibliographiques	118
Principaux sites de référence	120
Liste des principaux sigles	121



Par **Gérald Larose**,
Caisse d'économie solidaire Desjardins
et **Forum international d'économie**
sociale et solidaire

PRÉFACE

C'est très bien parti! Et l'avenir, prometteur!

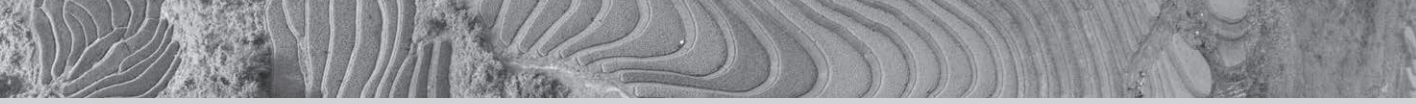
« **Les grands changements sont l'œuvre des efforts d'un petit groupe déterminé** ». La grande anthropologue Margaret Mead l'aurait dit aussi du Fonds Solidarité Sud (FSS) en ajoutant peut-être « **et systématique** ». Car c'est l'ingrédient qui à ce jour a caractérisé ce groupe et a fait la pâte se lever.

Dix ans plus tard, dans son coffre à outils, la coopération internationale québécoise détient une clé qui ouvre sur des pratiques de solidarité entre partenaires. Ostensiblement et en toute transparence, le Fonds Solidarité Sud ne fait pas dans l'humanitaire ni dans l'urgence. Son apport vise le développement autonome des communautés. Il ne cherche pas de mâts pour que flotte son drapeau. Plutôt, il noue des partenariats avec des segments de population qui se regroupent, s'organisent et décident de s'outiller de manière pérenne pour assumer et assurer leur propre développement.

Cette coopération a un nom: **la coopération internationale solidaire**. Et elle a **une famille: l'économie sociale et solidaire**. Les deux ont beaucoup en partage.

Les deux partagent la même conception du développement qui n'est pas que savoir technique, quelques ajouts de capitaux ou quelques marchés supplémentaires, mais bien une « mobilisation générale » d'une population qui se prend en main dans de multiples équipes animées par des leaders qui en ont une approche pluridimensionnelle. Y compris économique, environnementale, sociale et culturelle.

Les deux partagent les mêmes types de rapports partenariaux égaux et transparents dans lesquels le Sud, sans dépendance, est maître d'œuvre et le Nord, sans imposition, est en interaction dialogique continue.



Les deux partagent l'obligation première de la co-construction d'une vision holistique commune du projet relativement aux valeurs à promouvoir et à vivre, aux responsabilités et aux stratégies à départager, à la représentation et au plaidoyer à assumer, et à l'identification d'une reddition de compte démocratique et transparente.

Les deux partagent la même notion du temps. Le temps long des apprentissages. Le temps long de la mobilisation. Le temps long des infrastructures. Le temps long de l'institutionnalisation. Le temps long des politiques publiques.

«Décoloniser» dit-on maintenant. Tant au Nord qu'au Sud. Ne pas exporter ou importer le modèle du Nord. Mais être partenaire avec le Sud dans la construction sur des bases pérennes de son propre modèle. Pour le Sud «décoloniser», c'est rompre avec la dépendance du Nord et pour le Nord rompre avec l'imposition au Sud de ses finalités et de ses manières de faire.

Le Fonds Solidarité Sud fait le pari d'une coopération internationale décolonisée dans laquelle une partie du «pouvoir» de l'argent d'une frange militante du Québec puisse servir l'autonomisation pérenne de communautés du Sud dans la poursuite et la réalisation de leurs propres projets de société.

Dix ans déjà! C'est très bien parti! Et l'avenir, prometteur!



AVANT-PROPOS

Nous sommes à une époque où s'impose plus que jamais la nécessité de répondre à un **immense besoin d'actualiser le potentiel de développement économique et social des communautés du Sud, en d'autres termes de nourrir leurs possibles**. C'est ce que nous faisons depuis plus d'une décennie en collaboration avec d'autres organisations d'ici et nos partenaires du Sud. Nous ne sommes heureusement pas les seuls à le faire. Cependant, il valait la peine de camper la manière de faire du Fonds Solidarité Sud dans l'univers de la solidarité internationale, celui surtout des besoins économiques (accès à la terre, accès au crédit, accès à l'emploi, accès à l'électricité) adossés à des dialogues interculturels, à de nouvelles stratégies à mettre en œuvre dans un monde rempli d'incertitudes sur l'avenir des démocraties (la montée des régimes autoritaires), l'avenir de la planète (l'urgence écologique), notamment l'importance accrue de la transition énergétique, c'est-à-dire de faire monter en puissance les énergies renouvelables et l'agroécologie, afin de mieux nourrir le monde dans le cadre d'une nécessaire transformation radicale des cycles alimentaires. Le GIEC dans son dernier rapport est très clair à ce propos :

La vie sur Terre peut se remettre d'un changement climatique majeur en évoluant vers de nouvelles espèces et en créant de nouveaux écosystèmes. L'humanité ne le peut pas... La vie sur Terre aura irrémédiablement changé lorsque les humains nés en 2021 auront atteint 30 ans. Cap sur 2050 pour un changement de planète... Pénurie d'eau, exode, malnutrition, extinction des espèces: voilà quelques-unes des déclinaisons contenues dans le rapport...

Source : Le Devoir, Marie-Andrée Chouinard

<https://www.ledevoir.com/opinion/editoriaux/613881/environnement-pour-eviter-le-pire>

En fait, même le maintien d'un seuil critique de +1,5 °C de réchauffement climatique ne permettra pas d'éviter des destructions notamment ceux des cycles alimentaires liés à la pêche, à l'agriculture, à l'élevage ou à l'aquaculture, ce qui aura des impacts directs sur la capacité à se nourrir pour des millions de personnes, affirme le rapport, qui pointe aussi



l'impact des pénuries d'eau, des canicules extrêmes très éprouvantes dans plusieurs régions du monde, surtout au Sud, sans compter les coûts d'adaptation qui risquent d'être astronomiques. L'accès imprévu au rapport préliminaire à l'été 2021 d'un rapport qui paraîtra au cours de 2022 aura eu un caractère salubre parce qu'il a coïncidé avec l'arrivée d'un gouvernement démocrate aux États-Unis qui prend cet enjeu au sérieux, préparant ainsi le terrain à une éventuelle remontée de la mobilisation sur l'urgence écologique, climat en tête de liste avec et après la crise sanitaire.

Les années 2020 et 2021 : la crise sanitaire

Avec la COVID-19, l'urgence écologique est venue toucher toute la planète par là où nous ne l'attendions pas, par une pandémie qui a donné lieu à la plus grave crise sanitaire mondiale. Du jamais-vu depuis un siècle. Le sociologue et philosophe Edgar Morin, à l'aube de ces 100 ans, disait récemment ceci :

*J'ai été surpris par la pandémie mais dans ma vie, j'ai l'habitude de voir arriver l'inattendu. L'arrivée de Hitler a été inattendue pour tout le monde. Le pacte germano-soviétique était inattendu et incroyable. Je n'ai vécu que pour l'inattendu et l'habitude des crises... Il faut apprendre que dans l'histoire, l'inattendu se produit et se reproduit. Nous pensons vivre des certitudes, des statistiques, des prévisions, et l'idée que tout était stable, alors que tout commençait déjà à entrer en crise... Nous devons apprendre à vivre avec l'incertitude, c'est-à-dire avoir le courage d'affronter, d'être prêt à résister aux forces négatives. **La crise nous rend plus fous et plus sages.** Une chose et une autre. La crise favorise les forces les plus contraires. Je souhaite que ce soient les forces qui recherchent un nouveau chemin, même si elles sont encore très dispersées et faibles. **Nous pouvons nous indigner à juste titre mais ne devons pas nous enfermer dans l'indignation...** L'esprit doit faire face aux crises pour les maîtriser et les dépasser.¹*

En misant dès sa naissance en 2010 sur l'écologie, l'économie autrement et la finance solidaire dans sa coopération avec des communautés du Sud, **le Fonds Solidarité Sud a un peu été perçu comme un vilain petit canard**, pas tellement en harmonie avec la pensée principale au sein de la coopération internationale québécoise qui tire surtout ses efforts vers le développement social (services d'éducation et santé, défense de droits humains, plaidoyer et résistance). Ce qui est fort légitime ! Mais aujourd'hui, et depuis un bon moment d'ailleurs, **on ne peut séparer le social de l'économique**. Nous avons donc dès nos débuts jeté un pavé dans la mare, celui d'introduire **la transition écologique, le développement économique local et la finance solidaire** dans le soutien à des communautés du Sud. C'est d'ailleurs une perspective très bien explicitée par Naomi Klein : **la résistance sans développement d'alternatives économiques ne tient plus la route** (Klein, 2015, p.454-458)

¹ Edgar Morin, sociologue et philosophe français, 60 ouvrages, docteur honoris causa de 38 universités à travers le monde. Chercheur et militant, il a traversé le siècle à contre-courant quand il le fallait. Il a notamment été un résistant pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a fêté ses 100 ans le 8 juillet 2021. Dernier livre : *Leçons d'un siècle de vie*, Denoël, Paris,

Le sociologue Guy Rocher : « Nous ne pouvons vivre sans participer au changement »

Il est donc très important de participer au changement avec l'ambition de rendre intelligible la marche du monde par une attention aux faits, une réflexion lucide et un esprit critique peu présents à nos yeux par les temps qui courent. C'est par la voie des sciences économiques et sociales que nous le faisons et par celle de l'expérience du changement social accumulée au cours des engagements antérieurs des membres de notre réseau (syndicalisme, organisation communautaire, écologie sociale, solidarité Nord-Sud). Sans oublier de capitaliser sur une première décennie comme organisation de solidarité internationale menée en partenariats étroits avec SOCODEVI et l'UPA DI. Et, à coup sûr, avec nos partenaires du Sud : des organisations paysannes, des collectifs de femmes et de jeunes, des coopératives et des réseaux d'économie solidaire.

Cet ouvrage veut y contribuer dans la foulée de celui qui l'a précédé il y a deux ans (Favreau et Fréchette, 2019). Les membres les plus actifs dans nos équipes régionales partagent à coup sûr ce que disait le sociologue Guy Rocher dans un entretien à Radio-Canada en 2021 : **Je ne peux vivre sans participer au changement**. Sagesse d'un grand sociologue québécois fortement engagé socialement qui lui aussi a vu neiger avec ses 97 ans bien sonnés. Au Fonds Solidarité Sud, nous participons de cette conviction.

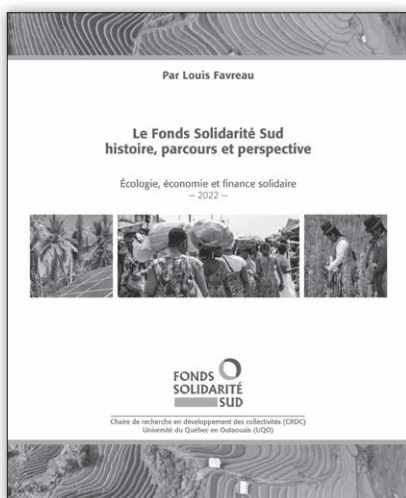
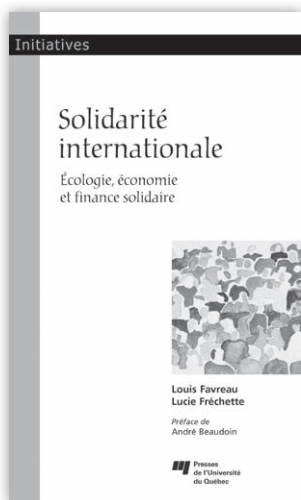
La perspective qui sous-tend ce livre : en finir avec quelques idées reçues

Toutes les pratiques, souvent nommées « bonnes pratiques », bien qu'elles soient bonnes, ne se valent pas toutes. D'abord, il n'y a pas de « bonnes pratiques » sans fond d'analyse ni vision d'avenir. Il n'y a pas non plus de fond d'analyse sans étude du rapport de forces en présence. Et pas de vision d'avenir sans prendre en compte la place des mouvements sociaux porteurs dans nos pratiques. **Les « bonnes pratiques » ne se valent pas toutes**, certaines ont plus de portée que d'autres, notamment celles qui croisent l'écologie, l'économie, les finalités sociales et la finance solidaire. C'est ce qui nous faisait dire au moment de l'élaboration de notre plan de développement 2020-2025 :

Nous ne pensons pas seulement notre développement un projet à la fois et une année à la fois. Nous avons à le situer dans un ensemble plus large et sur un horizon d'au moins cinq ans ou même une décennie : que deviendra le Fonds Solidarité Sud dans le monde qui vient et dans le Québec de la solidarité internationale de proximité à venir ? Qu'avons-nous à apporter de neuf et d'essentiel ? Quelles seront nos priorités et quel impact ces priorités auront-elles dans leur mise en œuvre ? Comment allons-nous nous préparer à faire face à cette nouvelle décennie qui sera bien loin d'être un fleuve tranquille ? Ce sont des questions que posaient notre panel à la fin de notre rencontre anniversaire d'octobre 2019 et celle qui a suivi.

L'ouvrage verra donc émerger **1) Une analyse de la conjoncture qui vient dans la prochaine décennie avec une question centrale: en coopération internationale, sommes-nous des pompiers de service ou des architectes du développement? 2) Que nous révèle notre histoire et les projets que nous avons soutenu dans le Sud en tant qu'organisation sur une décennie? 3) Quels sont les projets à soutenir au Sud dans la prochaine décennie? 4) Qu'est-ce que l'épargne solidaire peut offrir pour servir à changer le monde, celle d'organisations comme les OCI et les fonds de travailleurs et même, pourquoi pas, une partie de celle dont nous disposons personnellement (un legs testamentaire ou une police d'assurances par exemple).**

Louis Favreau





CHAPITRE 1

Solidarité internationale : architectes du développement ou pompiers de service ?

Pompiers de service ou architectes du développement? C'est l'éternel dilemme! Encore plus aujourd'hui avec la pandémie, laquelle cache bien d'autres choses dans les pays du Sud : l'insécurité alimentaire et ce qui est advenu avec la rupture des chaînes d'approvisionnement, la montée du chômage des jeunes et leur migration, le manque généralisé de services énergétiques et ainsi de suite. Voyons de plus près comment se pose aujourd'hui la question avec en toile de fond l'urgence écologique.

1. L'aide humanitaire, oui mais encore !

Pendant qu'un grand nombre d'organisations et d'institutions, du local à l'international, s'affairaient à répondre directement à la crise sanitaire – secours d'urgence oblige! -, d'autres, trop peu nombreuses, travaillaient en amont et en aval, par-delà l'urgence, sur ce qui vient avec cette crise tout comme avec celles qui l'ont précédée surtout dans les pays du Sud : **l'insécurité alimentaire** (la fracture dans les chaînes d'approvisionnement, la perte de récoltes en l'absence d'entreposage au frais, la santé des sols laissés à l'abandon, etc.). Il faut donc **s'interroger sur les ressources humaines et financières affectées au secours d'urgence et au développement des communautés**. Or nous dit Samantha Nutt dans son ouvrage sur le sujet, elle qui est dans l'aide humanitaire depuis plus de 20 ans, il y a une tragique disproportion dans les ressources financières et humaines consacrées au secours d'urgence par rapport à celles consacrées au développement durable des communautés. Les organisations de secours d'urgence ont souvent plus d'argent qu'elles ne peuvent en dépenser tandis que les autres s'en tirent avec des budgets de misère nous dit cette médecin directrice d'une importante ONG humanitaire canadienne, *World Child North America* (Nutt, 2014). En somme, le secours d'urgence tend généralement à occuper la première place. Autrement dit, il y a beaucoup de pompiers en service mais peu d'architectes du développement.



*Les projets qui portent leurs fruits sont ceux qui ont placé les communautés locales et leurs organisations au cœur du processus afin de trouver des solutions... Notre modèle d'intervention doit s'éloigner des opérations de secours coûteuses et à court terme... Samantha Nutt dans *Guerriers de l'impossible. L'argent, les armes et l'aide humanitaire* (p. 162-163).*

La question qui vient immédiatement à lire les journaux et à écouter les médias qui nous livrent tous les désastres du monde : **sommes-nous condamnés à aller d'un secours d'urgence à l'autre**, des réfugiés économiques aux réfugiés climatiques, puis à ceux des zones de guerre? Autrement dit, comment peut-on sortir du court-termisme, retrouver le sens du long terme. Il y a heureusement des initiatives Nord-Sud qui ne font pas de ce secours d'urgence leur ligne directrice première. Elles existent bel et bien et ont généralement plus d'impact parce qu'elles soutiennent **l'action collective** de communautés, lesquelles se dotent d'organisations inscrites dans la durée : des coopératives, des fédérations paysannes, des banques communautaires, etc. Depuis plus de 25 ans, les travaux de recherche de la CRDC que certains d'entre nous dirigeons à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et notre travail professionnel d'intervenants communautaires l'ont cent fois plutôt qu'une clairement démontré.

Une partie de l'aide internationale du Québec transformée en solidarité avec des organisations du Sud existe depuis près de 50 ans. Cette coopération Nord-Sud a été tendanciellement progressiste au plan social, non partisane sur le plan politique, soutenant en grande partie l'action collective entreprise par des groupes sociaux dans des pays du Sud. Elle s'est également voulue laïque après avoir été assez longtemps religieuse. Des milliers d'initiatives surtout locales ont ainsi été soutenues par plus de 60 organismes de coopération internationale (OCI regroupés depuis 1976 au sein de l'AQOCI) et par des mouvements : celui des agriculteurs avec UPA Développement international (UPA DI), celui du mouvement coopératif (avec DID et SOCODEVI), celui du mouvement des femmes (la Marche internationale des femmes) et celui du mouvement syndical tant à la CSN qu'à la CSQ et la FTQ.

2. Action collective, solidarité économique et transition écologique : le défi

Notez que je parle de solidarité et non de générosité. La différence entre les deux, c'est que la générosité consiste à faire du bien à quelqu'un dont on ne partage pas les intérêts. La solidarité consiste à faire du bien à quelqu'un dont on partage les intérêts. Par exemple une coopérative. On y cherche son intérêt mais on ne peut le trouver qu'en y défendant aussi ceux des autres.

Jean-Paul Vigier dans *Lettre ouverte à ceux qui veulent rendre leur argent intelligent et solidaire*

Ce soutien par bon nombre d'OCI québécois à des partenaires du Sud a été ancré dans les démocraties locales, ce qui en fait leur force. Mais cela a d'abord été avant tout un engagement dans le développement social de communautés (santé et éducation) et



dans la promotion de droits sociaux. **Trop peu cependant dans les économies de proximité (développement d'entreprises locales), l'économie circulaire, la finance solidaire et la transition écologique**, accusant ainsi un retard certain par rapport à leurs homologues européens. **Mais la dernière décennie est venue changer la donne.**

Adossée à un financement public relativement consistant durant plusieurs décennies, cette coopération a en effet subi un choc majeur sous la gouverne des conservateurs à Ottawa (2006-2015). **Début 2012, un vent glacial a soufflé sur les organismes de bienfaisance canadiens**: forte restriction des activités dites «politiques» (sous-entendre la référence à des campagnes de mobilisation autour d'un enjeu de politique publique), démantèlement de l'ACDI et son remplacement par Affaires mondiales Canada qui met sur la table des choix économiques misant sur les multinationales (minières entre autres) et sur un appui nettement plus marqué en faveur d'OCI confessionnels et conservateurs.

La coopération de proximité pratiquée depuis des décennies va ainsi être forcée de se redéployer différemment tant sur le plan de son autonomie financière que sur ses priorités sociopolitiques. Par la négative : **a)** ne plus miser sur le seul financement public; **b)** repenser le lien du social et de l'économique conçu séparément depuis trop longtemps; **c)** ne plus considérer l'environnement comme une question secondaire. Par la positive, travailler à **débusquer des pistes alternatives**. Elles existent bel et bien ici et dans les pays du Sud pourvu qu'on s'y attarde un tant soit peu :

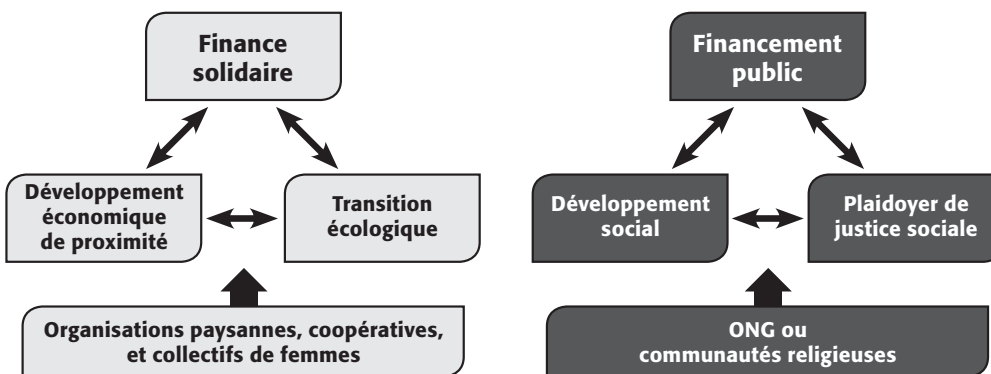
- ◆ Le développement d'initiatives s'attaquant à **l'enjeu des infrastructures économiques locales**
- ◆ **L'accès au crédit** par l'appui d'une finance solidaire: banques communautaires, caisses d'épargne et de crédit, mutuelles d'assurance, fonds de crédit agricole
- ◆ **L'accès à la terre, à l'électricité, à l'eau potable** et aux infrastructures routières
- ◆ Le tout avec une approche centrée sur **l'économie de l'avenir**: une agriculture écologiquement intensive, une gestion durable des forêts, la mise à profit de sources d'énergie renouvelable.

Notre coopération avec le Sud met de l'avant quatre clés d'intervention permettant que des organisations deviennent prioritairement des architectes du développement :

- ◆ Miser sur la finance socialement responsable ici même au Québec en révisant nos achats et nos investissements en tant qu'organisations
- ◆ Développer au Sud des partenariats avec des organisations déjà existantes (locales, sectorielles, régionales et même nationales): organisations paysannes, collectifs de femmes, coopératives
- ◆ S'attaquer aux problèmes structurels que le défi écologique nous pose autour de deux axes centraux de la transition: Énergie/Climat/Santé; Agriculture/Alimentation/Santé
- ◆ Travailler dans la durée, ce qui nécessite au moins une génération pour changer les choses durablement.



Quatre clés mais aussi trois virages à prendre dans notre approche, dont nous allons traiter dans ce qui suit: **a)** la finance solidaire; **b)** le développement d'économies de proximité et **c)** la transition sociale-écologique. **Trois leviers** lesquels forment les bases d'une **solidarité économique à finalité sociale** avec le Sud. Le schéma qui suit illustre l'évolution, la distinction et la cohabitation aujourd'hui de **deux modes de coopération** au sein des OCI québécois - celui dont nous héritons et celui qui vient -. Non les OCI ne sont pas de la même mouture en dépit d'un discours commun souvent lénifiant, un discours rassurant mais qui endort les remises en question :



2.1. Un premier levier : l'indispensable finance solidaire

*Nous ne sommes pas naïfs : les placements solidaires ne peuvent à eux seuls endiguer le chômage, le mal-logement, le sous-développement, tout en assurant la reconversion écologique de notre économie et en palliant les carences du système de santé et social... Mais l'épargne solidaire permet surtout de redonner du sens à l'économie **en offrant la possibilité de s'en réapproprier les enjeux**... Elle ramène la finance à la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter, celle d'être un outil au service du développement humain.*

Source : Naïri Naphapétian, journaliste à Alternatives économiques dans *Épargner solidaire*. Dossier de septembre 2015.

La plupart des experts et des intervenants engagés comme nous sur le terrain de l'économie et de l'écologie s'entendent pour dire que **l'agriculture familiale** dans la plupart des pays du Sud est le **maillon stratégique**, car c'est **l'assise économique principale** de sociétés à forte dominante rurale. Cependant, ces communautés rurales sont privées d'activités agricoles suffisamment génératrices de revenus (et de l'emploi qui vient avec). La mise à contribution d'une finance solidaire à la bonne hauteur et d'assises économiques locales adossées à un plan d'action pour une transition sociale et écologique font donc aujourd'hui partie de l'équation d'avenir.

Plutôt que de miser uniquement sur le financement en provenance des pouvoirs publics, une partie des OCI du Québec amorcent présentement un premier virage



vers la finance solidaire en cherchant à se donner des outils financiers collectifs semblables à ceux que plusieurs communautés et mouvements sociaux du Québec se sont donnés au cours de leur histoire tels les caisses d'économie et les fonds de travailleurs à l'initiative des syndicats; des caisses d'épargne et de crédit (Desjardins); des mutuelles d'assurances et des fonds dédiés au développement des régions; des fonds communautaires dédiés à l'achat de bâtiments, etc. Bref, une finance solidaire inscrite dans le soutien à une **économie non capitaliste de marché**, cheville ouvrière de nombreux projets de développement économique lancés par les communautés elles-mêmes.



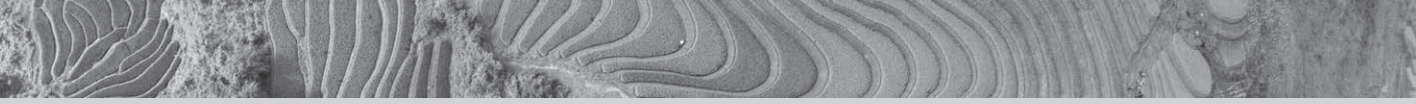
Début 2018, près d'une vingtaine d'OCI soutenus par un engagement à venir des fonds de travailleurs ont pris une décision hors de l'ordinaire en mettant en œuvre le projet commun d'un **Fonds d'investissement solidaire international du Québec**, le FISIQ, (<https://fisiq.org>), un fonds disposant aujourd'hui de plusieurs millions de dollars entièrement consacré aux économies de proximité au Sud comme le font ici même les fonds de travailleurs en canalisant des épargnes collectives citoyennes à des fins de développement des régions du Québec. Cette fois, avec le FISIQ, ce sera aux fins de la solidarité internationale: par exemple des systèmes de prêts rotatifs en agriculture; des prêts et garanties de prêts à des PME (banques coopératives ou communautaires, ateliers de production de panneaux solaires, coopératives de collecte des déchets, etc.).

En d'autres termes, des OCI ont commencé à quitter la seule logique des subventions de développement social pour y introduire la logique de la **finance solidaire** par des prêts à leurs partenaires du Sud à des fins de **développement économique** dont le cœur sera formé surtout **d'entreprises collectives**. L'accès au crédit est vital pour les communautés du Sud. C'est l'enjeu auquel le FISIQ va répondre pour des projets qui **changent de cap et d'échelle** en devenant plus économiques et plus ambitieux.

2.2. Un second levier: le développement économique local

Les organisations du Sud sont généralement **des initiatives de communautés** qui ont souvent déjà pris le virage économique avant nous, sans attendre notre coopération dont elles savaient jusqu'à récemment qu'elle n'était pas de cet ordre. Elles sont généralement de petite ou de moyenne taille, souvent relativement homogènes du point de vue de la situation socio-économique de leurs membres. Elles répondent à des besoins fortement ressentis par les membres - mais pas nécessairement exprimés.





C'est **le premier développement**, le chaînon manquant d'activités locales génératrices de revenus, soubassement indispensable de territoires où il fait bon vivre et d'une économie à plus grande échelle. Que retenir de ces expériences coiffées de la notion de premier développement? D'abord que les sociétés industrielles nées en Europe au 19^e siècle se sont très précisément construites, **pendant au moins 200 ans**, dans le creuset de cette «économie de rez-de-chaussée» (Braudel, 1985). De là l'importance de bien saisir cette dynamique dans les pays du Sud. Ce développement permet de sortir enfin d'une économie limitée à la survie en prenant appui sur un **système local d'échanges économiques sur les territoires**. Car occuper un territoire ne consiste pas seulement à se loger et à se nourrir mais bien à occuper un espace économique commun qui prend peu à peu sens par l'existence d'un marché local qui lui est propre.

Le chaînon manquant du premier développement

Au Sud, l'essentiel de la coopération du Nord est allé à l'aide globale ou macro-économique... Il manquait le chaînon du premier développement, celui qui vise la prise en charge, par les populations elles-mêmes... Ce développement du pays profond, des «pays» et des quartiers, est le fondement incontournable d'un développement... qui restaure ou instaure un marché intérieur (Verschave et Boisgallais, 1994: 138).

Ici il faut prendre acte de certaines **conditions similaires** à celles de pays du Nord vécues **dans des stades antérieurs** de leur histoire économique pour sortir de la pauvreté et d'une économie de subsistance: une intervention de l'État croisée à des sociétés civiles fortes, des systèmes locaux d'échange, l'existence de gouvernements locaux, un environnement favorable aux économies de proximité.

Ce premier développement demeure fragile. Plusieurs de ces initiatives ont de la difficulté à sortir de la phase émergente. Dix à 20% seulement si on se fie aux travaux de chercheurs péruviens (Macquet, 2004). La jonction avec un mouvement plus large s'impose donc, ce qui constitue un casse-tête permanent lié au manque de ressources financières propres (et parfois au manque d'ambition d'organisations qui préfèrent demeurer petites). Ces initiatives obtiennent une faible reconnaissance de la plupart des pouvoirs publics et de la plupart des institutions internationales. Elles oscillent souvent entre la prestation autonome de services dans les communautés et la cohabitation active avec des pouvoirs publics qui ne sont pas toujours à l'écoute.

Elles vivent aussi un **problème chronique de sous-capitalisation** qui les met en situation de fragilité dans des secteurs névralgiques, surtout ceux liés à l'agriculture, à l'électrification des villages, à l'accès à une eau potable, à l'entretien des routes... Ce n'est pas la tasse de thé des banques privées axées qu'elles sont sur le seul profit. C'est ici qu'intervient le rôle de la finance solidaire et des secteurs d'une coopération internationale de proximité qui met l'accent sur la solidarité économique et son capital patient. Mais pour ce faire, il faut tout à la fois: **a)** favoriser la mise en réseau des acteurs et donc amplifier leur action; **b)** faire la courte échelle en permettant aux projets de partenaires du Sud d'aller plus vite au but.



2.3. Un troisième levier: la transition écologique prend une autre tournure avec la crise sanitaire

« Nos sociétés sont entrées dans l'ère des crises... qu'elles soient climatiques ou sanitaires, elles vont s'enchaîner » « *C'est collectivement que nous avons construit ce monde-là. Il y a eu des lois pour pousser à la croissance, des entreprises qui nous ont proposé des millions de produits, et, individuellement, nous nous sommes tous lancés à corps perdu dans la consommation matérielle.* » Mais pour freiner le réchauffement, la responsabilité des États et des entreprises est immense: « *Ce sont eux qui déterminent nos comportements et nos achats* »

Source: Isabelle Autissier, navigatrice, présidente d'honneur du Fonds mondial pour la nature (WWF France), Obs, 29 mai 2021

Canicules qui s'accumulent, ouragans de plus en plus puissants et récurrents, destruction massive de la forêt tropicale, inondations de plus en plus fréquentes. Avec comme conséquences l'appauvrissement des sols, la perte de biodiversité, des crises sanitaires localisées (ou mondiales comme la COVID-19 et ses variants), l'accroissement de la misère, les migrations forcées... Chose certaine une course contre la montre est engagée dans diverses régions de la planète, moins ici qu'ailleurs, plus au Sud qu'au Nord.

Il faut dès lors multiplier les échelles d'intervention, du local à l'international. Et notre coopération avec le Sud peut avoir cette perspective à une échelle qui peut aller plus loin que les micro-projets de villages et de quartiers. Aujourd'hui, le développement économique, la question sociale et le défi écologique se télescopent dans une crise qui n'en finit plus et qui force la reconfiguration de presque tous les mouvements et institutions de nos sociétés. **L'impensé politique de cette crise globale** a été levé de façon beaucoup plus visible avec la crise sanitaire. Sa **variable écologique** est alors devenue avec plus de force le **principal marqueur** de la situation mondiale. De nombreux travaux de recherche récents et la couverture des médias sur la pandémie ont amplement confirmé **le lien fort** entre la crise sanitaire et la crise écologique comme en fait foi la journaliste scientifique Sania Shah dans son plus récent livre (Shah, 2020) de même que le professeur Weiss:

*Le XXI^e siècle n'a pas débuté en l'an 2001, mais bel et bien en 2020 avec la pandémie que nous traversons. En sus d'avoir modifié les flux de voyageurs, transformé l'économie planétaire et changé nos habitudes, **la COVID-19 est l'élément qui va redéfinir notre siècle.** La redistribution du pouvoir d'un monde post-COVID-19 sera fonction des succès à l'avoir maîtrisé.* Karl Weiss, professeur de médecine (Université McGill et de Montréal, La Presse du 20 février 2021)

On connaît la suite: la crise sanitaire, dans l'analyse de ses causes, nous a révélé ses dessous écologiques, celui de notre rapport à la nature et aux animaux en particulier:



*Ce monde débordant de riches et d'étonnantes diversités culturelles s'avère en même temps uni et tricoté très serré, pour le meilleur et pour le pire. Les maladies, dont celles causées par la destruction des habitats naturels des animaux sauvages, l'urbanisation galopante, les élevages industriels et les changements climatiques se répandent maintenant dans le village global à la vitesse d'une otite dans une garderie. Et ce n'est pas tout car «**nous faisons aussi face à plusieurs crises en même temps, chacune rendant l'autre pire encore**» Une pandémie seule peut être gérable. Une pandémie introduite dans un système aussi instable devient un problème encore plus difficile à régler.» Entretien avec S. Shah accordé à Stéphane Baillargeon. Le Devoir, 13 octobre 2020.*

Le défi écologique, et au premier chef la crise climatique, interpelle en effet de façon centrale nos sociétés, nos institutions et toutes les forces sociales progressistes dont la plupart se sont jusqu'ici focalisées principalement sur la seule question des inégalités sociales sans voir qu'elles sont intimement liées à l'avenir des écosystèmes. Certains disent qu'il faut faire du climat la mère de toutes les luttes écologistes. L'animateur principal de l'organisation écologiste *Alternatiba* au Pays Basque, Txetx Etcheverry, répond ceci : «**La crise climatique : si on ne gagne pas cette guerre, on les perd toutes**». Le climat détermine tous les autres pans de la vie sur Terre, les conditions de guerre et de paix, les possibilités de maintenir une démocratie. Et la biodiversité ne résistera pas au changement climatique s'il s'aggrave encore. Tout le reste est conditionné par le climat. Cette bataille se joue maintenant! Si on la perd, on risque de perdre toutes les autres.

Et puis, il y a une donnée particulière dans le climat, c'est le calendrier : on a dix ou quinze ans pour empêcher de passer à des seuils d'emballement irréversibles. Certes, en biodiversité, il y a aussi un calendrier pressant et on franchit des seuils, mais il y a des choses plus ou moins réversibles, on arrive à faire revivre des sols bétonnés et pollués...

En bref

Partout dans le monde, tout particulièrement au Sud, des dizaines de milliers d'organisations paysannes, de coopératives agricoles et forestières, de collectifs de femmes et d'organisations de solidarité internationale cherchent à **faire mouvement du local à l'international**, pour répondre à ce défi d'une transition sociale-écologique de nos sociétés au Nord comme au Sud (Manier, 2016).

Dans la foulée de la COP 21 et de celle de l'automne dernier, la COP 26, la solidarité Nord-Sud du Québec est donc amenée à se diriger vers le développement d'une économie faite de filières plus écologiques : énergies renouvelables, agriculture écologiquement intensive, aménagement durable des forêts, etc. L'aide humanitaire et la lutte sociale contre la pauvreté telles que menées par les institutions internationales et par un certain nombre d'OCI apparaissent aujourd'hui plus qu'hier de bien maigres solutions.





CHAPITRE 2

La décennie qui vient : dans quel monde vivrons-nous ?

*Le futur ressemblera-t-il au présent mais en pire ? La crise climatique, la crise sanitaire et la crise alimentaire se conjuguent dans un seul et même combat contre l'adversité. Dans le monde qui vient les initiatives citoyennes qui bougent dans la direction d'un « New Deal vert » croisées avec des politiques publiques audacieuses sauront-elles peser suffisamment sur cette conjoncture. « La biodiversité économique » ou l'économie autrement ici et ailleurs, cette économie de demain sera-t-elle diversifiée (privée mais aussi publique et coopérative) et influente ? Plusieurs modèles et plusieurs politiques sont possibles et, chose certaine, **on n'a jamais eu autant besoin d'alternatives** d'où l'intérêt d'examiner quelques exemples phares.*

*À l'horizon de cette décennie, nous aurons une planète plus peuplée, plus à risques de changements climatiques extrêmes, plus polluée et plus risquée en matière de sécurité sanitaire et alimentaire. Des millions de gens pourraient mourir ou avoir à migrer en devenant ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui des déplacés climatiques. **C'est la tendance la plus visible sinon principale. Mais le pire n'est pas certain.** À l'horizon de cette décennie, il y a aussi **une autre tendance**, sans doute minoritaire, mais qui fait face à la musique. Tour du monde de quelques tendances.*

1. Le monde a radicalement changé dans les 40 dernières années : le grand basculement

Quelques-uns d'entre nous étions au Sénégal en 2011 dans les débuts de l'existence du Fonds Solidarité Sud. Nous participions à l'organisation d'une rencontre internationale à Saint-Louis, en guise de pré-forum social, avant de se rendre à Dakar pour le Forum social mondial (FSM). À Saint-Louis, à l'Université Gaston-Berger, tout comme à Dakar à l'Université Cheik Anta Diop, nous avons été quelques-uns à être invités à titre de



conférenciers. On nous avait demandé, à titre de Québécois et de Nord-Américains de présenter notre lecture internationale de la situation actuelle. Nous avons donné un peu plus de profondeur en plongeant dans l'histoire des 30 à 40 dernières années lesquelles marquent une différence profonde d'avec la période antérieure (1945-1975).

En effet, le monde n'est plus le même. Dans les dernières décennies, nous avons assisté à un véritable renversement de situation. Et il n'y a aucun signe d'accalmie à l'horizon. Et dans une perspective internationale, les nouvelles tendances de cette période induisent en bonne partie l'avenir qui s'annonce. Quel est-il? On peut citer tour à tour: 1) la montée en puissance de la financiarisation du capitalisme; 2) la chute du mur de Berlin et l'implosion du communisme; 3) le retour des religions, les fondamentalismes surtout, sur l'avant-scène de l'espace public mondial; 4) trois décennies sur quatre d'échec du développement dans les pays du Sud; 5) et une dernière et non la moindre, l'urgence écologique, notamment le réchauffement climatique, danger de tous les dangers.

Explorons brièvement ici ces cinq grandes tendances qui viennent modifier radicalement le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Et ce qui en découle pour les mouvements sociaux: un changement obligé de paradigme, de politique et de stratégies dans la poursuite d'objectifs pour rendre le monde plus équitable, plus écologique et plus démocratique, un **New Deal vert**.

◆ La montée en puissance de la financiarisation du capitalisme

Nous avons connu et vécu « les Trente années glorieuses », entre 1945 et 1975, ce **New Deal social** bâti au fil des décennies du XX^e siècle comme réponse à la grande dépression des années 1930: un compromis historique entre le monde du capital et le monde du travail dans les pays du Nord là où la révolution industrielle avait démarré, lequel New Deal va introduire des avancées sociales substantielles grâce à la lutte du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes.

Mais depuis cette période, nous vivons depuis plusieurs décennies un capitalisme bien différent à l'échelle internationale, notamment suite à la chute du mur de Berlin en 1989. Le capitalisme a pu se déployer avec beaucoup moins de contrôle et de réglementation à l'échelle de tous les pays du monde. Et dans les dernières décennies, nous sommes arrivés, sans trop nous en rendre compte, à un nouveau moment historique du capitalisme: celui non plus d'un capitalisme industriel mais d'un capitalisme financier et boursier qui a fait lever de plusieurs crans, à l'échelle de toute la planète, l'interdépendance entre pays, laquelle a mené entre autres à une importante vague de délocalisations provoquant des dizaines de millions de perte d'emplois dans le monde. D'où l'émergence au début du 21^e siècle du **Forum social mondial (FSM)**.

À partir de cet élan du FSM né dans la foulée des années Lula au Brésil, les mouvements sociaux ont eu davantage tendance à remettre en question dans sa globalité ce capitalisme de plus en plus « toxique », à le repenser, à chercher à le dépasser et à rechercher des alternatives viables, crédibles, durables tout en offrant des pistes concrètes de sortie de crise comme celle de miser sur un secteur non-capitaliste d'entreprises sous contrôle démocratique, une gestion durable des forêts, une agriculture écologiquement intensive, etc. (Favreau et Molina, 2011; Favreau et Hébert, 2012).

◆ La fin des communismes

Vu du Québec, cette fin des communismes peut laisser indifférent. Nous avons peu connu l'influence du communisme dans notre société. Mais la plupart des pays de la planète ont vraiment vécu cette influence souvent déterminante sur plusieurs décennies et générations. En gros, le tiers de la population de la planète a été dirigé par des régimes communistes. Au Sud, plusieurs pays se sont tournés vers l'Union Soviétique pour s'affranchir de leur pays colonisateur au moment de leur indépendance, ce qui n'a pas été sans conséquence sur leur développement économique et politique. C'est la chute du mur de Berlin en 1989 qui marquera un tournant décisif, la fin de la plus grande partie des régimes communistes (Europe de l'Est) et la transformation des régimes communistes des pays du Sud comme le Vietnam, la Chine et Cuba en des régimes certes de monopole du parti sur l'État, mais aussi d'une économie moins étatisée ouvrant la porte aux multinationales européennes et américaines qui y délocalisent alors une partie de leurs activités.

Le résultat le plus net au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, est sans doute la fin d'un rêve qui avait marqué des générations comme celle de la Résistance française ou celle de dirigeants de mouvements de libération nationale dans les pays du Sud. Ces générations ont cru qu'il y avait un véritable projet de société alternatif à celui du capitalisme. Pendant longtemps ce fut une utopie modèle mais celle-ci s'est effondrée avec le mur de Berlin et avait cessé déjà de faire rêver depuis un bon moment.

Pour les mouvements sociaux, nombre de dirigeants qui y avaient longtemps placé leur espoir de libération nationale et de justice sociale sont ainsi devenus **orphelins de modèles** et très allergiques aux dépendances à l'égard de partis politiques qui se veulent des avant-gardes éclairées. Nombreux sont les mouvements qui en ont tiré des conclusions majeures sur la démocratie, l'autonomie politique des mouvements et le pluralisme en leur sein.

◆ Le retour des religions et surtout des fondamentalismes religieux

Le retour actuel des religions dans l'espace public, surtout le retour des fondamentalismes religieux, deviendra un point d'ancrage pour le retour de l'**assistanat** social au détriment de la solidarité: d'abord celui des *Born again christians* aux États-Unis qui essaient sur toute la planète. La mondialisation n'a pas été qu'économique, politique et sociale. Elle a aussi été religieuse. Ce qui n'est pas sans effet par exemple sur le travail de coopération internationale étant donné la montée d'ONG confessionnelles néo-protestantes ou musulmanes conservatrices, voire intégristes, de plus en plus présentes et disposant souvent de moyens considérables. Par exemple *Vision mondiale*, ONG pentecôtiste, est présente dans 100 pays avec 22,000 employés actifs, sans compter aussi le développement d'ONG confessionnelles fondées sur le fondamentalisme musulman (Favreau et Fréchette, 2019: 52-57). Par conséquent, **la non-confessionnalité** est redevenue un enjeu politique pour les mouvements sociaux d'ici et d'ailleurs.



◆ Des décennies perdues pour le développement de nombreux pays du Sud

Le Sud, avec l'arrivée des années 80 est en mal de développement. Les gouvernements de ces pays sont endettés. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international sous tutelle des grands pays du Nord ont beau jeu de leur imposer le « tout au marché » avec des programmes d'ajustement structurel (les PAS) qui ont littéralement laminé le peu de protection sociale dont ils avaient hérité de leurs gouvernements inspirés en partie par les social-démocraties du Nord. Cas particulièrement patent de nombreux pays africains. Perte de services publics d'intérêt général d'une part, mais aussi mise au rancart de toute idée de politiques agricoles favorisant un développement endogène d'où la remontée des économies informelles. C'est le « tout à l'exportation » et donc l'approfondissement d'un développement extraverti.

Au Nord, le monde du travail est également en mutation : la précarité est à la hausse pour cause notamment de délocalisations vers d'autres pays où la main d'œuvre est moins chère. L'expression même de ce phénomène : la multinationale Wal-Mart, le premier groupe mondial de grande distribution généraliste avec 11 000 magasins, 150 millions de clients et une présence dans 100 pays. Dans ce registre, on ne peut plus penser les réponses à la crise dans un contexte uniquement national. La **transnationalisation de l'action collective** vient alors de faire un saut qualitatif énorme. Plusieurs mouvements activeront davantage leur branche internationale comme ce fut le cas au Québec du mouvement des travailleurs syndiqués, du syndicalisme agricole et du mouvement coopératif.

2. Un nouveau siècle commence : l'urgence écologique se fait de plus en plus fortement sentir

Les 20 dernières années ont vu un saut qualitatif de la prise de conscience de l'urgence écologique. Nous traversons, nous dit l'économiste Jean Gadrey, « *la première crise sociale-écologique du capitalisme financier et boursier, la première où la raréfaction des ressources et les dégâts écologiques ont eu une influence sur le plongeon économique* » (Gadrey, 2010). En d'autres termes, la transformation écologique de l'économie devient de plus en plus un enjeu tout à la fois local et international. Et en son sein, le croisement de deux crises : celle de l'emploi et celle du climat qui vont aujourd'hui de pair.

La crise sanitaire de 2020 ouvre le siècle et elle ne sera probablement pas une simple parenthèse

C'est l'hiver 2020 qui changera la donne de l'urgence écologique. L'humanité toute entière est immobilisée par une crise sanitaire jamais vue depuis la « grippe espagnole » qui suivit la première guerre mondiale, La COVID-19 dont l'origine plus que probable est la destruction des écosystèmes et une perte de biodiversité telle que le déséquilibre devient de plus en plus marquée dans les rapports des humains avec la Nature.

On connaît la suite : la quasi-totalité de l'économie mondiale a été stoppée dans le but de se défaire des avancées rapides de ce virus de pays en pays et de régions du monde à d'autres régions. Le 20^e siècle a commencé avec une guerre mondiale et la grippe



espagnole surnommée « la grande tueuse » de 1918 qui fit, à minima, 20 millions de morts. L'événement sans précédent de la dernière crise sanitaire fut de voir qu'une grande partie des États du monde ont fait le choix inattendu de préférer la santé de leurs populations à la croissance tous azimuts de leurs économies. Malgré cela plus de cinq millions de morts!

Le début du 21^e siècle a commencé par **une priorité insoupçonnée: la vie et la santé d'abord, l'économie ensuite** (Laurent, 2020: 10) accompagnée d'une nouvelle prise de conscience écologique mondiale de plus en plus partagée, portée qu'elle est par une crédibilité accrue des scientifiques (de façon notable par les travaux du GIEC) et par le mouvement international des jeunes.

Cela a été possible pendant près de deux ans. D'où la question que pose tous les écologistes et par-delà ces derniers beaucoup de dirigeants de mouvements sociaux tant au plan local qu'international: **pourquoi n'en serait-il pas ainsi de l'intervention des États, dans le monde d'après la COVID-19, face à l'urgence écologique?** Ce qui commande d'abord de s'interroger sur le monde qui vient, bref de penser le temps long, ce qui manque cruellement à nos organisations: temps long voulant dire prospective, anticipation, plan de développement sur cinq à dix ans en cherchant à surmonter la tendance à penser en silos et quasi-exclusivement à court terme.

Le monde qui vient: «La maison brûle», le début d'une catastrophe mondiale annoncée?

En d'autres termes, dans quelle sorte de monde allons-nous vivre d'ici 2030 compte tenu des turbulences de toutes sortes qui s'accumulent. **«La maison brûle»** nous dit la journaliste d'enquête Naomi Klein dans son plus récent livre (2019), diagnostic repris avec force par la jeune Greta Thunberg dans son manifeste *Rejoignez-nous*.

Il faut donc tenter de percevoir les changements qui viennent. Bref, **la mondialisation que nous connaissons n'est pas une transformation tombée du ciel, mais bien le résultat d'une somme de choix politiques** pris à travers plusieurs décennies de rapports de force qui donnent lieu aujourd'hui à la **nécessité au 21^e siècle d'un New Deal mondial vert** (Lipietz, 2012; Klein, 2019), comme il y en a eu un au 20^e siècle, lequel a pu inverser les choix de l'époque en rendant au monde du travail une reconnaissance réelle: une législation du travail, une politique d'assurance-emploi, une reconnaissance des syndicats et des coopératives, les premières grandes politiques sociales en matière de santé et de services sociaux. C'est l'inspiration politique première de l'administration américaine du gouvernement Biden en dépit des nombreuses difficultés à la réaliser dans le contexte de l'héritage du gouvernement républicain qui l'avait précédé.

La transition sociale-écologique doit s'inscrire dans un New Deal vert mondial

Nous le disons depuis un bon moment dans nos organisations qu'il faut changer de modèle et aller vers un *New Deal vert*. Voilà qu'enfin un récent rapport de l'ONU avance dans cette direction :



«Le monde doit repenser complètement son modèle de croissance économique pour mieux répondre aux problèmes environnementaux et de développement, a indiqué mercredi la CNUCED, un organisme onusien, dans un rapport prônant un « New Deal vert mondial ». La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement fait ainsi référence au New Deal du président américain Franklin Roosevelt, qui avait permis de sortir l'économie américaine de la Grande Dépression dans les années 1930 ». Selon les économistes de la CNUCED, une augmentation annuelle des investissements verts de l'ordre de 2% de la production mondiale, environ 1700 milliards \$US, c'est-à-dire un tiers seulement de ce que les États dépensent actuellement pour subventionner les combustibles fossiles, pourrait entraîner la création nette d'au moins 170 millions d'emplois à l'échelle mondiale. Source : Devoir, 26 septembre 2019

C'est **une avancée majeure** dans les institutions internationales que d'annoncer pareille chose. Ce qui n'est pas étranger au travail souterrain rendu possible par les principaux acteurs de l'Accord de Paris (2015) et avant la pandémie par les mobilisations massives de jeunes et de moins jeunes à travers le monde.

Le dernier rapport du GIEC : « l'ampleur de la crise n'épargnera personne ! »

Comment éviter le pire et mieux corriger le tir ? Le diagnostic de ce 6e rapport du GIEC depuis le premier en 1990 a été diffusé à partir d'un brouillon dévoilé à l'été 2021 par l'Agence France-Presse est implacable. La limite fixée à +1,5 °C dans l'Accord de Paris en 2015 n'est plus suffisante. Désormais, le GIEC prévient « qu'un dépassement, si infime soit-il, de +1,5 °C serait dévastateur. »

En science aujourd'hui, nous ne parlons plus simplement de changement climatique ou d'érosion de la biodiversité, mais littéralement d'effondrements. Nous faisons désormais face à des changements mondiaux, dont les effets sont déjà bien réels au Québec, avec l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes (inondations, vagues de chaleur) ou encore la présence d'espèces invasives comme l'agrile du frêne, qui entraîne la disparition de 10 à 20 % des forêts des villes du Québec. J. Dupras, La Presse du 14 février 2021.

Certains diront que le rapport du GIEC est alarmiste encore une fois. Et pourtant ces rapports ont souvent précédé tout le monde en établissant des tendances considérées comme probables mais qui se sont avérées bien réelles. Et pandémie de la COVID-19 oblige, ce ne sont pas simplement les économies du monde qui ont été bousculées, ce sont nos vies dans nos rapports à autrui, nos rapports au travail, notre rapport à la ville (l'habitat), notre rapport à l'agriculture et à l'alimentation.

La croissance fondée sur un modèle capitaliste nous conduit à la dérive

Un rapport de recherche commissionné par le gouvernement britannique et coordonné par le professeur émérite d'économie de l'Université de Cambridge, Partha Dasgupta analyse ce qui coince :



Nous payons plus les gens pour exploiter la Nature que pour la protéger: les programmes de protection de la Nature sont souvent sous-financés, alors que des secteurs comme les énergies fossiles ou l'agriculture intensive bénéficient de 4000 à 6000 milliards de dollars d'investissements annuels. Une absurdité! Extrait 2 février 2021.

Les auteurs, une équipe internationale de spécialistes, en appellent à dépasser en ambition ce qu'a été le Plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Voilà donc où nous en sommes.

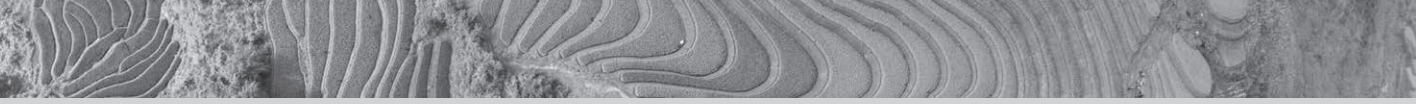
Le pire n'est pas certain : bien des possibles restent ouverts !

Comment aller plus loin que d'essayer d'éviter le pire? Du côté des mouvements de la société civile qui, malgré certaines différences souvent notables entre groupes, on ne se traîne pas les pieds surtout depuis les deux dernières décennies comme nous le verront un peu plus loin. Du côté des États, pour la plupart, on plie souvent l'échine face aux puissants lobbys des multinationales (pétrolières et gazières en tête) prétextant comme toujours depuis plusieurs décennies que sans croissance - sous-entendu celle qui passe par la grande entreprise privée – les préoccupations pour l'environnement ne valent pas grand-chose. Or ce que le gouvernement canadien et bien d'autres gouvernements nous disent: «Il est possible de concilier économie et environnement» pour justifier les investissements dans les énergies fossiles. La question est mal posée.

Une **inversion est à faire**. L'environnement d'une part et la santé des humains d'autre part peuvent aujourd'hui se dégrader à un point tel que l'économie se fracassera assurément sur un mur. En écologie politique, on met le doigt sur les causes structurelles : la gestion capitaliste des dégradations écologiques avec les multinationales du pétrole en tête de liste de celles qui les provoquent. Pour vous en convaincre il faut lire *Perdre la Terre* de Nathaniel Rich, journaliste d'enquête du *New York Times* (Rich, 2019).

Priorisons avant tout l'espérance de vie. Et *Si la santé guidait le monde?* nous dit d'entrée de jeu l'économiste Éloi Laurent dans son dernier livre qui porte très précisément ce titre. Objectif: **pleine santé pour le 21^e siècle comme il en a été du plein emploi pour le 20^e siècle!** Droit du travail, protections sociales, montée de l'enseignement public à tous les niveaux, meilleure hygiène et meilleure alimentation ont changé la donne du 20^e siècle et constitué le socle de cette espérance de vie. Les États-Unis et bien d'autres pays du Nord, par leur capitalisme débridé depuis 30 à 40 ans, ont perdu cette montée de l'espérance de vie du premier New Deal. Par exemple les É.U, autrefois parmi les premiers de cordée, sont passés au 37^e rang au classement de l'espérance de vie des Nations unies. Et, comble de la bêtise dans des pays émergents du Sud, la croissance est pour beaucoup attribuable pour les uns, la Chine et l'Inde, au charbon et pour d'autres à la déforestation systémique provoquée par l'agrobusiness au Brésil ou en Asie du sud-est. Simultanément des dizaines de millions de personnes meurent ou se rendent gravement malades par les pollutions que génèrent tant l'exploitation du charbon que la déforestation pour des fins d'une agriculture industriellement intensive.





Disons-le clairement, les initiatives citoyennes, si fortes puissent-elles être au plan international, n'arriveront pas seules à inverser le cours des choses si les gouvernements ne bougent pas. Il n'y a pas d'évidence ici. C'est un possible mais cela reste à voir.

Cela dit, à notre échelle, nous pouvons faire pas mal de choses. Pour ce qui est de la solidarité internationale québécoise des OCI, la priorité pourrait sans doute aller davantage vers le soutien à des organisations paysannes, des collectifs de femmes et de jeunes de même qu'aux coopératives (agricoles et forestières pour beaucoup) lesquels luttent contre le dérèglement climatique avec une approche d'agroforesterie et d'agroécologie.

Tous contre le virus mais seuls contre la surchauffe climatique: sommes-nous coincés à ce point?

Certains disent que tous ont été contre le virus mais que nous sommes seuls contre la surchauffe climatique: sommes-nous coincés à ce point? Cela mérite quelques explications car l'ouest du Canada grille sous le soleil, mais il y a pire encore quand on regarde ce qui se passe au Sud: par exemple quelque 400 000 habitants de Madagascar subissent la première vraie famine directement attribuable aux changements climatiques, annonçait en juillet dernier le Programme alimentaire mondial (PAM). Privés de récoltes par une sécheresse sans fin, des milliers de Malgaches en sont réduits à manger des feuilles, des cactus et des insectes pour survivre. Le réchauffement de la planète n'est pas de la science-fiction. **Mais pourquoi la mobilisation est-elle si faible malgré l'extrême gravité de la situation alors qu'elle a été très forte face à la crise sanitaire?**

La difficulté à mobiliser les gens sur la crise climatique réside dans le fait que « les gens ont vu le virus comme une menace directe et personnelle à leur sécurité, alors que, pour la majorité, le réchauffement climatique demeure une menace diffuse », expliquait le D^r Simon Donner, expert du climat et géographe. **Soit, mais le dérèglement climatique est en train de devenir de plus en plus personnel et insécurisant** sous bien des aspects: santé face aux canicules, logement face aux inondations, perte des récoltes face à la sécheresse et ainsi de suite. L'ONU estime en effet qu'à compter de 2030, la mijoteuse atmosphérique entraînera 250 000 morts directes par an. Et, pour rappel, cette surchauffe sera deux fois plus rapide au Canada qu'ailleurs dans le monde. Voilà ce qui pourrait nous faire bouger davantage en traitant non pas cette crise comme un enjeu secondaire, mais comme un enjeu vital et central.

Conclusion optimiste d'une journaliste du Devoir, Isabelle Paré: « La pandémie a montré que les individus ne peuvent combattre seuls un problème mondial, mais que **la population est prête à suivre si les gouvernements font leur travail et donnent la direction.** Il faut donc que les gouvernements agissent. Maintenant. » (Devoir, 2 juillet 2021).

Les débats sur cette question au Fonds Solidarité Sud (FSS): les faits saillants

Nous ne sommes pas « programmés » pour le moyen et le long terme. Il y a là une partie de l'explication de la différence entre la **réponse à la crise sanitaire** et celle qui a trait



à la crise écologique. Au FSS, en partie parce que le gros de nos membres sont des retraités, on sait peut-être un peu plus que d'autres que **le changement se fait sur le temps long**. Voilà pourquoi nous avons travaillé à bâtir une organisation qui combine la réponse à des besoins immédiats et l'anticipation de ce qui viendra pour intervenir dans la durée. Le *monde d'après*, on le bâtit depuis plus de 10 ans par notre solidarité internationale. On le bâtit dans la prochaine décennie en pensant plus loin que l'année qui vient et que les projets X et Y dans lesquels nous étions jusqu'ici. Nous nous sommes mis à réfléchir sur la conjoncture internationale dans la perspective d'un New Deal vert en ne se satisfaisant pas de slogans paresseux du type « Changer le système, pas le climat ». Et, dans l'appui à nos partenaires du Sud, nous abordons explicitement les questions de la transition écologique tant du point de vue de l'agriculture et de l'alimentation (semences locales, santé des sols, reboisement, chaînes d'approvisionnement, etc.) que de celui des services énergétiques (les alternatives aux énergies fossiles).

3. Le monde dans lequel nous allons vivre dans la prochaine décennie

Certains nous disent que dans le monde d'après, nous serons restés les mêmes, en pire, et plus que jamais aveugles à notre propre destruction... Est-ce vrai? **Ça se défend parce que la tendance lourde est liée à la domination des multinationales et aux idées et politiques qu'elles préconisent**. Au point que **même le FMI** qui n'est pas une référence en matière d'économie autre que capitaliste nous met en garde contre les abus des multinationales :

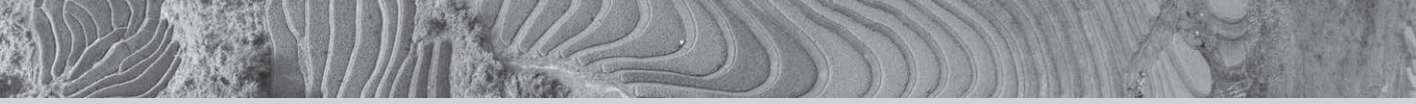
La pandémie de COVID-19 risque fort d'accélérer la concentration de pouvoirs entre les mains de quelques grandes entreprises, prévient le FMI. Cela se ferait au détriment des conditions de travail de leurs employés, du dynamisme économique, des consommateurs et même de la capacité des pouvoirs publics de nous sortir de la crise. (Desrosiers, E. 17 mars 2021)

Mais il ne convient pas de s'enfermer dans l'indignation. Il faut essayer de voir où nous allons, ce qui se passe réellement à l'horizon 2030. Depuis peu, nous le savons, la planète est beaucoup plus à risque au plan sanitaire. Et des millions de gens pourraient mourir ou avoir à se déplacer en devenant ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui des réfugiés (ou des déplacés) climatiques. **C'est une tendance forte**.

Pourquoi se méfier des multinationales comme le FMI le prétend? Parce que les multinationales ont une puissance économique jamais atteinte : concentration de grands monopoles, dans l'industrie de la culture (les GAFAM), dans celle de l'agriculture (l'agrobusiness), dans l'industrie de la santé (les pharmaceutiques), dans les énergies fossiles (les pétrolières et gazières), etc. lesquelles disposent, en outre, de lobbies très influents auprès des pouvoirs publics, rendant les États souvent passifs ou même carrément serviles².

² Comparativement à leur puissance pendant la crise des années 1930 avant qu'un gouvernement, celui de Roosevelt, fasse faire le grand saut d'un New Deal en reconnaissant les syndicats, les coopératives et autres associations citoyennes.





Cette crise sanitaire, avec les Zoom et les Teams de ce monde, a amplifié la révolution des communications en cours entre personnes, organisations et institutions. Même chose pour l'enjeu de l'approvisionnement avec les Amazon de ce monde ou encore la flambée des médias sociaux avec les GAFAM. Révolution aussi dans l'industrie pharmaceutique par son investissement massif dans la technologie des vaccins qui peuvent s'avérer utiles également pour le traitement des cancers dans le futur; augmentation substantielle des capacités de certaines spécialités médicales et de façon notable les maladies infectieuses et la santé publique; la coordination à l'échelle de plusieurs nations voulant disposer de politiques d'intervention rapide qui seront des clés incontournables dans la maîtrise des prochaines pandémies ou des défis infectieux.

Peut-on avoir quelques raisons d'être optimistes?

Au plan des personnes et des communautés, il y a quelques raisons de l'être : **a)** l'Internet a permis de conserver des liens avec nos proches; **b)** certains métiers mal valorisés ont pris du galon (dans le secteur de la santé notamment); **c)** le travail est mieux cerné comme lieu de socialisation important; **d)** nous lisons davantage; **e)** nous commençons à consommer différemment et à miser davantage sur les circuits courts (autonomie alimentaire oblige!).

Mais c'est surtout **au plan plus structurel** que l'impact sera majeur: **a)** ce que nombre de scientifiques annonçaient – la crise sanitaire - s'est produite et pourrait se produire à nouveau, nous sommes davantage à l'écoute des conclusions de leurs travaux; **b)** la souveraineté sanitaire qui nous échappait est devenue cruciale. Simultanément, il faudra **accélérer la transition écologique** et bien se rappeler que l'argent public n'a pas manqué en cours de pandémie, que l'enjeu d'une dette publique importante est gérable et que la preuve nous a été donnée que les États peuvent infléchir le capitalisme en s'appuyant sur les banques et des politiques budgétaires **pour mener une action publique résolue**.

Des centaines de milliers de révolutions tranquilles changent le cours des choses

À l'horizon de cette décennie qui vient, il y a **une autre tendance qui s'est constituée dans les deux dernières décennies**, et qui prend du coffre. Elle est faite d'initiatives citoyennes souvent très locales mais qui ont tendance à s'internationaliser de plus en plus (Manier, 2016). Initiatives qui par ailleurs ont fait émerger un projet qui prend forme depuis un certain temps dans des syndicats, dans le mouvement coopératif, dans le mouvement des femmes, dans des organisations de producteurs agricoles, projet qui commence à monter comme le développement durable a pu le faire dans plusieurs institutions internationales de l'ONU: **un New Deal** comme celui qui a mis fin au moment de la grande dépression des années 1930. **La différence c'est qu'il sera VERT**. Aujourd'hui, une meilleure organisation de ces milliers d'initiatives citoyennes peut se mettre en route dans tous les secteurs de la vie en société (transport, agriculture, énergie, aménagement des villes, etc.) en instituant de véritables **pactes de transition sociale-écologique** du local à l'international.



Cependant, **il y a des conditions à mettre en œuvre**. La première peut-être est celle d'une volonté politique de ces initiatives de travailler à changer d'échelle, à sortir de l'indignation écologique et encore plus de la seule valorisation des petits gestes de tous et chacun pour changer notre mode de consommation (moins de viande, moins de déchets, plus de mobilité en vélo...). **Il faut en priorité une mobilisation structurante qui converge sur la sortie la plus rapide possible des énergies fossiles** adossée à quelques lignes de force comme celles-ci :

- 1) Le soutien public massif des énergies renouvelables
- 2) Une agriculture écologiquement intensive
- 3) Une gestion durable des forêts
- 4) L'électrification des transports devenant de plus en plus collectifs
- 5) L'isolation du bâti industriel comme de l'habitat

Et avancer dans cette direction en pesant sur les pouvoirs publics pour qu'ils **n'abandonnent pas la transition écologique aux marchés financiers** comme ils ont eu tendance à le faire jusqu'à maintenant.

Au Fonds Solidarité Sud comme dans un certain nombre d'organisations syndicales, d'organisations de producteurs agricoles, d'institutions financières solidaires, de coopératives, les trois mots clés sont **Écologie, économie et finance solidaire**. C'était sur ce sujet que nous avons tenu un rendez-vous annuel lors de notre 10^e anniversaire en octobre 2019 avec un panel de clôture qui fut décisif pour la suite des choses.

En voici quelques extraits :

Alain Plouffe, conseiller stratégique à SOCODEVI

Diagnostic de la conjoncture

Sur le plan mondial, les changements climatiques vont continuer de s'accroître... et la poursuite de la croissance des inégalités de revenus et de partage des actifs... On observe aussi une sorte de balkanisation des causes sociales : certains militent contre le racisme, contre la consommation de viande, contre l'exclusion basée sur le genre, pour les droits des peuples autochtones, etc. L'ensemble de ces causes semblent souvent plus diviser qu'unir les participants.

Les défis de notre solidarité internationale

*La coopération est souvent perçue comme inefficace, incapable de sortir les plus pauvres de la pauvreté... à prévenir les migrations massives, les conflits autour des sources d'eau, l'émergence de groupements radicaux qui s'alimentent du désespoir des exclus... **Conclusion** : lutter contre ce scepticisme en investissant nos efforts là où il y a un maximum d'impact; apprendre à travailler entre nous à plusieurs OCI; travailler à fédérer les organisations soutenues. **Défi majeur** : la production alimentaire. **Ce sont les paysans qui vivent d'économies de subsistance qui écoperont le plus des changements climatiques.***



Gérald Larose, Caisse d'économie solidaire Desjardins et Forum international d'économie sociale et solidaire

Diagnostic de conjoncture

Nous sommes au bout du rouleau du néolibéralisme et sommes assis sur une bombe, celle des États-Unis menacés dans sa démocratie fortement en crise. Et au plan international par une crise d'une ampleur insoupçonnée, le tout dans un contexte de dérèglement climatique.

Les défis de notre solidarité internationale

1. Avec le FISIQ, nous sommes sur la bonne voie. Notre coopération doit s'autonomiser d'un financement public trop exclusif et nos partenaires du Sud sortir de leur trop grande dépendance
2. La nouvelle coopération internationale solidaire nous démarque de l'aide humanitaire : il faut élargir le débat à cet effet
3. Dans la séquence Urgence-Reconstruction-Développement, **ce n'est pas l'urgence qui est urgente mais la construction pérenne du développement**
4. **Protéger le noyau dur de l'économie sociale et solidaire (ÉSS)** en ne la confondant pas avec la responsabilité sociale des entreprises. Les entreprises collectives sont des initiatives de démocratie économique et de propriété collective. Et son écosystème est en liaison étroite avec des mouvements sociaux comme en témoigne l'expérience du Québec

André Beaudoin, ex-secrétaire général de l'UPA DI et président du FISIQ

Diagnostic de conjoncture

Dans les pays du Sud la question climatique est plus dommageable en milieu rural. Et le terrorisme, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest où nous sommes, beaucoup plus présent dans ce milieu, ce qui met à risque la production alimentaire. Résultat, les réfugiés et l'humanitaire ont explosé.

Les défis de notre solidarité internationale

1. Avec le FISIQ, nous sortons des sentiers battus, nous avons un montage unique avec des OCI, les fonds de travailleurs et l'État
2. Avec le FISIQ, **c'est l'épargne d'ici**, offrant des produits différenciés dans le cadre **de relations d'affaires d'égal à égal**
3. Avec le FISIQ, nous pouvons modifier le rapport de force du développement par rapport aux institutions financières traditionnelles : **viabilité économique à finalité sociale et capital patient** à la bonne hauteur.

Louis Favreau, Fonds Solidarité Sud et Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC)

Diagnostic de conjoncture

Il y a un monde qui se défait mais aussi un monde qui se refait. Et un projet commun à des milliers d'initiatives citoyennes qui prend forme, un New Deal vert. Avec des pactes de transition écologique en voie de formation dans tous les secteurs.

Les défis de notre solidarité internationale

1. Le soutien à des **économies de proximité**: l'histoire socio-économique du Québec a bien démontré la nécessité de celles-ci
2. Des dossiers stratégiques à faire avancer sur le terrain économique : **l'accès au crédit** (des mutuelles d'épargne et de crédit et des fonds dédiés au crédit agricole), **l'accès à une énergie propre** (des micro-réseaux décentralisées d'énergie solaire par ex.), **l'accès à l'emploi des jeunes et l'accès** à la propriété des femmes dans le cadre d'une **agriculture durable** (agroécologie et agroforesterie)
3. Là où les efforts doivent se déployer : **a)** dans le soutien à l'agriculture dans des pays du Sud où le monde rural est majoritaire; **b)** dans les bidonvilles où l'économie populaire et une agriculture périurbaine y jouent un rôle déterminant.

Quelles conclusions avons-nous tiré de cet échange et de nos travaux de recherche?

1) Un travail local inscrit dans une dynamique plus large

Au Fonds Solidarité Sud, la solidarité avec nos partenaires du Sud est inséparable de ce diagnostic :

- Chaque projet dans une communauté doit **soutenir la transition écologique** (énergies renouvelables, agroforesterie, agriculture durable par des semences locales, commerce équitable, économie circulaire...).
- Chaque projet dans une communauté doit pouvoir s'inscrire à une étape ou l'autre **dans un ensemble plus large** : un réseau de coopératives, une fédération paysanne, une coordination d'associations pour se donner les moyens **d'agir à une échelle plus large**. Fédérer les initiatives locales est un impératif de premier ordre.
- Chaque projet dans une communauté doit favoriser **le développement d'assises économiques** à son développement social, une économie circulaire, des circuits courts.
- Chaque projet dans une communauté doit veiller aux grains pour **disposer d'institutions financières locales** qui leur soient propres : une banque communautaire, un fonds de crédit agricole, une mutuelle d'épargne et de crédit...

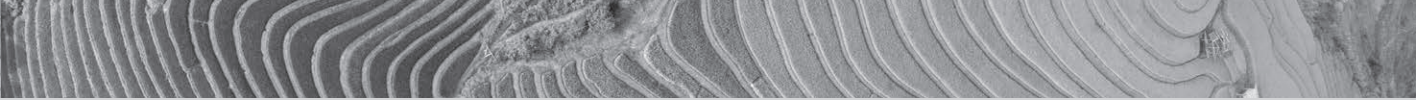


2) Une solidarité internationale qui nécessite de changer d'échelle et de cap

Pour avoir un impact plus grand, il faut travailler à **fédérer** les initiatives locales - au plan sectoriel, national et même transfrontalier – ce qui constitue une **première frappe préventive**. Du coup, leur représentation politique aura une écoute plus grande de la part des pouvoirs publics. Entreprendre le **virage écologique** dans toutes les communautés concernées constitue une autre frappe préventive. Comment tout ça a-t-il pris forme au Fonds Solidarité Sud? Le prochain chapitre explore notre première décennie: qu'avons-nous mis en œuvre pour organiser notre solidarité avec des communautés du Sud?



Le panel de clôture du 10^e anniversaire du Fonds Solidarité Sud en octobre 2019 avec les conférenciers Gérald Larose, Louis Favreau, André Beaudoin et Alain Plouffe. Animation: André Goyette



CHAPITRE 3

Le Fonds Solidarité Sud: le parcours d'une organisation québécoise de solidarité internationale

Comment un vilain petit canard est devenu une organisation de solidarité internationale crédible

L'histoire donne de la perspective (auteur inconnu). Voilà pourquoi, après près de 12 ans, il s'imposait de reconstituer la nôtre, si courte soit-elle. Ce qui donne du souffle pour la suite des choses d'autant plus que nous avons réussi notre développement au-delà de ce que nous espérions. Comment l'expliquer sinon en affirmant que nous avons cherché à allier quelques idées neuves – la transition écologique et la finance solidaire - et des initiatives de terrain en développement économique local car il s'agit bien ici d'un triangle vertueux que ce trio: finance solidaire/développement économique local/ transition écologique. Nous le faisons ici à l'aide de quelques propositions d'analyse et de témoignages de personnes d'ici et du Sud qui ont été sur les premières lignes de notre action depuis plus d'une décennie.



Rendez-vous annuel de 2015 à la Maison de l'UPA (Longueuil)



C'est le 11 octobre 2019, moment privilégié de notre Rendez-vous annuel, réunis dans une grande salle de la Maison de l'UPA à Longueuil. 10 ans déjà ! 10 ans que nous n'avons pas vu passer pour ainsi dire. Il fallait les nommer, les inscrire dans notre mémoire pour la suite des choses. La dizaine de personnes qui ont démarré le Fonds n'avaient pas espéré se rendre aussi loin :

- 1) Entre 2010 et 2019 nous avons assurés une présence dans cinq pays du Sud, soit **le Honduras** avec SOCODEVI comme partenaire, une des organisations de solidarité internationale du monde coopératif québécois; **le Sénégal** avec l'UPA DI, branche internationale du syndicalisme agricole québécois; le **Pérou** et la **Bolivie** (avec SOCODEVI) et **Haïti** avec l'UPA DI pendant six ans. Le tout dans huit projets distincts avec autant de partenaires.
- 2) Des antennes dans **sept régions** du Québec, soit une **quarantaine de personnes** engagées socialement dans des initiatives citoyennes de leur milieu et qui en ont fait une de leurs priorités par un bout ou un autre: *une* contribution financière importante (une police d'assurance par exemple); la tenue d'une activité annuelle dans leur région; une participation au conseil d'administration ou dans un comité de travail du Fonds; une représentation politique auprès de partenaires de concertation pour des projets au Sud; un travail pour trouver des services financiers socialement responsables pour nos placements (Bâtirente et la Caisse Desjardins d'économie solidaire) et ainsi de suite. Avec, en première *périphérie*, un bassin de plus de **300 donateurs et donatrices** sans compter les près de 700 abonnés à notre infolettre et notre page Facebook.
- 3) Un fonds de dotation inaliénable à la hauteur de 1 million de dollars (fin 2020) et du capital différé pour la même somme (des polices d'assurances-vie) qui fait maintenant de nous **une fondation d'économie solidaire** disposant d'un minimum de moyens pour aller au-delà des coups de pouce à des projets au Sud.
- 4) Des partenariats solides et durables avec des organisations d'ici tels l'UPA DI et SOCODEVI, MCE Conseils et la Caisse Desjardins d'économie solidaire et une participation comme membre du réseau québécois des OCI, l'AQOCI, le tout nous ayant mené à la mise sur pied, bien patiente compte tenu des résistances faut-il le dire, d'un Fonds d'investissement solidaire international du Québec (FISIQ), **un fonds de développement** (par prêts et garanties de prêt) **dédié à des projets socio-économiques** dans des communautés du Sud.

1. La finance solidaire: première marque de notre approche de développement des communautés

Avec près de 12 ans d'existence, le Fonds Solidarité Sud a désormais une certaine expérience. Et nous sommes depuis le début du bon côté de l'histoire des initiatives citoyennes qui se développent à travers le monde, celles qui n'attendent pas tout de l'État: celle de solidifier **les assises économiques propres** des communautés en complicité **avec les mouvements** qui les animent (des groupements paysans, des



coopératives, des syndicats, des organisations communautaires, des groupes de femmes, des collectifs de jeunes etc.); **celle de participer à des rencontres internationales** qui comptent comme les sommets internationaux du mouvement Desjardins et de l'Alliance coopérative internationale (ACI), celles du Mont-Blanc (aujourd'hui le Forum international de l'ÉSS) ou celle d'INAISE, une association internationale de finance solidaire; **celle d'une présence dans le Sud** avec des partenaires qui développent un laboratoire de semences locales, font du commerce équitable de café ou de cacao, gèrent de façon durable une forêt, créent un fonds de crédit agricole et ainsi de suite.

2. Une épargne solidaire d'ici au service de projets économiques au Sud: investir pour changer le monde

*Le soutien des communautés du Sud, notamment pour **financer leurs infrastructures économiques locales**, commande un financement par prêts. Jusqu'à récemment, la **coopération Nord-Sud du Québec n'avait pas encore ce qu'il faut pour le faire**. Tout ou presque passait par les dons, des subventions et de la prestation sociale de services. Or la demande des partenaires du Sud pour financer des projets d'infrastructures économiques locales se présente dans un grand nombre de situations depuis déjà un bon moment. Cela supposait que le Québec de la solidarité internationale de proximité ait une **politique de prêts et de garanties de prêts s'appuyant sur des pratiques avérées** à la manière des fonds de travailleurs que nous avons depuis plusieurs décennies. D'où le projet du FISIQ. (Favreau et Fréchette, 2019)*

Le projet du FISIQ est devenu possible parce que l'épargne **à finalité sociale au Québec est abondante et mobilisable** (fonds de travailleurs, caisses d'épargne et de crédit, mutuelles d'assurances et contributions d'investisseurs qui le font à titre personnel). Encore faut-il la canaliser dans des investissements placés aux bons endroits tout en forçant les pouvoirs publics à aller vers des investissements qui doivent faire décroître les investissements nuisibles et cesser l'octroi de subventions à l'industrie de l'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon). **C'est ce que la finance solidaire permet.**

Notre choix est donc de miser sur la «biodiversité économique» en mettant surtout de l'avant la place des économies de proximité et les initiatives de l'économie coopérative et solidaire, lesquelles se sont davantage affirmées au cours des trois dernières décennies comme levier important de développement local au Québec et un peu partout dans le monde. Cette économie représente 10% des emplois au niveau mondial, 10% du PIB mondial, 10% de la finance mondiale. Ça change le monde surtout si on y favorise l'inter-coopération tout en occupant une plus grande place dans l'espace public. Ce que cette économie à finalité sociale ne fait pas encore suffisamment.



3. Soutenir nos partenaires du Sud dans leur transition sociale-écologique

L'écologie n'est pas une externalité comme le prétendent la plupart des économistes. Aujourd'hui elle est au cœur de la réflexion économique car « l'économie comme activité humaine ne peut exister vraiment sur une planète dévastée par cette même activité humaine » nous dit l'économiste français Alain Granjean, par ailleurs président de la fondation Nicolas Hulot (Granjean, 29 juin 2021, *Alternatives économiques*). On ne manque ni de capital ni de travail. En revanche les ressources naturelles que nous avons sur cette terre, et de façon beaucoup plus aigüe au Sud, sont constamment menacées tels que la qualité des sols, une eau accessible et de qualité, un climat stable, des ressources animales, végétales, minérales et énergétiques placés de plus en plus dans une situation de déséquilibre écologique majeur pouvant rendre d'importantes régions de la planète inhabitables pour des millions, voire des centaines de millions de personnes.

Notre perspective, tant au Sud qu'au Nord est celle qu'exprimait il y a peu Gaël Giraud, économiste en chef de l'Agence française de développement (AFP) :

« La transition écologique, un beau projet politique. Pourquoi hésiter ! ... Il est possible de construire des sociétés résilientes aux désastres qui nous attendent... Réagir passe donc d'abord par la transition écologique, un formidable projet politique et social... On a devant nous un projet qui donne du sens... un projet créateur d'emplois... qui peut organiser une agriculture paysanne diversifiée, ... qui peut aménager le territoire autour de petites villes... peut mettre en route une économie de circuits courts... une mobilité verte de transports collectifs... »

Extraits d'une entrevue pour le magazine français, l'OBS, en 2016.

Le Fonds Solidarité Sud est au croisement de bien des collaborations

Mentionnons ici que notre organisation n'est composée, pour l'essentiel, que de bénévoles que nous préférons appelés « militants » pour bien signifier qu'il s'agit d'un engagement social, pas d'une simple forme d'aide. Depuis peu, une coordonnatrice salariée à 2 jours semaine, et surtout **de nombreuses collaborations** : ici, la Caisse d'économie solidaire Desjardins, là, une Coopérative de développement régional, ou encore un Carrefour Jeunesse Emploi (CJE) ou les services internationaux d'un cégep, ou un centre communautaire.

Nous disposons également des services sans frais d'un conseiller juridique et d'un courtier d'assurances. Il importe aussi de souligner que nous sommes partis de notre capital culturel c'est-à-dire de nos compétences professionnelles et nos expériences antérieures ou actuelles d'action collective dans différents mouvements citoyens, sans aucun financement public lequel n'est pas exclus mais ne constitue pas un financement



principal. Nous avons tenu au départ, par conviction, qu'il fallait développer un fonds de dotation (dit autrement un « fonds philanthropique »), une organisation résolument autonome c'est-à-dire maître de ses choix, de ses projets et de ses partenaires avec un statut de fondation publique centrée sur le développement économique à finalité sociale, notamment des entreprises collectives (de type coopératif ou associatif).

Simultanément, par les engagements sociaux actuels ou antérieurs de bon nombre de nos membres, **nous avons beaucoup appris, pour plusieurs d'entre nous, de la coopération internationale québécoise de proximité**. Nous avons beaucoup appris aussi **des initiatives citoyennes d'ici au Québec** - organisations communautaires, groupes écologistes, syndicats agricoles, syndicats de travailleurs, coopératives agricoles, caisses d'épargne et de crédit, mutuelles d'assurances, réseaux de femmes entrepreneures -, qui ont su se débrouiller pour faire avancer le Québec par des réformes sociales et le développement d'une économie coopérative et solidaire.

Et, au cours de notre première décennie, nous avons aussi beaucoup appris **de nos partenaires du Sud**. Deux expériences marquantes parmi tant d'autres: **a)** le séjour d'un certain nombre d'entre nous au Sénégal, à Dakar et à St-Louis, en 2011 et notre collaboration avec un partenaire, l'UGPM, une organisation paysanne exemplaire qui a su parmi d'autres choses électrifier au solaire leurs 2 050 fermes familiales et les 90 villages de leur région; **b)** ou encore dans le Pérou de Villa el Salvador, un bidonville de 350 000 habitants, là où sont nées les cuisines collectives les mieux organisées et les plus combattives du pays grâce à une fédération des femmes particulièrement allumée (Fréchette et Hortiz 2003; Favreau et Fréchette, 2003) Bien d'autres expériences de membres de notre réseau dans le Chili d'Allende, au Burkina-Faso et au Mali, en Haïti, au Salvador et au Nicaragua ou ailleurs dans le Sud nous ont servi. Nous avons enfin beaucoup appris en matière de solidarité internationale de **nos partenaires d'ici** que sont l'UPA DI et SOCODEVI.

Douze ans c'est encore de l'histoire courte, et nous sommes encore une petite organisation par rapport à d'autres qui ont plusieurs décennies derrière elles et face aux enjeux Nord-Sud auxquels nous sommes tous présentement confrontés: l'urgence climatique, l'insécurité alimentaire et le catastrophique sous-emploi des jeunes dans les pays du Sud. Néanmoins nous évoluons « dans la cour des grands » par nos recherches – conçue comme un travail prospectif - et par notre capacité de proposition tout comme notre engagement dans le projet du FISIQ dont nous avons été parmi les initiateurs.



Solidarité internationale, urgence écologique et finance solidaire : des événements et les influences qui ont marqué notre histoire de 2010 à aujourd'hui

Le Fonds Solidarité Sud ne vit pas dans une bulle, certains événements plus que d'autres ont pu marquer ou influencer notre évolution. Sans entrer dans les détails, voici de façon synthétique les plus marquants :

Dans les OCI et les mouvements du Québec	Dans les États du monde
<p>2010-2011 : Les OCI québécois dans la tourmente. Les années de plomb du gouvernement Harper en matière d'aide publique internationale. Crise du financement public des OCI. Recherche de nouvelles options.</p>	<p>2009 : Échec des États à Copenhague. Les mouvements sociaux en tirent une leçon et prennent les devants. Le congrès international de l'Alliance coopérative internationale (ACI) à Genève marque un tournant sur l'enjeu de l'environnement. D'autres font de même.</p>
<p>2011-2012 : Croisement d'organisations de la finance solidaire avec l'urgence écologique et la solidarité internationale: le Rendez-vous de 2011 de la Caisse d'économie solidaire Desjardins et du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) conduira plusieurs d'entre nous au Brésil à Rio+20.</p>	<p>2011-2012 : Rio+20 et l'ÉSS. L'économie sociale et solidaire (ÉSS) prend sa place dans la réponse à l'urgence écologique au plan international. Les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) exercent une présence active à la suite de leur rendez-vous de 2011 sur la transition écologique de l'économie avec l'apport du Québec.</p>
<p>2014-2015 : Croisement de la finance solidaire et d'une dizaine d'OCI à l'invitation de la CRDC et du FSS dans le cadre du 2^e Sommet Desjardins - ACI en 2014. Rencontre sur la transition sociale-écologique et le rôle que peut y jouer la finance solidaire. ... La SIDI française est l'invitée de marque et donne l'élan vers la création du FISIQ par un groupe de travail au sein de l'AQOCI.</p>	<p>2015 : L'Accord de Paris marque le pas dans la relance des États du monde entier face à l'urgence écologique.</p> <p>2016 : Élections aux États-Unis des Républicains. Le frein et le blocage de la réponse mondiale à l'urgence écologique par les États traduit le recul sur cet enjeu central.</p>
<p>2018-2019 : le FISIQ naît d'une collaboration d'une vingtaine d'OCI dont l'UPA DI et le FSS, du gouvernement du Québec et de Filaction (CSN). Projets socio-économiques avec un potentiel de changement d'échelle de notre coopération. Une force de frappe préventive est mise en chantier avec l'appui de MCE Conseils (CSN)</p>	<p>2019 : Le grand choc des rapports du GIEC, la mobilisation internationale des jeunes (Greta)...et des moins jeunes le 27 septembre. 2019. C'est aussi l'année de la mise en avant au Québec et ailleurs de pactes pour une transition écologique dans tous les secteurs: énergie, transport, agriculture, etc.</p>
<p>2020-2021 : le Fonds Solidarité Sud prend un nouvel élan suite à un legs testamentaire de plus d'un demi-million de dollars. Il déploie une autre façon de faire en contexte de pandémie et ouvre de nouveaux chantiers dont l'électrification rurale verte</p>	<p>2020- 2021 : la présidence des États-Unis passe aux mains des démocrates avec Joe Biden qui le fait en annonçant des changements majeurs de politiques sociales, économiques et écologiques. La crise sanitaire mondiale marque un nouveau tournant dont les contours demeurent encore incertains.</p>



Ceux et celles qui ont contribué à bâtir le Fonds Solidarité Sud

◆ Témoignages du Sud : de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal) et de l'Amérique latine (Pérou)



Sambou Ndiaye, sociologue, maître de conférences, Université Gaston Berger, Saint Louis, Sénégal

Le Fonds Solidarité Sud nous apparaît d'Afrique comme la nouvelle marque de cette solidarité internationale à visage humain qui cherche à dépasser l'humanitaire en vue d'appuyer des dynamiques endogènes de construction d'économies de proximité misant sur le développement durable... Par exemple, au regard de leur impact dans le renforcement de la productivité agricole, l'organisation paysanne que vous avez soutenu dans leur travail de distribution de semences certifiées à plus de 2000 fermes familiales de Ngay Mékhé, participe au renforcement des micro entreprises familiales (75 % du tissu agricole du pays), à la reconstitution du capital semencier largement impacté par la désertification et de mauvaises politiques agricoles. Une véritable soupape de sécurité alimentaire pour les populations de cette zone...

En fin de compte, le FSS nous tend la main pour nous pousser à aller de l'avant, résistant ensemble aux désastres d'un monde néolibéral et cherchant à construire un autre monde...



Humberto Ortiz Roca, économiste, conseiller du Réseau péruvien des groupes d'initiatives d'économie solidaire (GIES)

À vrai dire, le FSS est une création très originale, il représente un énorme effort de générosité qui voit l'économie solidaire en tant que vrai « projet de vie ». Au Pérou, l'expérience de PRODIVCOM que vous avez soutenue, à Cayac, département d'Ancash, dans le nord du Pérou, s'inscrit dans une perspective solidaire et de transformation sur le terrain de l'agroforesterie et de l'artisanat ainsi que l'empowerment des femmes et la vigueur de leurs droits, tout en facilitant la création d'un système local d'économie solidaire, coopérative et éthique.

Ce que je viens de décrire nous rappellent les expériences de base, souvent conduites par des femmes d'ailleurs, qui ont donné lieu au Premier Symposium international « Globalisation de la solidarité » à Lima, en Juillet 1997. Vous y étiez présents ! Il y a de ça près de 25 ans. Il aura permis la création d'un réseau très actif dans plusieurs continents.



✦ Témoignages de membres, de sympathisants et de contributeurs ou donateurs au Fonds

Nathalie McSween, coordonnatrice du Fonds Solidarité Sud

Ce qui m'a fascinée dès le départ dans l'approche du FSS est le fait qu'il s'agisse d'une fondation d'économie solidaire et d'un fonds de dotation, donc d'un outil financier permettant d'intervenir autrement – et longtemps – pour le développement des communautés du Sud. Ce qui m'enthousiasme par-dessus tout dans l'approche du FSS est ce que j'appellerais une vision « éclairée » de la solidarité internationale, soit un soutien visant prioritairement le développement des assises économiques des communautés locales et de leurs organisations (organisations paysannes, coopératives, etc.) et ce, dans la perspective plus large de la transition écologique et de la résilience climatique. Je suis membre de l'équipe régionale de l'Outaouais depuis les débuts du FSS et, depuis le début de l'année 2021, j'ai le bonheur d'assumer la coordination de cette organisation hors du commun. Ce qui me plaît par-dessus tout dans le travail que nous faisons au FSS est le rôle de catalyseur que nous sommes en mesure de jouer en raison de l'approche partenariale qui nous anime, soit un travail collaboratif avec d'autres organisations québécoises qui permet de mieux agir ensemble, à la mesure de nos moyens et de nos expertises.

Robert Favreau, cinéaste, réalisateur du film *Un dimanche à Kigali* (2006)

Quoiqu'on dise, quoiqu'on pense, nous sommes privilégiés. Mais plutôt que de s'en culpabiliser, pourquoi ne pas plutôt en partager un tant soit peu les bénéfices? Le Fonds Solidarité Sud fait beaucoup avec peu, prenant appui sur les forces vives d'économies émergentes pour les aider à créer leur propre richesse.

Grâce aux contributions que nous leur faisons parvenir, ils retrouvent fierté et indépendance. Nos contributions leur sont précieuses. Continuons à leur tendre la main.

Note : Robert Favreau contribue au Fonds par une police d'assurance-vie.

Michel Leclerc, géographe, artisan de longue date de la coopération internationale québécoise des cégeps, région de Québec

Je suis un accroc du FSS. Quand il y a déjà près de cinq ans, on m'a demandé de participer à la création de l'équipe régionale de Québec, je suis devenu immédiatement accroc. Après une longue carrière consacrée en grande partie à la coopération internationale, j'ai vu là une occasion unique de participer encore à des actions de coopération cette fois-ci sous un jour nouveau. Je suis d'autant plus devenu accroc que le financement recueilli bonifie les projets porteurs d'organisations engagées dans le développement d'une économie solidaire. Tellement accroc que j'ai décidé de « coucher » le FSS sur mon testament. Malheureusement pour le Fonds, cependant, j'ai décidé que mon legs ne surviendrait pas dans un « avenir prévisible ».



Martine Morissette, directrice générale du CJEO et Luc Lacroix, professeur retraité de travail social à l'UQO. Région de l'Outaouais.

Le FSS a constitué la trouvaille que nous cherchions. Nous souhaitions apporter une contribution durable au développement de communautés du Sud, mais nous n'avions pas trouvé un véhicule totalement fiable pour le faire. De par sa gestion et son mode de fonctionnement, le FSS nous est apparu comme étant la formule recherchée. La suite n'a fait que confirmer que nous avons trouvé une solution sûre à notre dilemme.

Nous étions entre autres rassurés par la vision et les valeurs de la CRDC concernant le développement des communautés. La CRDC considère qu'il n'y a pas de développement durable et structurant de nos sociétés, au plan local et à toutes les échelles, sans assises économiques. Concrètement, cette vision amène le FSS à concentrer ses contributions dans des projets comme l'organisation de groupements paysans, de coopératives agricoles, de mutuelles d'épargne et de crédit, les unes comme les autres accordant beaucoup d'importance aux jeunes et aux femmes. Cette vision est aussi ce qui nous a rapprochés du CJEO. De par sa nature, le CJEO est animé par la cause des jeunes, celle de leur insertion socio-économique dans la communauté, dans notre région et au Québec mais aussi à l'international. C'est là un des fils conducteurs de notre équipe : une insertion durable et des emplois de qualité pour les jeunes.

Michel Blondin, ex-conseiller syndical à la formation à la FTQ et au Fonds de solidarité de la FTQ, ex-coopérant en Bolivie et longtemps très actif à SUCO

Quand le FSS m'a approché il y a presque 10 ans pour que j'apporte mon soutien et mon appui au très jeune Fonds Solidarité Sud, j'ai dit oui immédiatement. Enfin, une forme de soutien à des pays du Sud qui n'est pas axée sur l'urgence. Et cela rejoignait des choix qui avaient éclairé toutes mes actions passées. Le projet du Fonds Solidarité Sud propose de développer l'autonomie d'organisations économiques communautaires en fournissant des fonds et de l'expertise pour que cette autonomie prenne forme et dure. Et pour que ces mêmes fonds puissent soutenir la même approche à répétition. Le projet du FSS rejoignait ce que j'avais toujours cherché à faire dans ma carrière en éducation populaire aussi bien ici dans le mouvement communautaire (avant le nom et encore maintenant), dans le mouvement syndical et en Amérique latine.

Le Fonds Solidarité Sud propose une nouvelle forme stimulante de solidarité avec le Sud. Cela rejoignait aussi le travail que j'avais fait dans mon engagement au Fonds de solidarité de la FTQ, lequel a aussi servi d'inspiration aux initiateurs du FSS pour faire émerger le FISIQ.



Sylvie Brassard, Gilles Fradette, Ginette Hubert, Louis Pilote, Marc Rainville, fondateurs de l'équipe régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Cinq amis, professeurs au Cégep de Jonquière, issus des départements de Techniques de travail social et de Sciences humaines, ont été les membres fondateurs de l'équipe régionale du Saguenay-Lac Saint-Jean dès 2006. Ces départements étaient déjà impliqués dans l'aide internationale par le biais d'organisation de stages d'étudiants.es principalement en Afrique (Burkina Faso, Sénégal, Mauritanie) et en Amérique du Sud (Pérou, Bolivie).

Au fait des diverses interventions possibles dans le Sud, l'orientation du Fonds rejoignait notre vision du développement des communautés: le soutien au développement économique local, l'empowerment des communautés et l'association avec des organismes du Sud ayant une vision similaire du développement. Nous avons été conquis. Pour nous, c'était une belle façon de continuer comme retraités nos actions de solidarité avec le Sud. Dès 2007 nous avons contribué par nos dons puis, en avril 2008, nous avons souscrit une police d'assurance-vie au bénéfice du Fonds. Par la suite, nous avons organisé annuellement des activités de financement qui ont pris la forme de 5 à 7 avec le soutien du Cégep et de son Service international.

Yves La Neuville, retraité, ex-conseiller syndical à la CSN, équipe Rive-Sud de Montréal

J'ai connu le Fonds de Solidarité Sud lors d'une rencontre au chalet de Gérald Larose au lac Montjoie. J'ai tout de suite compris que ça m'intéressait. C'était la suite des engagements de mes années au Chili et du travail de solidarité internationale à mon retour au Québec en 1974. Au Chili des milliers de familles ont occupé des terrains abandonnés et exigé du gouvernement d'installer les infrastructures, l'eau, les toilettes et l'électricité. Grâce à la solidarité et l'organisation ces problèmes vitaux ont été solutionnés. Malheureusement le gouvernement Allende (élu en 1970) a été renversé par un coup d'État militaire trois ans plus tard. Les militaires se sont pointés pour redonner l'usine à l'ancien patron. Ma compagne Jeannette Pomerleau et moi avons alors dû nous réfugier à l'ambassade canadienne...pour revenir au pays.



Evelyne Foy, coordonnatrice du comité Recherche et Développement du Fonds Solidarité Sud

J'ai commencé par suivre de loin les activités du Fonds Solidarité Sud, lire les infolettres, les publications, consulter le site web. Suffisamment intéressée par l'approche novatrice, l'angle de la transition énergétique pour le développement durable des communautés du Sud, je suis devenue membre d'une équipe régionale.

J'ai rapidement été invitée à mettre mon énergie au comité Recherche et Développement que je coordonne depuis 2 ans. J'y vois ainsi une continuité avec mes diverses expériences en matière de solidarité et de développement international car j'ai œuvré à créer des réseaux d'échanges à l'échelle internationale avec des radios communautaires et avec des cégeps. Puis avec divers OCI en tant que consultante pour l'élaboration de projets dans le domaine de la formation.

Avec le FSS, je continue d'apprendre en explorant les avenues des énergies renouvelables au service du développement des communautés prenant en compte les intérêts des femmes actrices incontournables de ce développement.

André Goyette, co-responsable des finances et des placements du Fonds et vice-président du FSS

J'ai souvent pensé que les mondes communautaire, syndical et coopératif étaient et sont porteurs de valeurs qui expliquent leur engagement dans le développement et la solidarité internationale. Cependant, compte tenu de mon cheminement professionnel, cet univers a toujours été pour moi, pour ainsi dire, une autre planète. J'ai donc dû me familiariser avec un impressionnant maillage et réseautage d'organisations, d'associations, de mutuelles d'épargne et de crédit, de coopératives et de regroupements impliqués dans l'économie solidaire, le développement des collectivités et la solidarité internationale.

Mais la formule originelle qui a suscité un déclic pour le FSS, a été cette volonté affirmée de ne pas être des pompiers de l'humanitaire, mais des architectes d'un développement durable, structurant et économiquement viable dans les pays du Sud. Et que le Fonds se veuille une organisation laïque, non politiquement partisane, accordant la priorité aux femmes et aux jeunes, intervenant directement auprès des collectivités perçues comme des partenaires et non pas des bénéficiaires, a fait que tout l'ADN du Fonds m'a séduit. S'en est suivie la création de l'équipe Rive-Sud de Montréal et le financement d'une police d'assurance-vie dont le Fonds est propriétaire et bénéficiaire. Enfin, la mise en œuvre du FISIQ a ouvert la porte, à ce que j'appelle la solidarité internationale 2.0, faite de projets économiques de plus grande envergure.



Clément Mercier, professeur retraité de l'Université de Sherbrooke en travail social, membre de l'équipe de l'Estrie

*Comme militant, formateur et chercheur investi surtout en développement communautaire local, j'ai beaucoup contribué aux levées de fonds d'organismes de coopération, en aide humanitaire et en support au développement. Mes séjours comme formateur auprès d'intervenants au Mali il y a près de 15 ans, m'ont fait prendre conscience de l'importance d'un support plus structurant et continu aux initiatives de communautés du sud. Dès lors, mes priorités ont été inversées, passant de la coopération certes nécessaire, mais insuffisante dans sa forme humanitaire, **à la solidarité internationale par la finance solidaire.***

C'est ce que j'ai réalisé dans mon implication au FSS auquel j'ai collaboré dès ses débuts et que j'appuie maintenant avec ma conjointe par le don d'une police d'assurance-vie personnelle et le support à une police de groupe.

Une fois cette histoire racontée et mise en perspective, voici comment nous nous sommes organisés pour être autonomes dans nos décisions et développer en même temps des moyens financiers appropriés. Le prochain chapitre présente donc notre façon de faire : **miser sur une épargne solidaire** d'ici pour des projets au Sud en créant une **fondation** d'économie solidaire.



Lucie Fréchette, co-fondatrice et secrétaire général du Fonds Solidarité Sud présentant un projet soutenu par le Fonds en Amérique latine au CJEO (rencontre de l'Outaouais en 2018)





CHAPITRE 4

Le Fonds Solidarité Sud : une fondation d'économie solidaire

Comment miser sur une épargne solidaire d'ici pour le développement du Sud

*En 2020 et 2021, nous avons travaillé à reconstruire en période de confinement le sentiment d'appartenance au Fonds Solidarité Sud en mobilisant nos membres par des rendez-vous virtuels qui ont fort bien fonctionné. Nous émergeons aussi de ces deux années uniques en meilleure situation financière que nous ne l'avions imaginé. Grâce en bonne partie à la diversification de nos sources de financement : **a)** une collecte annuelle par le Club des 100 dans le cadre de nos 5 à 7 régionaux **b)** des dons récurrents, mensuels ou annuels, témoignant d'un fort engagement; **c)** du capital différé de polices d'assurance-vie; **d)** des legs testamentaires.*

Un de ces legs, majeur celui-là, d'un grand donateur, ami de longue date du Fonds, décédé en 2020, nous permet aujourd'hui de disposer d'une marge de manœuvre nettement plus importante pour déployer notre plan de développement 2021-2025 : projets à impact socio-économique plus grand avec des partenaires du Sud; politique de placement renouvelée pour assurer la pérennité du FSS, croisée à des soutiens de plus longue durée au Sud (4-5 ans); et l'engagement d'une personne à la coordination du Fonds (deux jours par semaine) dans le cadre d'une entente de service avec l'UPA DI.

Changer de modèle de coopération Nord-Sud

La coopération internationale québécoise, dans son volet *Développement des communautés*, ne fonctionne principalement que sur un seul modèle, celui de trois leviers : Financement public/Développement social/Plaidoyer, comme nous l'avons indiqué dans un chapitre précédent. Ce n'est cependant plus le seul modèle.



Penser le temps long c'est ce qui manque cruellement à nos organisations. Le temps long permet la prospective et l'anticipation. On évite ainsi la tendance à agir uniquement à court terme et à penser en silos sans trop réfléchir aux enjeux de demain et d'après-demain. Voilà une des bonnes raisons pour nous de ne pas nous définir comme une « boîte de coopérants », bien que certains d'entre nous aient pu être tentés par cette option, mais plutôt comme une **fondation** travaillant sur la base de trois leviers différents: Finance solidaire/Économies de proximité/Transition écologique.

Le Fonds Solidarité Sud est une organisation de solidarité internationale avec un **statut administratif de fondation publique**. Sa définition plus exacte serait celle **d'une fondation d'économie solidaire**, c'est-à-dire qu'elle soutient des initiatives économiques locales à finalité sociale avec un dispositif financier d'épargne à court, moyen et long terme, **un fonds de dotation** (des placements écoresponsables) **et un fonds d'assurances-vie** (notre capital différé). Par définition, ces deux fonds sous-entendent une aide à long terme. Nous faisons nôtre la position de la journaliste d'enquête Naomi Klein dans un de ses livres (2015, 454):

Comment notre argent peut-il favoriser la transition vers une économie durable? Voici un point de départ: il existe des centaines de fonds d'investissement locaux, de coopératives d'épargne ou de banques à vocation sociale, de caisses de retraite syndicales et d'autres véhicules financiers possédant une longue expérience de l'investissement à caractère social qui sont en train de créer la nouvelle économie. Ce sont là les composantes d'un secteur en pleine croissance, au service du bien commun, où les citoyens ont leur mot à dire.

C'est carrément dans cette tradition citoyenne que nous nous situons depuis nos débuts en 2010. Naomi Klein le dit en pensant surtout aux pays du Nord. Mais c'est encore plus vrai pour les pays du Sud. C'est le contexte unique de la dernière décennie qui nous a permis de bâtir une solidarité internationale à caractère économique dans le cadre de partenariats Nord-Sud.

Le FSS précurseur en matière de transition écologique et de finance solidaire au sein de la coopération Nord-Sud québécoise depuis plus de 10 ans

Une question centrale nous est venue assez rapidement: comment faire pour penser le moyen et le long terme dans notre coopération? C'est de cette prémisse que nous est venue l'idée de répartir nos dons et contributions en deux volets. Ainsi, pour une somme de 100\$, la moitié va à des projets immédiats et l'autre moitié à des projets de moyen et long terme:

- 1) Le **soutien financier par dons ou par prêts** à des initiatives d'économie circulaire, de transition énergétique, de revitalisation de territoires agricoles ou forestiers.
- 2) Des partenariats **avec d'autres OCI** d'ici, opérateurs de longue date au Sud et branchés sur des mouvements sociaux locaux du Sud: collectifs de femmes, organisations paysannes, coopératives agricoles et forestières.
- 3) De **l'accompagnement** en matière de développement économique local, de service-conseils aux entreprises collectives et des mesures de transition agroécologique (santé des sols, électrification rurale verte, etc.).



Le tout appuyé par un certain nombre de recherches d'un de nos partenaires, la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) et de notre propre comité Recherche et Développement formé récemment.

Une autre chose que nous ne voulions pas était d'avoir à constamment nous conformer à des programmes de financement public pensés et repensés, principalement au sein de ministères au fil des élections et des nominations, autrement dit, par d'autres que nous. L'autonomie financière recherchée ne signifie pas refuser de miser sur ce financement public, mais de le pondérer à partir de nos propres capacités de financement.

Un défi du financement: une épargne mise de côté pour le moyen terme

La majorité des OCI sont beaucoup **dans le moment présent**, celui de répondre aux besoins de leurs partenaires du Sud en préparant très peu l'avenir qu'on postule pouvoir reposer indéfiniment sur un quasi-exclusif financement public. **Or, certains besoins au Sud sont peu ou pas satisfaits.** Ce qui est dû en bonne partie aux aléas de politiques publiques changeantes et inscrites dans un corridor bien défini.

Le financement est une préoccupation majeure pour toutes les organisations, encore plus pour une fondation : **une mise de côté pour le moyen et le long terme.** Autrement dit, il est nécessaire **d'investir pour développer demain.** Et développer demain, c'est pouvoir travailler dans la durée avec nos partenaires du Sud. Surtout quand on sait qu'une **coopération structurante se fait sur cinq à dix ans en moyenne.** Bref, il faut donc se comporter en financeurs de long terme.

Dans un cahier spécial du Devoir (février 2021), plusieurs OCI s'interrogeaient dans le contexte de la pandémie sur la façon de continuer à travailler avec nos partenaires du Sud mais aussi sur d'autres façons de mener des collectes de fonds ici même au Québec car **le défi est plus grand.** D'année en année, les enquêtes philanthropiques démontrent que les gens sont enclins à donner pour des causes qui les touchent directement. L'international ne figure pas sur cette liste : « Récolter des dons pour les causes internationales a toujours été plus compliqué », remarque Jean-Philippe Marcoux, directeur général de SOCODEVI. La COVID-19 a ajouté une pression supplémentaire.

Ce qui faisait dire par ailleurs à la directrice générale de l'AQOCI : « La crise souligne aussi l'importance de mettre en avant des stratégies différentes, axées sur la souveraineté alimentaire et la transition écologique. Il faut repenser nos modes de développement », pense M^{me} Asselin (Devoir, 6 février 2021). Ce qui induit de mettre également de l'avant de **nouvelles stratégies de financement.** Dans notre cas, nous prenons pour acquis les trois points suivants :

- 1) Notre engagement, en tant qu'organisation, doit se poursuivre le plus longtemps possible (par-delà la génération qui l'a fait naître);
- 2) L'argent investi dans un fonds de dotation pour une cause socio-économique est un geste soucieux de générer des revenus perpétuels pour assurer dans la durée des partenariats avec le Sud;



- 3) Avec quelques centaines de milliers de dollars en caisse, par exemple, il vaut mieux bien l'investir – le placer - plutôt que de le consacrer entièrement à des projets court terme. Car un placement de cet ordre génère, bon an mal an un rendement annuel de 50 000\$ (sinon plus) en gains de capital, dividendes et intérêts. Somme récurrente qui peut alors servir à soutenir financièrement des projets immédiats et futurs.

C'est dans cette perspective, en tant qu'organisation de solidarité internationale, que nous nous sommes définis comme une **fondation d'économie solidaire** et avons créé un **fonds de dotation** :

- 1) Nous disposons d'une banque assez importante de donateurs loyaux pour soutenir des projets immédiats. La collecte annuelle fondée sur le club des 100 et des 5 à 7 a été conçue pour cela.
- 2) Nous pouvons par ailleurs, grâce à une partie de nos donateurs – notamment quelques grands donateurs et donatrices qui y consentent, nous permettre de différer un certain pourcentage des revenus en provenance de nos collectes annuelles.

L'idée est de permettre un soutien financier à des projets de plus longue haleine (quatre ou cinq ans) en offrant des garanties de continuité dans le soutien de nos partenaires du Sud, et ceci, quoique qu'il puisse leur arriver (une sécheresse par exemple).

Collecter des fonds est une entreprise de court, moyen et long terme

*Développer la collecte de fonds est une entreprise de court, de moyen et de long terme qui exige une approche globale et intégrée de la collecte de fonds. **En tant qu'outil financier**, il faut croiser **trois interventions**: d'une part, **organiser des campagnes sur des projets** mais en évitant de s'y noyer; de l'autre, **développer une planification stratégique de moyen terme** (miser sur des dons majeurs réguliers) et finalement, **miser sur le long terme** (tabler sur du capital différé).*

Source : Leboeuf. F. et L. Favreau *Guide de levée de fonds* (2014)

La finance solidaire au Québec qui nous inspire : quelques expériences significatives

Les services financiers collectifs : l'expérience du Québec à partir d'une organisation syndicale, la CSN

La CSN a mis sur pied, à partir du début des années 1970, une série d'outils financiers collectifs. La principale originalité de ces outils est d'englober toutes les composantes de la finance socialement responsable et de l'engagement actionnarial en passant par le capital de développement. Ces outils financiers ont été conçus avec un double objectif : offrir des services financiers correspondant véritablement aux aspirations du syndicalisme et démocratiser le contrôle de l'épargne collective qui en découlait.

Ces dispositifs financiers collectifs au sein de la CSN privilégient une démarche d'épargne solidaire que l'on peut qualifier d'active tant au plan économique que social et environnemental, de manière à pouvoir créer davantage de synergie dans les efforts pour



la promotion d'un développement durable. Voici quelques services collectifs qui illustrent comment ces outils contribuent au développement d'une économie territorialisée et durable :

► **La Caisse d'économie solidaire Desjardins**

Principale institution financière spécialisée dans les entreprises collectives au Québec, la Caisse d'économie solidaire constitue un outil privilégié pour les organisations qui veulent gérer leurs avoirs et leurs finances de manière socialement responsable. De façon notable l'expérience des 50 ans de la Caisse d'économie solidaire Desjardins le démontre. Début modeste en 1971, 65 organisations syndicales décident de mettre chacune 5 000 \$ pour assurer son démarrage en tant que caisse d'économie. Résultat : après 50 ans, cette caisse de groupes qui fait partie de la famille Desjardins est une de ses plus importantes caisses avec 3,8 G\$ en volume d'affaires, 1,9 G\$ en actif, 1,7 G\$ en épargne (dépôts des membres) 1,2 G\$ en prêts. Cette caisse est devenue le principal partenaire financier de quelques 20 262 membres dont 4 082 membres entreprises (syndicats, organisations communautaires et de solidarité internationale, coopératives, associations à vocation économique, associations culturelles) et de plus de 16 180 membres citoyens (au 31 mars 2021). La CESD s'engage sans hésitation, s'il y a une viabilité économique potentielle, dans des projets d'infrastructures sociales coopératifs et associatifs.

► **Bâtirente : une firme conseil fondée sur les régimes de retraite de 300 syndicats**

Bâtirente a vu le jour en 1987 et propose aux membres de 300 syndicats affiliés à la CSN un système de retraite qui intègre régimes de capitalisation et régimes de prestations de revenus de retraite. Pionnier de l'investissement responsable, Bâtirente a mis en place une stratégie à quatre volets : l'intégration des questions écologiques, sociales et de gouvernance d'entreprises dans les choix de placements; l'engagement actionnarial; le vote lors des assemblées annuelles des actionnaires et la participation à des initiatives d'investisseurs socialement responsables. Plus de 300 groupes syndicaux ont négocié un régime de retraite Bâtirente. Plus de 25 000 membres de la CSN en font ainsi partie. Au 30 avril 2020, l'actif sous gestion de Bâtirente s'élevait à plus de 820 millions \$.

► **Fondation, un fonds de travailleurs**

Créé en 1996, Fondation, le Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi, est un fonds de travailleurs combinant les avantages fiscaux des régimes enregistrés d'épargne-retraite aux crédits d'impôt d'un fonds d'investissement voué au maintien et à la création d'emplois.

Fondation est une institution financière indépendante favorisant le développement durable. Elle se distingue par l'importance qu'elle accorde au rendement global et à la triple reddition de compte i.e. économique, social et environnemental (ESG). En 2006, Fondation faisait figure de pionnier en produisant son 1^{er} rapport de développement durable selon sur les normes de rigueur et de transparence reconnues à l'échelle internationale, les lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI).



Au 30 mai 2021, Fondation comptait plus de 182 000 actionnaires. Son actif net s'élevait à 2,96 milliards de dollars. Fondation contribue au maintien et à la création d'emplois au Québec auprès de 1 200 entreprises partenaires en accordant priorité au développement des régions du Québec.

► Filaction

Fondation a lancé Filaction, un fonds d'investissement local, pour apporter une réponse complémentaire dans une fourchette d'investissement qui va de 50 000\$ à 500 000\$. Ce nouveau fonds a lui-même innové en ajoutant une mission d'approvisionnement aux fonds communautaires qui interviennent selon la formule du micro-crédit. Filaction administre plusieurs fonds, dont un réseau de financement de femmes entrepreneures en région, un fonds de développement du commerce équitable ainsi qu'un fonds de la communauté noire du Québec. Il est depuis peu gestionnaire du FISIQ.

Finance solidaire et développement d'infrastructures économiques des communautés

L'idée principale est donc de mobiliser l'épargne d'ici pour aider à constituer un tissu économique productif indispensable à l'*empowerment* économique et social des communautés, là où les banques ne vont pas et ainsi donner accès au crédit et à l'investissement à ceux qui n'y ont pas accès. En d'autres termes, l'accès au crédit n'appartient pas qu'aux riches. La même dynamique prévaut pour le Sud, et pour les relations Nord-Sud. Pour ce faire, il est pertinent et opportun de **mobiliser l'épargne québécoise** (des personnes et des organisations) **pour le développement du Sud.**

L'objectif premier du Fonds Solidarité Sud n'est pas de faire l'éducation du public québécois, grande priorité de la plupart des OCI du Québec, ni d'envoyer des coopérants en mission, ni de mobiliser du monde dans le plaidoyer sur une cause ou l'autre mais bien de **mobiliser de l'épargne** pour soutenir des projets de développement économique de communautés du Sud, ce qui donne beaucoup de sens à l'argent dont on dispose car elle est socialement très utile. Et ce qui répond bien à des besoins au Sud, chose que notre coopération québécoise n'a pas su capter ou voir venir.

Qu'est-ce que le Fonds Solidarité Sud fait avec l'argent de ses donateurs?

Le Fonds Solidarité Sud dispose à l'aube de 2022 de 2 millions de dollars distribués également entre un fonds de dotation (nos placements écoresponsables) et un fonds de polices d'assurance-vie (notre capital différé) sans compter les legs testamentaires qu'un certain nombre de personnes nous ont déjà annoncé. Où vont les sommes de notre fonds de dotation?

- 1) Les épargnes de notre fonds de dotation sont placées dans deux institutions financières reconnues pour leur engagement en matière de gouvernance et de responsabilité sociale. Ces deux institutions sont également porteuses d'une des meilleures politiques de développement durable. Dans notre cas, il s'agit de:
 - Caisse Desjardins d'économie solidaire (CESD)
 - Bâtirente.

CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.


BÂTIRENTE

- 2) La gestion de ce fonds est réalisée par un comité nommé par notre conseil d'administration (C.A.) et redevable à ce même conseil. Il permet un rendement annuel attendu se situant entre 5% et 6%. Ce qui représente, avec un million de dollars, un revenu de l'ordre de 50 000\$ dollars en gains de capital, dividendes et intérêts pouvant servir à financer des projets sans avoir à décaisser le capital de base du fonds de dotation. Il ne reste plus qu'à gérer de façon dynamique l'évolution de notre portefeuille de placements.
- 3) Notre capital différé constitué de polices d'assurance-vie est également sous la responsabilité des membres du C.A. Le FSS est actuellement titulaire et bénéficiaire de 10 polices d'assurance-vie et cela de façon irrévocable. Ce choix exprime notre volonté d'assurer la pérennité du travail avec nos partenaires du Sud (d'aujourd'hui et de demain).

D'où vient tout cet argent que le Fonds détient?

Tout cet argent vient de donatrices et de donateurs sous forme **a)** de dons de 100\$ à 249\$ (le Club des 100); **b)** de dons majeurs (de 250\$ à 1 999\$); **c)** de dons de grands donateurs (2 000\$ et plus); **d)** et également des dons planifiés sous forme de polices d'assurance-vie ou de legs testamentaires.

Que faisons-nous de différent avec cet argent? Spontanément dans le milieu de la coopération internationale québécoise, la réponse est « plus il y a d'argent qui entre, plus d'argent nous pouvons utiliser dans des projets au Sud dès maintenant. ». **Mauvaise réponse: ce n'est pas la bonne stratégie!** La stratégie de toujours répondre immédiatement aux besoins urgents qui se présentent est un baril sans fond. Ce qui manque le plus par-delà l'urgence, **c'est une réponse à ce qui vient avec et dans l'après-pandémie.** Parce que la réponse aux besoins urgents, ce ne sont pas les organisations qui manquent pour y répondre.

Quelle stratégie de financement au Sud avons-nous alors adoptée? Risquons une réponse rapide au figuré. La même stratégie qu'un jeune couple qui pense à son avenir, à élever une famille, avoir une maison, disposer d'une protection d'assurance et épargner régulièrement dans un fonds de retraite dont une bonne partie sera léguée en héritage aux enfants. Comment cela se traduit pour le Fonds Solidarité Sud?

- 1) Nous avons beaucoup donné de **coups de pouce** dans le cadre de **projets locaux**. Lesquels évoluaient toujours **dans un ensemble plus large, un réseau** qui leur étaient favorables pour assurer le maximum de chances de croître dans la durée. Expérience que nous avons acquise depuis plus de 10 ans. Nous faisons et ferons encore cela. Mais notre différence s'exprime aussi à un autre niveau: les projets que nous soutenons sont des projets qui offrent un soutien pour créer **en priorité** des assises économiques et non pas des services de proximité en matière d'éducation et de santé.



- 2) Désormais nous pouvons aller vers **des projets** plus ambitieux, **de plus longue durée** (de 4 à 5 ans) et ayant une **plus grande portée**: rejoindre plusieurs communautés à la fois c'est-à-dire des centaines de fermes familiales, des dizaines de villages, des dizaines de petits commerces locaux en les aidant, par exemple, à se donner une infrastructure commune, celle de services énergétiques. Ce sont des projets « coups de main » que l'on peut résumer avec la formule *Middle is beautiful*: la mise en réseau de plusieurs acteurs et sur plusieurs volets comme nous le verrons dans le chapitre 6.

Ajoutons que, simultanément, pour ne pas rester plafonnés au même montant dans notre fonds de dotation, nous engrangeons une partie des rendements annuels pour faire croître davantage le fonds de dotation.

Bref, **pour revenir à l'image d'un jeune couple**: la famille, ce sont nos partenaires du Sud; le fonds de dotation, un fonds d'achat pour une maison; les placements, un fonds de retraite qui permet de soutenir des projets dans la durée; les assurances-vie et les legs testamentaires, un fonds de prévoyance.

En guise de conclusion: donner du sens à notre argent!

Soyons clair, cette épargne qui se veut solidaire, ces soutiens financiers ne peuvent à eux seuls endiguer le chômage des jeunes, l'insécurité alimentaire, la déforestation, etc. Mais ce mode de soutien par une épargne solidaire d'ici pour là-bas permet de **redonner du sens à l'économie et la confiance** en offrant la possibilité d'avoir une meilleure emprise sur les enjeux.

Dans cette perspective, nous vous invitons à lire la lettre à la fin de l'ouvrage intitulée *Lettre à ceux et celles qui veulent rendre leur argent intelligent et solidaire*. Miser sur le Fonds Solidarité Sud, c'est investir pour changer le monde. Voyons maintenant concrètement ce que nous avons fait au cours de notre première décennie.





CHAPITRE 5

Le Fonds Solidarité Sud : notre première décennie

Faire l'expérience de la solidarité économique

Après dix ans de travail, nous pensons pouvoir vous faire voir les possibles qui traversent des communautés du Sud quand la solidarité internationale s'appuie sur des organisations qui ont déjà commencé à se prendre en mains. Alors s'engage un dialogue interculturel qui permet d'entrevoir ce qui peut être fait et ce qu'il faut éviter de faire sur le terrain de l'économie.



80 jeunes apicultrices créent une coopérative qui produit et commercialise leur miel (SOCODEVI et le Fonds)

L'enjeu de soutenir des organisations viables et durables

À ce jour, en dix ans, nous avons soutenu huit (8) projets dans cinq (5) pays soit le Honduras, le Pérou et la Bolivie de même qu'Haïti et en Afrique, au Sénégal. À chaque fois, avec des partenaires d'ici, l'UPA DI, branche internationale du mouvement des producteurs agricoles québécois fondé en 1993 ou SOCODEVI, branche internationale du mouvement coopératif d'ici fondé en 1984.



Après avoir obtenu nos lettres de créance, c'est-à-dire nos accréditations comme organisation de solidarité internationale à titre de fondation publique; après s'être donné un conseil d'administration et jeter les bases de quelques équipes régionales; après s'être donné une vision, des critères et exigences quant au type de soutien à fournir pour offrir un appui qui a de la portée, nous avons pris contact avec des organisations ayant une longue expérience de soutien de communautés au Sud. Dans le premier cas, SOCODEVI, une expertise en développement de coopératives (Favreau et Molina, 2012) et, dans le second cas, l'UPA DI, une expertise dans le monde agricole avec des organisations paysannes (Favreau, 2018). Des organisations que nous avons appris à connaître par nos travaux de recherche et par des rencontres internationales s'étant déroulées au Québec ou ailleurs dans le monde. Voyons les lignes de force des projets que nous avons décidé de soutenir.

Les lignes de force de notre solidarité depuis ses débuts il y a 10 ans

Une première ligne de force de nos interventions, comme le dit si bien Gaston Michaud, un des pionniers de l'organisation communautaire au Québec dans un entretien qu'il nous accordait il n'y a pas si longtemps :

*Il faut toujours construire **des projets qui peuvent réussir**, qui ont des chances de réussir et sont à notre portée. Toujours avoir en tête que chaque bataille peut être gagnée ou perdue mais que si on l'entreprend, il faut tout mettre en œuvre pour la gagner. La première chose à apprendre, ce n'est pas d'abord de revendiquer, de manifester, de contester. **C'est plutôt d'apprendre ou de réapprendre à gagner**. Il faut donc soupeser l'importance du projet et ses chances de réussir en partant toujours du possible.*

<https://www.fondssolidaritesud.org/lorganisation-communautaire-au-quebec-un-2e-pionnier-raconte-il-ny-a-pas-de-communaut-es-en-declin-il-ny-a-que-des-communaut-es-sans-projet/>

Notre coopération s'inspire de cette façon collective d'intervenir qui a tant laissé de traces dans notre histoire au Québec. Que ce soit le mouvement des producteurs agricoles, le mouvement communautaire, le mouvement coopératif, le mouvement syndical ou le mouvement des femmes, nous sommes solidaires de la perspective suivante :

- ◆ Dans certains cas, c'est un soutien ponctuel (une année) et dans d'autres des soutiens sur quelques années.
- ◆ La plupart du temps nous soutenons des dynamismes locaux déjà existants et donc le développement d'organisations collectives, démocratiques et autonomes (face aux partis politiques ou aux églises qui les courtisent) comme le font les mouvements sociaux d'aujourd'hui dans les pays démocratiques au Sud comme au Nord.
- ◆ Nous favorisons également un développement local durable et intégré combinant **a)** une finance solidaire qui leur est propre (fonds de prêts rotatifs, mutuelles d'épargne et de crédit locales); **b)** un développement économique local (des petites et moyennes entreprises de proximité qui sont le plus possible inscrites dans une démarche collective); **c)** une transition sociale-écologique branchée sur leur réalité.



- ◆ Nous accordons la priorité à la mobilisation et à l'organisation des jeunes et des femmes.
- ◆ Notre approche croise le plus possible des dons (non remboursables) et des prêts (finance solidaire) sous contrôle local gérés par les organisations de ces communautés (organisations paysannes, collectifs de femmes...)
- ◆ Nous privilégions une intervention ciblée, discutée avec nos partenaires d'ici et du Sud, centrée sur une priorité pouvant avoir un effet structurant et pérenne (durable).

Nous avons une idée-maîtresse, **un fil conducteur** quant aux besoins auxquels il faut répondre: là où nous sommes, il faut à tout prix saisir ce qui distingue une société comme la nôtre de celle de pays du Sud. Au plan économique, à la différence d'ici, **l'accès à la terre, à l'eau, à l'électricité, au crédit et à un emploi générateur de revenus** est extrêmement difficile et constitue un enjeu quotidien. De plus, le contexte diffère beaucoup du Québec: la population est **majoritairement rurale** et **l'assise économique** surtout **fondée sur l'agriculture**. D'où notre arrimage avec des organisations comme SOCODEVI et l'UPA DI qui en ont une connaissance fine.

.....

Notre premier projet en fut un de développement économique local au Honduras en Amérique centrale (2012-2013): une coopérative forestière



Honduras, Amérique centrale

Capitale: Tegucigalpa. **Population:** 7 500 000 habitants. **Composition:** à 90% métis; 60% des gens ont moins de 25 ans. **Langues:** langue espagnole, langues indiennes. **Ressources du pays:** agriculture; forêts; ressources marines. **Caractéristiques sociopolitiques et socio-économiques:** a) pays au 121^e rang en vertu de l'indice de développement humain du PNUD; b) de fortes inégalités sociales (70% de la population sous le seuil de la pauvreté); c) le pouvoir entre les mains de grandes familles oligarchiques (propriétaires terriens).

Nous y avons soutenu un projet de commercialisation de la résine de pin d'une coopérative forestière. Cette coopérative d'une communauté située à 35 kilomètres au sud de la capitale Tegucigalpa est le ferment d'une économie locale dont la population a le contrôle. L'intervention a été de soutenir le travail de récolte de la résine provenant de 11 900 pins, leur produit en vrac étant acheminé par la suite à la Fédération hondurienne des coopératives agroforestières pour être commercialisé. La coopérative est située dans le village de Guazucaran, un des 12 villages de la municipalité de Ojojona.

La contribution du Fonds a servi à l'achat de matériaux et d'équipement (seaux, tabliers, tubes, clous, barils et autres) permettant la récolte et le soutien à la formation des membres de l'entreprise constituée en coopérative. Un partenariat du Fonds Solidarité Sud avec SOCODEVI qui a redonné espoir à une communauté et un baume pour SOCODEVI qui avait vu son financement public coupé des 2/3 à la fin de 2011 par le gouvernement fédéral (période Harper). Notre contribution était la bienvenue dans un tel contexte.



Au bilan deux ans plus tard, cet appui allait permettre à cette coopérative forestière de maintenir l'emploi de 15 jeunes et de 13 femmes membres. Nous nous étions d'abord assurés avec SOCODEVI que cette coopérative émergente allait bénéficier d'un environnement favorable, car dans l'émergence il y a un risque plus élevé d'échec. Cette jeune entreprise collective allait être liée à un réseau d'entreprises du même type pour ne pas se retrouver en bout de ligne seule au monde. C'était donner un **coup de pouce** à une organisation d'une trentaine de membres femmes et de jeunes qui était sur sa lancée grâce au travail de SOCODEVI et de la Fédération des coopératives forestières du Québec qui avait stimulé l'élan initial en prenant appui sur sa propre expérience au Québec.

Cette coopérative forestière fait partie aujourd'hui d'un réseau de 20 coopératives forestières d'une part. D'autre part, grâce au travail exécuté en forêt par celle-ci, et grâce à sa mise en réseau avec deux autres coopératives évoluant dans le même secteur, ce trio a obtenu un contrat de gestion durable de cette forêt pour les 40 années à venir, contrat de gestion qui leur a été confié par les autorités municipales locales.

En bout de ligne, cette coopérative a grandi et fourni de l'emploi stable et régulier à des jeunes et des femmes pendant que le nombre de membres passait d'une vingtaine à plus de 50 membres. La coopérative est également devenue membre de la Fédération des coopératives agroforestières du pays.

Note: pour en savoir plus, voir la vidéo (5 minutes) qui raconte l'expérience de cette coopérative forestière <https://www.youtube.com/watch?v=cgh9n5AUFOW>

.....

Notre second projet au Sénégal en 2014 : soutien à une organisation paysanne qui n'avait pas eu froid aux yeux



Sénégal

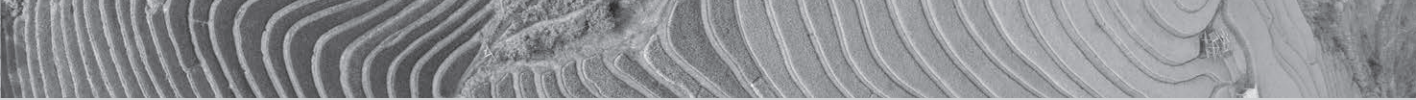
Capitale: Dakar. **Population:** 11, 660 000 habitants. **Langues:** le français, le wolof, le peule.... **Ressources du pays:** agriculture et ressources marines. **Caractéristiques sociopolitiques et socio-économiques:** **a)** pays au 156^e rang en vertu de l'indice de développement humain (IDH) du PNUD; **b)** pays à tradition démocratique et laïque depuis son indépendance. Pays à 94% musulman.

Pour en savoir plus sur le Sénégal : Serge Godin (2019)

En Afrique de l'Ouest, des pays comme le Sénégal, le Mali, le Burkina-Faso ou le Bénin sont aux prises avec un important dérèglement climatique où sécheresses extrêmes et inondations se croisent et alternent. Avec comme résultat que l'agriculture, assise économique principale de ces communautés, est constamment fragilisée et donc sur la brèche. C'est pour beaucoup une agriculture de survie qui génère peu de revenus.

Les enjeux: la santé des sols, la précarité énergétique, la difficulté à écouler leurs produits sur les marchés et la désertification qui avance (le Sahel). Ce dont les gouvernements de ces pays sont bien conscients, eux qui ont conçu un projet de très grande envergure depuis





une douzaine d'années: le défi de développer un barrage forestier traversant les douze pays du Sahel, barrage de 7 600 km de long et de 15 km de large, une grande muraille verte (Favreau et Fréchette, 2019: 11 et 12). Sans compter que le terrorisme est malheureusement présent à la périphérie de plusieurs de ces pays (au Burkina Faso et au Mali notamment). Au cœur de cette situation, la migration des jeunes dont le taux d'emploi est incroyablement bas souvent malgré de bonnes qualifications professionnelles. Voyons de plus près le partenariat développé avec cette organisation paysanne de concert avec l'UPA DI.

L'UGPM, une fédération de groupements paysans de 5 000 membres

L'UGPM, l'Union des groupements paysans de Meckhé, est une fédération composée de 5000 membres dont les 2/3 sont des femmes. L'UPA DI y avait donné des formations *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT) laquelle débouchait toujours pour chacun des participants sur la production d'un plan d'affaires pouvant donner lieu à un prêt de 1 000\$ lequel était adossé à un engagement de le rembourser en trois ans.

Le fonds de prêts aux fermes familiales dont il est question ici est entièrement sous la coordination de la fédération elle-même. En 2014, le FSS souhaitait consolider ce fonds bien inscrit dans la tradition de la finance solidaire. La direction de l'organisation nous a alors dit: « Notre fonds est consolidé mais nous avons maintenant une autre priorité: le développement de semences locales! Si vous désirez nous appuyer, ce pourrait être notre laboratoire de production de semences ». Nous avons alors procédé dans ce sens.

L'UGPM est une organisation paysanne rendue à son stade de maturité. Née en 1985, elle intègre 2 050 fermes familiales. Elle dispose d'une caisse d'épargne et de crédit de groupe, de services collectifs de commercialisation, une électrification au solaire des 90 villages de sa région, un fonds dédié de prêts rotatifs pour stimuler la production agricole et l'élevage. **Mais elle n'avait pas de semences locales. Le Fonds Solidarité Sud a aidé à financer leur laboratoire** qui a été, quelques années plus tard, certifié par le gouvernement et permis que ces semences deviennent disponibles à l'ensemble de leurs membres. Le résultat s'est imposé: adieu aux semences industrielles de Monsanto et autres multinationales de semences chimiques. Autrement dit, la contribution du Fonds a été d'aider à développer **un service collectif** de semences mieux adaptées au climat sénégalais et permettant de rendre les paysans indépendants des grandes multinationales contrôlant souvent l'offre.

Toujours au Sénégal, un autre projet de développement économique local: une coopérative de 80 jeunes apicultrices sénégalaises fortement mobilisées se met en place (2019-2021)

En Casamance, SOCODEVI soutient depuis plusieurs années le développement d'un réseau coopératif dans cette région. De jeunes apicultrices y ont fait naître une coopérative il y a quelques années. Notre collaboration avec SOCODEVI pour cette coopérative a été, pour une des premières fois, étalé sur trois ans (2019-2021) pour appuyer la formation des leaders de cette entreprise collective et la commercialisation de leur production. Un soutien également pour un équipement de ruches de meilleure qualité et des équipements de protection pour elles-mêmes ont été achetés. Malgré la pandémie, la coopérative a



progressé par la formation en mode virtuel de 140 apicultrices sur une période de six mois, les équipements ont été effectivement renouvelés et un appui-conseil en matière de commercialisation s'est mis en place. Cette coopérative projette maintenant de vendre ses produits à l'échelle du pays. Une coopérative de transformation et de commercialisation de miel est née. Elle s'inscrit dans un réseau coopératif régional qui lui offre la possibilité de se développer dans la durée. Un coup de main de plus grande portée étant donné le nombre de familles rejointes par ses 80 membres.

Développement économique local et finance solidaire avec une organisation paysanne haïtienne à Labrousse (2015-2017)



Haïti

Capitale administrative: Port-au-Prince. **Population:** 11 000 000 habitants.

Langues: le créole haïtien et le français. **Ressources du pays:** C'est l'agriculture qui emploie l'essentiel de la main-d'œuvre avec plus des deux tiers de la population en âge de travailler. Les exploitations agricoles sont, avant tout, des fermes de subsistance, de dimensions restreintes. **Caractéristique du pays:** classé au 161^e rang en vertu de l'indice de développement humain (IDH) du PNUD.

Le Fonds Solidarité Sud a soutenu pendant trois ans, de 2015 à 2017, le fonds de crédit agricole de la FOPADES, une fédération de groupements paysans en Haïti de 1000 membres dans la région de Labrousse avec l'UPA DI qui grâce à ce fonds prête à ses membres. Quelles sont les caractéristiques de ce projet? L'UPA DI a commencé son travail en Haïti avec cette fédération de groupements paysans émergente en 2009 par une formation nommée *Les savoirs des gens de la Terre* (Favreau et Molina, 2014)

Notre contribution a été de soutenir **de nouveaux groupements paysans** qui venaient de rejoindre la fédération suite à une formation LSGT. Cette formation se termine toujours par un projet d'amélioration de l'exploitation familiale des participants, c'est-à-dire la production d'un plan d'affaires pouvant bénéficier d'un prêt. Par ce système de prêts, contrairement à ce qui se passe avec des projets subventionnés, ce fonds de développement qui est un service collectif offert par la FOPADES permet à chacun des membres d'investir dans le projet agricole de sa ferme (prêt remis dans un délai maximum de trois ans).

Ce qui a un impact majeur: le même prêt sert à nouveau pour d'autres membres des groupements. Et la motivation de remise du prêt est d'autant plus forte que ce sont d'autres fermes membres de la fédération pouvant même être des voisins ou des connaissances rencontrées dans le cadre de leurs assemblées générales. Cela encourage très fortement la solidarité économique entre paysans.

Ce financement a fait, comme c'est l'habitude dans nos soutiens, l'objet de discussions et d'une entente signée entre l'UPA DI, le Fonds Solidarité Sud et la FOPADES, entente qui



garantit que l'argent donné servira à assurer la solidité du fonds commun de prêts de la fédération. Cette organisation paysanne innovatrice est investie dans une agriculture diversifiée et durable en plus de travailler de concert avec d'autres associations, notamment avec des cuisines collectives et des cantines scolaires. Des dizaines de fermes familiales membres de la FOPADES en ont bénéficié. Et ça continue puisque les prêts remboursés vont à d'autres fermes. Fonds accumulé au fil des années de 65 000\$. Elles ne sont pas nombreuses les organisations paysannes haïtiennes qui disposent d'un fonds d'épargne pour le développement. Une innovation majeure qui a de l'impact et qui s'inscrit dans la durée.

Note: mentionnons ici que les secousses sociales, écologiques et politiques récurrentes en Haïti ne menacent pas aussi directement les communautés où nous sommes présents avec l'UPA DI que les grands centres urbains. Pour une analyse de ce qui est possible de faire en Haïti pour soutenir des communautés, voir notre article dans Le Devoir: <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/548121/comment-aider-intelligemment-haiti-aujourd-hui>

Développement économique local avec un réseau de coopératives productrices de café en Haïti à Baptiste (2019-2021)

De 2019 à 2021, pour trois ans, le Fonds Solidarité Sud a soutenu la mise en œuvre de cuisines collectives et de cantines scolaires dans la région de Baptiste en Haïti avec l'UPA DI. À la suite de trois missions du Fonds Solidarité Sud à Baptiste dont la première avec la coopérative de commerce équitable de café Noula de Chicoutimi (2016, 2017 et 2019) et une mission des Cuisines collectives Saint-Roch de Montréal - bien connue de l'UPA DI pour ses services rendus dans l'accompagnement des cuisines collectives de Labrousse -, le Fonds a soutenu le projet *d'Une pierre trois coups* initié par l'UPA DI et son partenaire, l'UCOCAB (l'Union des coopératives caféières de Baptiste), l'Association des femmes pour le développement de Baptiste (AFDB) et des écoles de la région de Baptiste.

Ce soutien s'inscrivait dans le projet de développement d'une agriculture plus diversifiée, maraîchère et de petit élevage, par des membres des coopératives de café affiliées à l'UCOCAB, projet adossé à celui de cuisines collectives offrant des services d'alimentation à des cantines scolaires fondés le plus souvent possible sur des produits locaux et régionaux (petits déjeuners santé dans les écoles de la région) dans la perspective de faire **d'une pierre trois coups**: une production locale, une transformation locale et un service de distribution de petits déjeuners dans les écoles.

Baptiste est une communauté qui avait depuis plusieurs années un lien avec le Québec par une coopérative de transformation et de distribution de leur café au Québec, la coopérative Noula de Chicoutimi. À la suite de discussions entre Noula, le Fonds et UPA DI, cette dernière est devenue assez rapidement responsable de la coopération du Québec avec cette communauté. De fil en aiguille, l'UPA DI est allée chercher d'autres contributions, dont celle de l'AQANU (système de prêts rotatifs comme à Labrousse) et d'ECOTIERRA pour le reboisement d'une terre en friche équivalente à 40 terrains de soccer. Ce reboisement



consiste à soutenir ce qui est convenu d'appeler des jardins créoles. C'est-à-dire une production agricole en forêt permettant de restructurer les sols tout en favorisant l'autonomie alimentaire. Baptiste bénéficie maintenant, après 5 ans de travail coordonné par l'UPA DI, de quatre organisations qui se complètent dans l'avancement de cette communauté.

Économie circulaire en Bolivie : un circuit court de sécurité alimentaire (2018)



Bolivie

Capitale administrative: La Paz. **Population:** 11, 000 000 habitants dont 55 % d'Amérindiens et 30% de métis. **Langues:** l'espagnol et plusieurs langues amérindiennes dont le quechua et l'aymara. **Ressources principales du pays:** lithium (la moitié des ressources mondiales), du gaz naturel, du pétrole, du zinc et de l'étain. **Caractéristique du pays:** classé au 107^e rang en vertu de l'indice de développement humain (IDH) du PNUD. Réserve importante de lithium et de sel dans la région d'Uyuni où se situe le projet, une région d'extraction minière.

Le réseau de coopératives de la CECAOT en Bolivie a mis en œuvre un circuit court de sécurité alimentaire: **a)** une coopérative de production de quinoa; **b)** un atelier de transformation alimentaire dirigé par un collectif de femmes; **c)** des biscuits santé à base de quinoa distribués dans les écoles de la région. En 2017, le FSS finance avec SOCODEVI le pétrin industriel permettant une plus grande production de petits déjeuners santé à l'atelier de transformation alimentaire du collectif de femmes et la formation des leaders à la vie associative de cette entreprise.

De concert avec SOCODEVI, nous avons soutenu le programme d'économie circulaire d'une coopérative de 250 producteurs et productrices de quinoa. La coopérative fournit maintenant des aliments à base de quinoa aux déjeuners scolaires de la municipalité de Colcha (biscuits, chaussons, lait de quinoa, etc.). Chaque semaine, plus de 3 500 enfants dans 48 écoles de la zone peuvent bénéficier de ces déjeuners nutritifs. Le projet est en lien avec une communauté de plus en plus organisée. Il combine le développement de l'agriculture de cette communauté et son développement social. Il est en continuité avec un plan de développement sur plusieurs années et la majorité des emplois à l'atelier de préparation des aliments sont réservés aux femmes.



Développement économique local et commerce équitable au Pérou (2015)



Pérou

Capitale administrative: Lima. **Population:** 33 000 00 habitants dont 45 % d'amérindiens et 37 % de métis. **Langues:** l'espagnol et plusieurs langues amérindiennes dont le quechua et l'aymara. **Caractéristique du pays:** classé au 77^e rang en vertu de l'indice de développement humain (IDH) du PNUD. Pour en savoir plus sur les dynamiques communautaires péruviennes, voir Lucie Fréchette (2017)

Une grande coopérative agricole de production de cacao équitable nommée Naranjio cherche à intégrer d'autres producteurs dans son commerce international. En 2015, le FSS s'associe à SOCODEVI pour le développement d'un séchoir à cacao à Pachisa, village de 5000 habitants dont 150 fermes familiales produisant du cacao qui ne correspondait pas aux normes de séchage de cette grande coopérative. Notre contribution leur aura permis d'acheter ce séchoir indispensable à une production commercialisable qui est maintenant intégrée dans le circuit international de commerce équitable de cette coopérative. Ce projet a permis à 150 familles de bénéficier d'un nouveau revenu stable et récurrent. Un important pas pour s'affranchir d'une agriculture uniquement de subsistance.

Développement économique local au Pérou d'un collectif de femmes : la naissance d'une entreprise collective de 40 femmes artisanes (2018)

Ce projet, réalisé en partenariat avec SOCODEVI en 2018, a permis d'accroître la capacité de génération de revenus de 40 artisanes péruviennes qui fabriquent et mettent en marché des vêtements et accessoires de laine, lesquelles venaient de se regrouper en association. La contribution du Fonds a été consacrée à l'achat d'équipements, à la formation technique des artisanes et à l'élaboration d'outils de mise en marché. Les résultats attendus visaient un volume plus élevé des ventes et, partant de là, une autonomie financière plus grande des artisanes grâce à une amélioration de la qualité de la production et de la mise en marché de leurs produits.

Dans le prochain chapitre, nous allons aborder nos projets de solidarité des prochaines années, lesquels s'intéressent aux questions majeures de l'heure : 1) la lutte contre l'insécurité alimentaire et la perspective d'aller vers une agriculture et une alimentation durable; 2) l'importance d'infrastructures économiques pour soutenir la sécurité alimentaire tels des services énergétiques durables et des services financiers propres à ceux qui vivent de cette agriculture.



Notre Histoire



Dîner-causerie du Fonds (Montréal et Rive-Sud au Lac Montjoie chez Gérald Larose)



Douze agricultrices d'Afrique de l'Ouest en visite au Saguenay (FSS et UPA DI)



Notre Histoire



Rendez-vous annuel des équipes du Fonds dans les locaux de la Maison de l'UPA (Longueuil)



Rencontre du Fonds dans l'Outaouais: la directrice du CJEO fait un don de 3 000\$ au Fonds



Projets dans le Sud



80 apicultrices sénégalaises créent une coopérative qui produit et commercialise leur miel



Énergies rurales vertes au Burkina Faso et au Sénégal



Projets dans le Sud

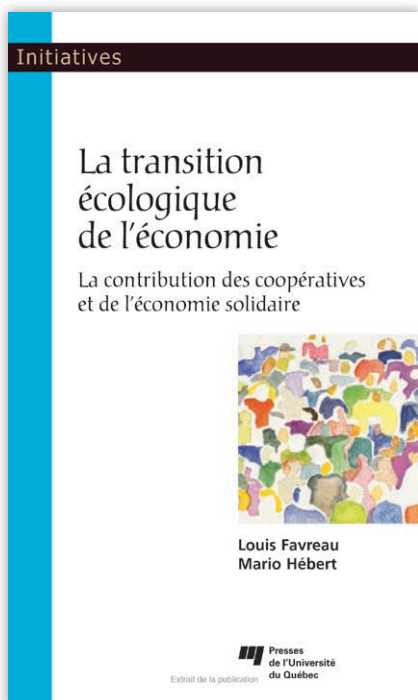
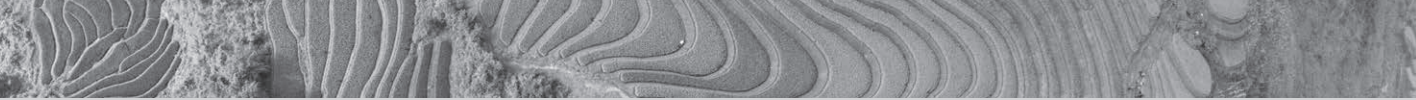


Économie solidaire péruvienne : un Réseau travaille à renforcer des chaînes locales et régionales d'approvisionnement en produits d'agriculture, d'élevage et d'artisanat



Des semences paysannes produites par le laboratoire d'une fédération paysanne sénégalaise pour 2 050 fermes de la région de Thiès





Penser la transition écologique de l'économie :
les pratiques innovatrices des coopératives, des organismes communautaires
et de l'économie solidaire au Québec et dans le monde



Les marchés communautaires locaux et régionaux en milieu rural et périurbain en Bolivie et au Pérou





CHAPITRE 6

Le Fonds Solidarité Sud : les initiatives de la prochaine décennie

Aider à fédérer les initiatives des communautés du Sud dans le développement de l'agroécologie, de l'économie circulaire et des énergies renouvelables

Jusqu'ici nos pratiques de solidarité internationale et nos méthodes de travail ont été axées tout à la fois sur le développement économique local, la transition écologique et la finance solidaire. Nous comptons bien continuer dans cette voie. Mais les séquences et étapes clés de nos démarches avec nos partenaires du Sud et avec nos collègues d'autres OCI québécois pouvaient être qualifiées d'exploratoires et sans doute quelque peu innovatrices.

Avec près de 12 ans d'expérience, nous pensons qu'elles ont fait leurs preuves. Nous savons mieux ce qui réussit avec un certain impact et ce qui ne fonctionne pas. Nous savons mieux identifier nos partenaires d'ici et de là-bas. Nous avons appris à intervenir sur une période donnée relativement courte pour donner un coup de pouce au bon endroit et au bon moment. Mais aujourd'hui nos interventions se veulent plus stratégiques en recherchant un impact plus grand, elles se font sur une période plus longue et davantage sous la forme d'un processus continu qui permet de mieux s'adapter aux caractéristiques et aux enjeux de chaque pays, de chaque communauté et de chaque partenaire. De plus, elles se feront simultanément dans plusieurs communautés plutôt que dans une seule, et pas seulement au premier niveau d'intervention, à savoir le travail de proximité, mais aussi avec des organisations de 2^e et 3^e niveaux (régional, de filière, national). Nos interventions continueront également de s'appuyer sur nos travaux de recherche antérieures et actuelles.



Ce que nous allons soutenir au Sud dans les prochaines années

En résumé, voici quatre lignes directrices de nos interventions de soutien au Sud

Projets 2022-2025

- ◆ **L'assurance agricole au bénéfice d'agricultrices** dans plusieurs régions du Sénégal
- ◆ **L'électrification rurale verte**, levier majeur de développement économique et de lutte contre l'insécurité alimentaire avec des organisations paysannes et leurs communautés au Sénégal et au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest,
- ◆ Des **initiatives d'économie solidaire rurales et périurbaines** au Pérou pour accélérer le développement de la production, de la transformation et de la commercialisation de leurs produits dans huit communautés et cinq régions du pays
- ◆ Des initiatives misant sur **la combinaison du don et du prêt** notamment grâce au nouveau dispositif de finance solidaire dont les OCI se sont dotés : **le FISIQ**, un fonds québécois de prêts dédiés au développement de projets socio-économiques.



Chaîne de valeur créée par des collectifs de femmes : de l'élevage de l'alpaga en passant par la transformation de sa laine en vêtements en tout genre jusqu'à la vente sur les marchés

Au Sénégal et au Burkina Faso : sécurité alimentaire, services énergétiques durables et services financiers locaux

Nous avons appris au fil du temps avec nos partenaires africains et par nos recherches que l'Afrique sub-saharienne est la région la moins électrifiée du monde et en même temps qu'elle a le plus grand potentiel inexploité au monde. En outre, l'agriculture rurale et périurbaine est encore pour beaucoup une économie de subsistance destinée seulement à nourrir les familles, ce qui les enferme dans le cycle vicieux de la pauvreté. L'impératif est qu'elle devienne génératrice de plus de revenus et de façon durable. **L'assise économique principale de ces communautés passe par l'agriculture.**

Pour les prochaines années, dans son plan de développement 2021-2025, le Fonds Solidarité Sud interviendra donc de plus en plus avec des organisations qui valorisent **la sécurité alimentaire, l'électrification verte de leurs communautés, l'emploi local des jeunes et des femmes et le développement de leurs propres services financiers.**

En accordant priorité aux jeunes pour leur offrir des lieux d'intégration dans l'agriculture familiale, ceux-ci s'engageront de moins en moins dans des projets de migration très risqués, mais plutôt dans le développement de fermes familiales dont ils prendront la succession. La priorité accordée aux femmes leur offrira des occasions d'entrepreneuriat économique collectif afin de les rendre plus autonomes tout en favorisant leur accès à la propriété ou la copropriété des terres qu'elles exploitent. C'est ce qui s'est passé dans la Vallée du fleuve Sénégal, lieu d'une véritable révolution rizicole en marche depuis deux décennies telle que racontée ici (une petite vidéo de neuf minutes). Les organisations paysannes de ce coin de pays ont su gagner leur pari avec l'aide de l'UPA DI <https://www.youtube.com/watch?v=TKKleJl9jAg>

L'approche du Fonds Solidarité Sud : finance solidaire et partenariats avec d'autres OCI

Au Fonds Solidarité Sud, nous ne sommes pas à court de moyens en ayant obtenu le meilleur résultat financier de notre courte histoire en 2021. Mais nous demeurons encore une petite organisation de solidarité internationale, en croissance certes, assurée de sa pérennité certes, mais disposant encore de moyens trop limités pour répondre aux importants besoins de nos partenaires du Sud. La crise sanitaire a fait davantage de ravages au Sud que dans les foyers d'un des pays du monde, le Canada, qui se classe bon an mal an parmi les 10 pays les plus privilégiés (sur 200), et cela en vertu de l'Indice de développement humain (IDH) conçu par l'ONU comme mesure économique et sociale de nos sociétés à travers le monde.

La perspective du Fonds Solidarité Sud est donc de faire ce que nous faisons de mieux, soit de **consolider la solidarité économique des communautés** du Sud, socle déterminant pour tout le reste et cela **en collaboration étroite** avec nos partenaires d'ici, au Nord, avec qui nous partageons la même approche et les mêmes valeurs en matière de solidarité internationale.

Lors de notre Rendez-vous national de l'automne 2020, nous avons décidé de notre plan de développement 2021-2025. Nous cherchons donc aujourd'hui à privilégier des projets qui se font en partenariat **avec des réseaux qui fédèrent des initiatives locales.**



Notre soutien de projets locaux au Sud : un ancrage dans des communautés

Notre principale stratégie jusqu'à maintenant a été de nous assurer d'un ancrage dans le Sud dans des pays que nous connaissons relativement bien. Ce fut tour à tour le Honduras (2013), le Sénégal (2014), le Pérou (2014 et 2015), Haïti (Labrousse 2015 à 2017) et Baptiste (2016 à 2021), la Bolivie (2018) et le Sénégal à nouveau (2019 à 2021). **Le lien de solidarité avec ces communautés est assuré tout à la fois par nous et par nos grands partenaires** que sont SOCODEVI et UPA DI. Nous le faisons de différentes façons :

- ◆ Par l'accueil de gens du Sud dans nos activités. Par exemple, nous avons eu 12 agricultrices d'Afrique parmi nous dans notre 5 à 7 au Saguenay dans le cadre d'un échange d'Agro-Innov, le programme de volontaires de l'UPA DI;
- ◆ Nous avons eu la visite d'un sociologue et intervenant communautaire sénégalais, Sambou Ndiaye, chercheur de l'Université Gaston-Berger à Saint-Louis, chercheur spécialisé en économie solidaire et en développement local, lequel a fait une tournée de plusieurs de nos équipes;
- ◆ Des visites et missions de membres du Fonds dans des pays où nous sommes présents en collaboration avec l'UPA DI;
- ◆ Des témoignages d'intervenants de SOCODEVI ou de l'UPA DI revenus du Sud dans nos activités (les 5 à 7 régionaux notamment);
- ◆ Des visioconférences avec des dirigeants d'organisations partenaires du Sud;
- ◆ La rencontre de dirigeantes et de dirigeants de passage au Québec.

Par ces moyens-là, nous ne perdons jamais de vue l'ancrage constant dans la réalité des communautés du Sud et les avancées de leurs projets. Nous soutenons ces communautés sur la base de certains critères, sur la base des échanges avec nos deux partenaires d'ici et sur le suivi informatif de ce que deviennent les organisations soutenues. Les montants sont relativement modestes mais nous recherchons toujours **l'effet levier**, l'impact social le plus élevé possible, c'est-à-dire l'inscription dans un mouvement plus large.

Ce travail accompli depuis plus d'une décennie est bien rodé et nous permet d'avoir les deux pieds bien ancrés dans un développement local nourri d'initiatives économiques citoyennes innovatrices. Un développement qui accorde aussi beaucoup d'importance à la place des **femmes** comme protagonistes et à l'impératif de l'emploi des **jeunes**. En outre, ce travail d'appui est également de plus en plus accompagné de **mesures de soutien à la transition écologique**. Un travail d'ancrage local bien ficelé que nous comptons bien poursuivre. Il s'en annonce plus que moins.

Sénégal, l'effet levier d'une assurance agricole destinée à des agricultrices

Le premier projet commençant en 2022 le sera pour trois ans. Il est réalisé en concertation avec SOCODEVI, au Sénégal, en Casamance, région où nous sommes déjà avec des agricultrices. Le projet vise à développer et déployer des produits d'assurance agricole adaptés aux femmes, l'assurance étant un type de services financiers relativement récent dans les pays du Sud, notamment en Afrique de l'Ouest.

Il se réalisera dans plusieurs régions de la Casamance (Zinguinchor Sédhiou, Kolda) et à Tambacounda. Le projet cible les chaînes de valeur qui suivent : la banane, le riz, l'arachide, le maïs, le mil et les cultures maraîchères. L'impact recherché en bout de ligne toucherait 7000 femmes, lesquelles sont réparties dans 30 coopératives et 150 Groupements d'intérêt économique (GIE).

Le projet RESILIENCE de SOCODEVI utilisera en effet **l'assurance agricole** (AA) en tant que **levier novateur d'autonomisation économique** afin de permettre à ces femmes de protéger et de stabiliser leurs revenus. Des études d'impact montrent que les assurés-es investissent davantage et à plus long terme dans leur exploitation agricole en plus d'adopter de nouvelles semences et technologies. À l'opposé, **la non-couverture du risque de perte de revenus tend à maintenir l'agriculture dans une activité de subsistance**. Ce projet arrive à point nommé si on se fie aux conclusions de recherche de l'IPAR, un *think tank* sénégalais et international sur les politiques publiques dans le secteur agricole en Afrique de l'Ouest :

COVID 19: défis et opportunités pour l'assurance agricole au Sénégal

***Le financement de l'agriculture demeure un défi majeur** pour la plupart des pays en développement. Au Sénégal, le taux d'inclusion financière en milieu rural est estimé à 13%. C'est ainsi que les agriculteurs font face à un rationnement important dans le marché du crédit agricole formel. Cette situation s'est aggravée **avec l'arrivée de la pandémie de la COVID 19** qui a créé plusieurs déséquilibres supplémentaires dans le secteur du financement agricole. **Cela remet l'assurance agricole au cœur de la problématique du financement de l'agriculture** de par sa capacité à sécuriser les contrats de prêts et à renforcer la confiance entre les acteurs.*

Avec le FISIQ, une finance solidaire québécoise nous permettra de changer d'échelle d'intervention au Sénégal, au Burkina Faso et au Pérou

Le train est en gare. 90% du travail a été fait pour faire démarrer le FISIQ. Quelques organisations ont déjà déposé leur demande pour mettre en œuvre des **projets** soutenant des organisations à une autre échelle et par des prêts. C'est en tout état de cause ce que l'expérience de la SIDI, la cousine française du FISIQ suggère lorsqu'on examine leurs pratiques qui a plus de 35 ans d'expérience de ce type de solidarité avec des communautés du Sud. On peut voir à ce propos les résultats d'une recherche menée par la CRDC (UQO) en 2015 qui illustre fort bien la chose à partir de cinq études de cas : en Équateur, au Brésil, au Burkina Faso, au Pérou et au Sénégal <https://www.fondssolidaritesud.org/la-finance-solidaire-quebecoise-peut-elle-servir-de-levier-dans-des-communautés-du-sud/>



◆ **Le droit au crédit est une nouvelle dignité : dans notre solidarité économique, le crédit est un levier**

Alors, le FISIQ avec sa politique de prêts et de garantie de prêts nous permettra de tabler sur la mise sur pied ou la consolidation de projets économiques **plus ambitieux et plus structurants** en termes d'emplois, de production intégrée en lien avec des réseaux de transformation et de distribution alimentaire locaux, le tout pouvant changer d'échelle et devenir des projets plus régionaux et parfois même nationaux. Grâce à cette épargne collective venue du Québec, ce dispositif financier au service de communautés du Sud permettra de faire un **saut qualitatif** important dans l'histoire de la coopération Nord-Sud québécoise.

◆ **Le FISIQ est un outil précieux d'accès au crédit dans le Sud et notre épargne, un investissement solidaire socialement utile**

Ce fonds en voie d'implantation permettra notamment de soutenir des fonds de crédit agricole; des prêts et des garanties de prêts à des PME, tels des ateliers de production de panneaux solaires pour l'électrification des villages; la commercialisation collective de produits agricoles par des organisations paysannes ou le développement de coopératives de collecte des déchets, etc. Voici quelques caractéristiques du projet global :

• **Les emplois créés valent leur pesant d'or**

Les résultats anticipés du FISIQ dans sa première décennie de capitalisation sont estimés à 15 000 emplois (1 500 emplois durables créés en moyenne par année) avec plus ou moins 30 partenaires du Sud et une quinzaine d'OCI du Québec engagés dans des projets qui soutiendront les assises économiques de centaines de communautés.

• **Les règles prudentielles de gestion des épargnes issues de nos organisations sont au rendez-vous**

Les organisations comme la Caisse d'économie solidaire Desjardins, MCE Conseils et Filaction qui sont des parties prenantes à différents titres dans le FISIQ ont une longue expérience et une solide expertise en matière de gestion de risques financiers.

• **Un certain nombre d'OCI québécois ont déjà une certaine expertise du soutien dans le développement d'assises économiques des communautés au Sud**

Des OCI québécois ont déjà une expertise du soutien dans le développement d'assises économiques des communautés au Sud et toutes ont des ancrages depuis un bon moment dans des communautés du Sud.

De plus, nous pourrions bénéficier du réseau international d'INAISE, une association internationale d'investisseurs solidaires créée en 2008 et qui réunit plus de 50 organisations présentes dans 30 pays du Nord et du Sud. La participation éventuelle du FISIQ à cette organisation est d'ailleurs à l'ordre du jour.



L'effet levier de l'électricité dans des communautés rurales du Sénégal et du Burkina Faso

Partout en Afrique, le manque d'électricité fiable est un obstacle au développement humain (santé, éducation, alimentation), à la création d'emplois et à l'établissement d'économies de proximité durables. Autrement dit, la précarité énergétique est une contrainte énorme au progrès en matière de santé, de bien-être et de développement économique. C'est à partir de ce constat une fois bien établi que nous avons orienté une bonne part de nos priorités stratégiques sur cet enjeu.

Un scénario prospectif du Fonds Solidarité Sud a été mis en place depuis près de deux ans. C'est là le fruit d'un travail de recherche d'une année complète sur l'enjeu de l'électrification rurale (voir le chapitre sur les services énergétiques). Dans la suite de cette recherche, une équipe du Fonds s'est constituée pour définir un projet opérationnel sur plusieurs années avec deux organisations paysannes nationales, celle du Sénégal et celle du Burkina Faso, organisations avec lesquelles l'UPA DI a des relations de solidarité depuis nombre d'années.

Le Sénégal

*Le Sénégal est un pays relativement stable et est réputé être **la locomotive du mouvement paysan ouest-africain***

*Le **Sénégal** a une population estimée à 16,08 millions d'habitants aujourd'hui. Elle connaît une augmentation rapide et devrait dépasser les 25 millions en 2035. Nourrir cette population est un enjeu crucial qui se pose aujourd'hui et se posera dans les années à venir comme un défi majeur difficile à relever. Espérance de vie: 64 ans. Revenu mensuel moyen par habitant est de 150\$. Et 66% de la population est constituée d'une main d'œuvre engagée dans l'agriculture.*

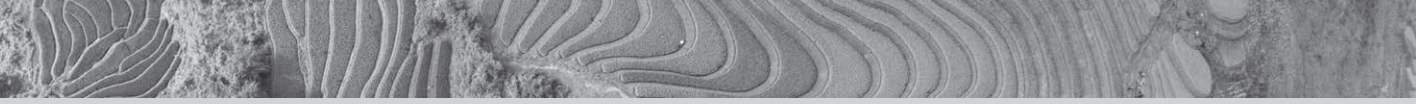
***L'agriculture** constitue un pilier fondamental de la politique de développement du pays et représente 17,5% du PIB. Les exploitations, familiales à 90%, combinent des cultures de rente (arachide, coton) et des cultures vivrières de subsistance (mil, sorgho, maïs, sésame), tout en possédant quelques animaux. Les **organisations paysannes** sont confrontées à de sérieux enjeux: concurrence pour l'accès à la terre, dégradation des ressources naturelles, risque de désertification et diminution de la fertilité des sols. De plus, les politiques de soutien à l'agriculture sont encore insuffisantes pour couvrir les besoins des agriculteurs. Source <https://www.sosfaim.lu>*

Notre partenaire au Sénégal:

Le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux, le CNCR

Le CNCR est composé de vingt-huit membres (26 membres affiliés et 2 membres associés) actifs dans au moins une des filières agricoles suivantes: agriculture (riz, arachide, coton, etc.), horticulture (horticulture ornementale, maraîchage, tomate, oignon, banane, etc.), pêche, élevage (poulet, bétail, apiculture) et foresterie.





Il compte également dans ses rangs des organisations généralistes, telles la Fédération des ONG du Sénégal, l'Union nationale des coopératives agricoles et la Fédération nationale des groupements de promotion féminine, représentant des membres actifs dans l'ensemble des filières agricoles. Le CNCR est membre du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles (ROPPA) qui est une organisation qui regroupe des organisations paysannes de la sous-région ouest-africaine

Le Burkina Faso

*Le **secteur agricole** constitue une composante déterminante de l'économie du **Burkina Faso**. Il contribue pour 35 % du produit intérieur brut (PIB) du pays et emploie 82 % de sa population active. La production agricole est dominée par les céréales (sorgho, mil, maïs et riz), les principales cultures vivrières, par le coton, principale culture de rente, et par l'élevage. L'arboriculture et le maraîchage occupent aussi une place non négligeable.*

Notre partenaire au Burkina Faso

***La Confédération Paysanne du Faso** a vu le jour au terme d'un congrès paysan tenu à Bobo Dioulasso en 2002. Elle est une plateforme de 14 organisations faitières, régie par la loi des sociétés coopératives et des groupements au Burkina Faso.*

La Confédération Paysanne du Faso est également membre du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles (ROPPA) dont le siège est à Ouagadougou.

Le « Nous » du partenariat comprend le Fonds Solidarité Sud en concertation avec l'UPA DI et depuis peu, la Caisse d'économie solidaire Desjardins. Le projet d'électrification verte au Sénégal et au Burkina Faso sera mené par nos trois organisations. Les trois entendent bien miser dans un premier temps sur leurs fonds propres et leurs ressources humaines. Mais éventuellement sur le FISIQ (pour l'obtention de prêts ou de garanties de prêts) et sur des fonds publics pour faire de **l'électrification rurale verte** une **solide composante** de notre solidarité économique avec ces deux pays d'Afrique de l'Ouest. Un engagement dans lequel nous estimons être engagés pour un minimum de cinq ans (2021-2025) afin d'en assurer une implantation durable.

Qui a-t-il derrière ce projet? Fondamentalement l'enjeu alimentaire. L'agroécologie est une porte d'entrée pour la sécurité alimentaire, un axe majeur de la transition sociale-écologique au Sud (voir le prochain chapitre). Cependant, cette transition nécessite **en amont et en aval** deux leviers: celui de se donner des services énergétiques durables et celui de disposer de leurs propres services financiers.

Surchauffe climatique et urgence alimentaire en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest est en surchauffe climatique et derrière elle se profile la tragédie de la pénurie alimentaire. L'exemple dramatique de sécheresses à répétition à Madagascar nous le démontre à bien des égards:



400 000 habitants du sud de Madagascar vivent la tragédie d'une première famine directement attribuable aux changements climatiques avertit le Programme alimentaire mondial, le PAM: des sécheresses à répétition qui détruisent les récoltes. ONU Info, 29/04/2021.

À lire cet article de l'*ONU Info*, on voit bien que la sécurité alimentaire est une **réponse première** et **principale** à la surchauffe climatique. Madagascar n'est pas un cas unique. C'est toute l'Afrique de l'Ouest qui est sous tension étant donné les avancées de la désertification couvrant à des degrés divers une douzaine de pays de cette sous-région de l'Afrique.

La tendance à la surchauffe climatique est une tendance lourde. Mais dans un certain nombre de pays et certaines zones, la **tendance peut être inversée**. Le Sénégal et le Burkina Faso sont de ceux-là. Des organisations paysannes, des coopératives et des collectifs de femmes et de jeunes des deux pays sont déjà mobilisés depuis un bon moment sur cet enjeu. Mais avec peu de moyens.

Avec peu de moyens d'où que notre solidarité internationale peut favoriser de **nouveaux possibles** avec ces producteurs agricoles mobilisés: lutte contre l'érosion des sols, reboisement de terres arabes devenues des friches, chaînes de froid pour les produits laitiers; équipement solaire pour le pompage de l'eau; système d'irrigation à énergie solaire, stockage frigorifique à la demande pour soutenir le développement de chaînes de valeur, etc. Le tout sous la conduite de leurs organisations qui sont les premières sur la ligne de front du développement économique local.

Initiatives rurales et périurbaines d'économie circulaire: l'effet levier de l'économie solidaire péruvienne

Scénario prospectif du Fonds Solidarité Sud: soutien de huit organisations présentes dans une trentaine de localités rurales, par huit «groupes d'initiatives économiques solidaires» (GIES) constitués en **réseau** dans cinq régions du pays, la Red de los GIES. Objectif: accompagner la production agricole, sa transformation et sa commercialisation dans le cadre du développement de nouvelles chaînes de valeur. Avec, en amont et en aval, le développement de caisses locales d'épargne et de crédit ainsi que l'amélioration d'une électrification rurale verte. Ce projet élaboré à l'origine par des leaders de l'économie solidaire péruvienne évoluant en milieu rural, lesquels nous ont soumis une demande à cet effet. Ce sera également un soutien conjoint de trois organisations: l'UPA DI, le FSS et la Caisse d'économie solidaire Desjardins qui s'étalera sur au moins 5 ans.



Le Pérou

*L'économie du pays se développe beaucoup dans le secteur du tourisme à partir des années 1990 avec la stabilisation de l'économie et la construction d'infrastructures liées à ce dernier. Aujourd'hui le tourisme est la 3^e plus importante industrie du pays après la pêche et l'activité minière. L'agriculture péruvienne, notamment par son artisanat, a pénétré depuis un bon moment ce secteur de l'économie. Elle a aussi plongé assez tôt dans l'agroécologie en se diversifiant. Notre solidarité peut aider à consolider cette agriculture innovatrice. Nous serons donc surtout en **milieu paysan andin**, donc principalement amérindien. Population du pays: 45% d'amérindiens, 37% de métis et 15% de blancs d'origine européenne.*

Partenaires :

► « La Red los GIES », le Réseau des groupes d'initiatives économiques solidaires

Le réseau est composé de 24 organisations mais la demande faite au Fonds est liée au renforcement du travail de huit des 24 GIES, huit GIES présents dans une trentaine de localités rurales dont plusieurs assez près de pôles urbains régionaux. Secteur d'intervention : petits producteurs agricoles, agro-industriels et artisans. Un exemple : **le GIES de Canchis dans le Cusco :**

<http://giescanchis.blogspot.com/p/presentacion.html>

► Un GIES rendu à maturité, celui de Canchis créé en 2005

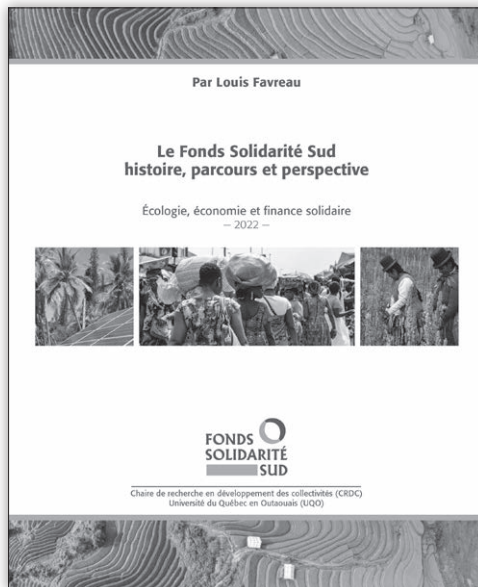
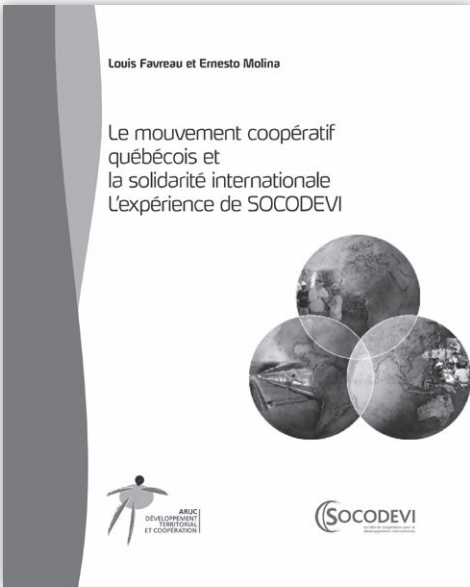
- 1) L'élevage, l'agriculture et l'artisanat à Canchis, de par leurs activités commerciales, ont influencé la construction de nouvelles routes vers leur coin de pays, région reconnue pour ses attraits touristiques (ruines archéologiques, espaces de sports d'aventure, etc.). Par conséquent, les distances entre le rural et l'urbain sont relativement courtes.
- 2) Le développement économique des communautés rurales de la région passe : **a)** par l'artisanat commercialisé sur le marché local et régional mais de façon relativement limitée; **b)** par l'agriculture dans les zones de base altitude surtout (maïs, fèves, riz, pomme de terre); **c)** et finalement par de l'élevage du mouton et de l'alpaga, mais aussi du poulet et du cuy, une race de cochon d'Inde.
- 3) Canchis a une population de 102 000 habitants dont 40% sont ruraux et 60% urbains. Et les 40% se distribuent dans la périphérie de la ville dans plusieurs communautés dont huit sont importantes (avec une moyenne de 5000 à 7000 habitants à l'exception de Sicuani ayant environ 60 000 habitants)
- 4) Les services de communication (téléphone fixe, mobile et Internet) sont présents parce que l'électricité rejoint 74% de la population. Cependant, 26% de celle-ci ne bénéficie pas de l'électricité, surtout dans les communautés rurales. « Ce qui est fort dommageable pour les enfants d'âge scolaire et pour le développement des entreprises de ces communautés » disent les animateurs de ce GIES. Parfois on se débrouille sommairement avec des panneaux solaires.
- 5) Autonomie financière : un petit fonds solidaire de crédit nommé Aynikusunchis

La perspective derrière ces dossiers stratégiques : de nouvelles filières agricoles écologiques, plus génératrices de revenus et à circuit court

La perspective derrière ces dossiers stratégiques, actuellement en phase de rodage, est de miser sur des filières, locales et régionales, tout à la fois économiques et écologiques qui donneront plus de volume à leurs productions et plus de souffle à leur réseau. Une contribution visant à créer des filières plus fortes et ayant plus d'impact que celles que nous avons connu ou appuyé au cours de notre première décennie soit une économie circulaire, de nouvelles chaînes d'approvisionnement en circuits plus courts, une **électrification par micro-réseaux décentralisés de panneaux solaires** et de biodigesteurs, une gestion durable des forêts, etc.

À compter de cette année, nous amorçons une nouvelle décennie qui sera différente de la première: plus d'expérience, des partenariats élargis, plus de moyens financiers grâce au FISIQ. Mais pourquoi s'engager davantage dans l'agroécologie? C'est le virage en cours de l'agriculture dans les communautés du Sud comme dans certaines institutions internationales. Le prochain chapitre explicite cette dynamique portée par l'agroécologie laquelle s'internationalise de plus en plus.





Trois recherches de la CRDC (UQO) ayant servi à appuyer le Fonds Solidarité Sud dans ses choix et favoriser ses partenariats avec l'UPA DI et SOCODEVI.



CHAPITRE 7

Pourquoi le Fonds Solidarité Sud s'engage dans l'agroécologie

Elle peut nourrir le monde et sauver la planète

*«**L'agroécologie pourrait nourrir le monde et sauver la planète**», nous dit depuis 2018 la FAO et l'ONU. L'atteinte de l'objectif d'une nourriture pour tous sur la planète, mis de l'avant par un bon nombre d'organisations et d'experts, passe par la transition sociale-écologique. Plusieurs parlent alors de biodiversité économique et de biodiversité agricole. En économie comme en agriculture, il y a toujours plusieurs modèles et plusieurs politiques possibles. Cependant, une ligne maîtresse s'impose : **l'agroécologie**. Ce qui veut dire qu'une partie de l'agriculture dans un certain nombre de pays est en voie de passer d'un modèle d'agriculture industrielle intensive soutenue par la mondialisation des échanges à un modèle d'agriculture plus respectueux de l'environnement et plus local.*

C'est un changement de paradigme majeur que l'ONU légitime depuis peu :

*Pour nourrir le monde tout en préservant la planète du réchauffement, **l'ONU encourage l'agroécologie. Un tournant historique** après plusieurs décennies de «révolution verte» basée sur l'agriculture intensive, désormais au banc des accusés.*

«Nous avons besoin de promouvoir des systèmes alimentaires durables (...) et de préserver l'environnement: l'agroécologie peut aider à y parvenir», a déclaré mardi le directeur-général de l'Agence des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) José Graziano da Silva, en ouverture du deuxième symposium international sur l'agroécologie à Rome. Le Point, 3 avril 2018.



Le diagnostic ne vient pas d'un quelconque groupe d'écologistes mais bien de la FAO, la plus importante institution internationale engagée sur cette question. Cela mérite explication : depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le développement de l'agriculture est fondé sur **l'utilisation massive d'engrais et de ressources chimiques** (pesticides, herbicides, fongicides) destinés à augmenter les rendements afin d'assurer la sécurité alimentaire de la planète. Mais, comme l'a souligné le 2^e symposium international sur l'agroécologie à Rome, organisé par la FAO, cette approche est très nocive **pour l'environnement**. En d'autres termes, les sols, les forêts, l'eau, la qualité de l'air et la biodiversité continuent de se dégrader. Mais il y a pire : cette augmentation de la production à tout prix n'a pas pour autant, en bout de ligne, éradiqué la faim dans le monde. Voyons cela de plus près.

Insécurité alimentaire à grande échelle et dérèglement climatique

Le moment fort d'une crise qui a provoqué l'insécurité alimentaire généralisée combinée à la quasi-absence d'avenir pour les jeunes, c'est celui des émeutes de la faim en Afrique de l'Ouest il y a de cela un peu plus d'une décennie (2007-2008), crise amplifiée par la suite par le dérèglement climatique. Il n'y a jamais eu autant de personnes déplacées dans le monde soit plus de 80 millions en 2020 surtout pour cause de sécheresse en milieu agricole³. Quel est l'horizon de développement vers lequel la solidarité internationale de proximité peut cheminer pour sortir d'un tel désordre ?

À coup sûr, l'agriculture est un des maillons les plus déterminants du développement parce que c'est l'agriculture qui fait vivre la majorité de la population dans nombre de pays du Sud. Cependant, le développement de communautés rurales est privé de ses composantes les plus élémentaires : **de petites infrastructures économiques locales** et l'accès au crédit qui vient avec ces dernières. Bref ce qui est nécessaire pour faire face à l'insécurité alimentaire et au changement climatique qui lui est associé. La mise à contribution d'une finance solidaire à la bonne hauteur, d'assises économiques locales adossées à un plan d'action pour une transition sociale-écologique de leur économie font partie de l'équation qui répond à cet enjeu.

Le monde rural et la petite agriculture familiale dans le monde aujourd'hui : l'agroécologie ou l'agro-business pour nourrir le monde ?

Dans le monde, il y a quelques 600 millions d'exploitations agricoles dont plus ou moins 80% font moins de 2 hectares, la plupart familiales. Le monde agricole sur la planète est fait surtout de fermes familiales.

Ces fermes familiales, faites de petites et moyennes entreprises, **représentent 40% de l'emploi mondial**. C'est décisif ! Cette agriculture emploie beaucoup et nourrit beaucoup. Et lorsque ces exploitations sont organisées par-delà la stricte subsistance, là où émergent

³ En Afrique de l'Ouest comme en Amérique centrale, c'est la sécheresse qui est le premier facteur du déplacement (davantage que les conflits et le terrorisme). Pour une très bonne description du phénomène, voir Mazataud et Taillefer (2021), *Fuir le couloir de la sécheresse*.



des groupements paysans et des coopératives agricoles, cela devient plus crucial pour la rétention des jeunes. **L'accès à la propriété des terres, l'accès à l'eau et à l'énergie, l'accès au crédit, aux marchés et à la formation professionnelle.** C'est donc à ces questions qu'il faut porter une attention particulière.

Cette agriculture familiale subit une concurrence forte de **l'agrobusiness des pays du Nord qui contrôle, entre autres choses, le système international de distribution.** Lequel est adossé à des politiques publiques des pays du Sud qui, loin de se démarquer de cet agrobusiness le cautionne. La croyance assez généralisée des décideurs sur cette question est à l'effet que ce sont les exploitations de grande taille inscrites dans des productions spécialisées et reposant sur une main-d'œuvre salariée qui constituent **la seule** option pouvant nourrir l'humanité. **Or cette idée reçue ne tient pas la route.**

Ce modèle dominant ne tient plus la route depuis un bon moment. Ce modèle crée peu d'**emplois**, consomme beaucoup d'énergies fossiles et d'intrants chimiques et est donc **nocif** à souhait **pour l'environnement.** De plus, aujourd'hui, **il plafonne dans ses rendements** au Nord comme dans les régions du Sud où il a réussi à faire son nid (pays émergents comme le Brésil, par exemple). **Sa viabilité économique** à moyen terme est devenue plus que **douteuse.**

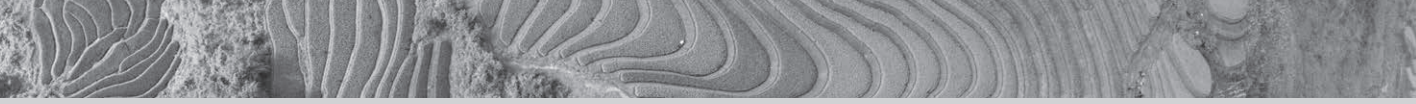
La stagnation de l'agriculture industriellement intensive et de la monoculture

Les rendements de l'agriculture industriellement intensive stagnent depuis les années 1990: 1) l'usage des sols est disputé par l'urbanisation et par l'essor des agrocarburants; 2) le rendement des cultures a commencé à stagner au Nord comme au Sud par carence de nutriments liée à l'agriculture chimique et des premiers effets du changement climatique; 3) la fertilité des terres est en baisse pour cause de recours massif aux engrais chimiques qui menacent santé humaine et écosystèmes. Bref, il faut mettre fin à la monoculture. Source: L'économie verte en 30 questions, p. 43-44.

Le monde urbain des bidonvilles et l'économie populaire

Globalement, l'économie informelle, tendance lourde apparue dans les trois ou quatre dernières décennies dans les pays du Sud, est le lot d'une bonne partie de l'agriculture familiale au Sud (qui en est une principalement de subsistance) mais aussi le lot d'une urbanisation sans industrialisation. C'est dire qu'une population urbaine flottante de travailleurs vit de petits boulots ou d'un travail précaire dans des bidonvilles où tout ou presque est improvisé: **1)** une économie de survie car il n'y a pas ou peu d'activités générant des surplus; **2)** une économie de la débrouille où des millions de gens s'organisent en marge de l'aide et de la réglementation de l'État; **3)** une économie qui privilégie des stratégies d'embauche au sein des groupes familiaux; **4)** une économie où l'accès au crédit est faible.





L'autre partie du modèle dominant est un modèle périurbain d'une autre époque fait de moyennes et grandes villes ceinturées par d'immenses bidonvilles que, en dernière analyse, forme un aménagement chaotique du territoire. L'exode rural massif par vagues successives en périphérie des villes est rapidement devenu un problème d'ordre structurel. L'organisation de ces bidonvilles est un enjeu majeur⁴.

La meilleure réponse économique est une réponse écologique : une expérience d'agroécologie à grande échelle : celle de l'État d'Andhra Pradesh en Inde

Il faut dire adieu à l'agrobusiness. Mais une fois qu'on a dit ça, quelles sont les alternatives ? C'est Vijay Kumar, conseiller sur les questions d'environnement du gouvernement de l'État d'Andhra Pradesh (État du sud-est de l'Inde, 52 millions d'habitants en 2020) qui va décrire, à la conférence de Rome de 2018, l'expérience d'agroécologie de cet État, une expérience à grande échelle : **« Nous avons décidé que 80 % des 6 millions d'agriculteurs de l'État devraient passer à l'agroécologie d'ici 2024 »**, disait alors M. Kumar. Et d'ajouter : « La révolution verte était basée sur des principes faux, avec une dépendance continue aux intrants, or nos paysans ne gagnent rien, (...) et pire, nous avons eu des vagues de suicides de paysans en Inde » ajoute-t-il. « Nous voulons que la production alimentaire augmente chez des paysans heureux, résume-t-il, en se disant enchanté lui-même de voir arriver de plus en plus de jeunes diplômés qui reviennent à la terre avec de bonnes idées ».

Le chemin reste long quand même ! En 2017, l'Andhra Pradesh comptait environ 40 000 agriculteurs travaillant selon les principes de l'agroécologie, 163 000 en 2018, un chiffre dont on a dit à la conférence qu'il passera à 300 000 en 2019. **Il existe donc des solutions probantes à grande échelle avec l'agroécologie**, solutions qui sont en pleine croissance. Bénédicte Manier, journaliste à la revue française *Alternatives économiques* dit dans son dernier livre (Manier, 2018, *La route verte des Indes*) à propos de cette expérience : « C'est la plus importante conversion agricole au monde et un choix politique dont le reste de la planète ferait bien de s'inspirer ». Le projet a comme horizon 2027 nous dit le journal *Le Monde* (Sophie Landrin, 19 janvier 2021).

En d'autres termes, le monde agricole de cet État de l'Inde est en train de démontrer la pertinence de l'agroécologie avec des solutions à la fois simples et ingénieuses pour répondre aux principaux défis du pays et, dans ce cas-ci, **à grande échelle**. Ces paysans ont été capables de transformer des déserts en oasis agricoles; de créer des zones sans plastique et sans déchets, de faire renaître des forêts et des rivières disparues; d'installer des équipements solaires et des poêles écologiques dans les villages privés d'électricité, etc.

⁴ Nous avons raconté ailleurs (et analysé) l'expérience péruvienne des bidonvilles que certains d'entre nous avons bien connu et la façon dont ces derniers s'en sortent lorsqu'ils parviennent à s'organiser (Favreau et Fréchette, 2003; Fréchette, 2017).



Et d'ajouter dans la présentation de son livre :

Ces réussites sont transposables au monde entier et constituent une inspiration pour mener nos propres transitions. L'Inde est aujourd'hui un laboratoire écologique à l'échelle planétaire, qui réconcilie l'homme avec la nature et dessine un enjeu mondial : trouver un mode de développement résilient et inventer un autre avenir.

Dans le même ordre d'idées, la meilleure réponse à la désertification de 12 pays africains et de milliers de communautés locales de ces pays est écologique et consiste à reboiser massivement afin de stopper les avancées du Sahel par une grande Muraille verte. Lors de sa venue au Québec à l'automne 2015, le sociologue sénégalais, Sambou Ndiaye – que la CRDC et le Fonds Solidarité Sud avaient invité – nous confiait son inquiétude et son espoir dans ce combat écologique majeur de son pays et d'une dizaine d'autres aux prises avec la **désertification**.

Le journal *Le Monde* raconte assez bien le long combat de ces pays et de leurs communautés (Guénard, Marion, *Le Monde Afrique*, 19 avril 2016). Simultanément au reboisement étape par étape, c'est-à-dire par parcelles, des jardins ont été créés pour permettre aux éleveurs de diversifier leurs activités et de limiter les effets du surpâturage. «À Widou, c'est une coopérative de 248 femmes qui en a la gestion. Oignons, pommes de terre, pamplemousses, mangues... La production des jardins est destinée à l'autoconsommation et à la vente sur les marchés», dit l'article du Monde. D'ici une vingtaine d'années, les autorités sénégalaises espèrent que les conditions de survie de l'écosystème seront rassemblées (c'était en 2016). On voit la tâche titanesque qui est engagée. On comprendra pourquoi l'UPA DI a soutenu les organisations paysannes sénégalaises qui sont à la base de la création du ROPPA, le Regroupement des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest, organisations qui sont à l'avant-scène de cette lutte de cette grande région d'Afrique.

Comme le dit si bien le politologue Serge Michailof, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques de France (l'IRIS) et ex-directeur des opérations à l'Agence française de développement (AFD) en référant aux pays du Sahel :

Les objectifs du millénaire adoptés en l'an 2000 ont servi pendant 15 ans de véritable boussole pour guider l'action des agences d'aide internationales... Le malheur est que divers domaines pourtant fondamentaux...ont été oubliés: 1) le développement agricole et rural alors que la majorité des pauvres se trouve au fond des campagnes; 2) le problème des bidonvilles...où réside dans des conditions souvent épouvantables la population urbaine la plus pauvre...

...Les donateurs ont fidèlement aligné leurs priorités sur les Objectifs du millénaire pour le développement..., c'est-à-dire essentiellement des activités sociales... au détriment des activités productives. En gros les secteurs sociaux ont été assez abondamment financés...Or, pour ces pays, l'urgence absolue est... en premier l'emploi, qui repose largement sur le développement agricole dont se sont désintéressées depuis 30 ans les agences d'aide. Une autre urgence est le développement des infrastructures économiques, en particulier dans les petits centres



*urbains qui devront accueillir une bonne part des ruraux chassés de leurs terres et aujourd'hui toujours sans électricité. Sources: site de l'auteur, article de 2017 sur les nouveaux objectifs du développement durable et son livre de 2015, *Africanistan*, les pages 300 à 310.*

On peut dire cela des agences publiques d'aide mais aussi d'un certain nombre d'OCI qui se sont laissés entraîner dans cette dynamique. D'où l'importance que nous accordons au FSS à la solidarité économique trop peu développée. Pourquoi? Un des constats majeurs est le peu d'avenir des jeunes des familles de milieu rural en Afrique de l'Ouest comme en Amérique latine: **l'emploi est un problème central**. D'où notre orientation pour soutenir des organisations paysannes, leurs collèges de jeunes et de femmes en priorité.

Nous sommes présents dans des pays où le filet social est faible. L'accès à l'éducation et à la santé pour les familles et les jeunes de ces communautés est donc faible. Donc, **à la différence du Nord, au Sud on ne peut séparer le social (santé et éducation) de l'économique (l'économie de proximité)**. C'est à ce titre que l'accès au crédit par des services financiers qui leur sont propres et l'accès à l'électricité par des services énergétiques durables sont devenus pour nous des priorités.

Un autre modèle émerge : plus écologique et plus créateur d'emplois

Des millions d'exploitations de petite taille disposent d'un potentiel énorme pourvu que des organisations locales puissent se mettre en branle, lesquelles peuvent être soutenues par la solidarité internationale de proximité. Une agriculture durable et plus écologique est **un des secteurs les plus prometteurs en emploi** sinon le plus prometteur parce que moins intense en intrants et davantage en emplois (Granjean dans *Sciences humaines*, hors-série numéro 1, mars/avril 2017, *Les habits verts de la croissance*).

Il faut alors **restaurer la capacité de production alimentaire locale** destinée aux villes plutôt qu'à l'exportation et **relancer les États** pour qu'ils développent des **politiques agricoles** dans cette direction. Ce qui équivaldrait, dans nombre de communautés du Sud, à faire **véritablement** la « lutte à la pauvreté » nous disent les meilleurs agroéconomistes, géographes ou sociologues⁵.

L'agriculture est aussi dans la zone périurbaine et même dans la ville

Le monde rural n'a pas le monopole de l'agriculture aujourd'hui en Afrique comme en Amérique latine. Nous sommes de moins en moins dans une situation de clivage nette en le rural et l'urbain, avec l'arrivée d'une zone périurbaine significative. L'agriculture périurbaine constitue un important grenier agricole pour de nombreuses villes régionales qui assurent une part importante de leurs besoins en légumes et autres produits agricoles. La FAO évalue que l'agriculture autre que rurale représentera une production de l'ordre de 15 à 20% dans les décennies qui viennent :

⁵ Griffon (2006), Parmentier (2009), Brunel (2010), Gadrey (2010), Lipietz (2012), Giraud (2016), Dufumier (2019) et le groupe des scientifiques réunis par Raïsson (2016) tout comme ceux réunis par Paul Hawken (2017). Pour en savoir plus sur toutes ces recherches voir Favreau et Fréchette (2019) p.121 à 150.



La croissance rapide des villes dans le monde en développement met à rude épreuve les systèmes d'approvisionnement alimentaire urbains. L'agriculture - qui comprend l'horticulture, l'élevage, la pêche, la sylviculture, et la production fourragère et laitière - s'étend de plus en plus aux villes. L'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) fournit des aliments frais, génère des emplois, recycle les déchets urbains, crée des ceintures vertes, et renforce la résilience des villes face au changement climatique. <http://www.fao.org/climate-smart-agriculture/knowledge/practices/periurban/fr/>

La journaliste Bénédicte Manier en fait la démonstration dans son ouvrage après avoir mené un travail d'enquête sur une dizaine d'années en sillonnant une dizaine de pays du Nord et du Sud (Manier, 2016: 29-148) :

*Les initiatives d'**agriculture périurbaine** ne sont plus des initiatives marginales ni celles de la transformation alimentaire issues des communautés elles-mêmes là où les cuisines collectives ont pu se développer à une certaine échelle comme c'est le cas du Pérou. Ces initiatives sont même en voie de devenir de plus en plus internationales car présentes et actives au Nord comme au Sud.*

Bénédicte Manier note en effet que la production vivrière **dans les villes du Sud** est même en voie de fournir une part non négligeable de la production alimentaire mondiale. Environ 800 millions de citoyens, en majorité dans les pays en développement, mettent à profit des arrière-cours, des toits, des terrasses dans les quartiers de bidonvilles.

Bref les méthodes agroécologiques de production, le développement d'ateliers locaux de production d'énergies renouvelables (éolien et solaire), les circuits d'approvisionnement de proximité...constituent les voies d'avenir d'un développement solidaire et durable aujourd'hui et dans l'avenir. C'est ce que confirme le politologue Jacquemot (2021) pour l'Afrique :

À Dakar, cette activité couvre à hauteur de 75 % la demande en légumes et sa composante avicole représente un tiers de la production nationale. Le maraîchage connaît une expansion considérable: la production de fruits et légumes a crû de 140 % entre 2000 et 2018. La région littorale des Niayes, qui fournit Dakar en produits frais, assure la majorité de cette production. La même tendance est observée dans toutes les villes d'Afrique.

L'agriculture urbaine et périurbaine est d'ailleurs souvent pratiquée par des agriculteurs qui ont perdu la majorité de leurs terres agricoles du fait de l'urbanisation fait-il observer « et qui continuent à produire de manière intensive sur des parcelles situées dans des zones non bâties ou non constructibles (agriculture d'interstices). »

Elle prend des formes multiples: jardins maraîchers, élevage de volailles, de moutons, de porcs ou de bœufs dans les cours, cultures de subsistance au bord des rues. Tous les lieux sont investis: trottoirs, arrière-cours, jardins, fossés. La proximité des marchés est une condition ou une circonstance favorable qui incite à l'innovation. Selon la FAO, en 2019, 40 % des ménages urbains d'Afrique subsaharienne conduisaient des activités agricoles en ville. Ce chiffre est peut-être approximatif, mais il est révélateur de l'ampleur du phénomène.



Cette agriculture à part entière est souvent sous-estimée. Sa situation foncière reste précaire : les terres agricoles du périmètre urbain et périurbain sont d'abord perçues comme des réserves foncières pour l'expansion de l'habitat ou des infrastructures. Elles font donc l'objet de grandes spéculations qui empêchent systématiquement l'agriculture d'assurer son rôle à proximité des centres de consommation que sont les villes. Ce fut en partie l'expérience de Villa el Salvador qu'une équipe aujourd'hui au Fonds Solidarité Sud avait étudié au Pérou, une communauté périurbaine de 350 000 habitants qui a réussi son pari contre le capital foncier⁶.

On ne peut ignorer que l'agriculture périurbaine et urbaine constitue un important grenier alimentaire. C'est que « le clivage campagne-ville s'estompe avec près des trois quarts de la population africaine qui vit à l'interface entre zones rurales et zones urbaines » nous dit Jacquemot. C'est encore plus vrai de bon nombre de pays d'Amérique latine. C'est ce que l'on peut observer autour d'agglomérations à vocation surtout régionale, disposant de services diversifiés et de petites villes construites sur d'anciens noyaux villageois devenus de micro-centres urbains. Des routes et des marchés, des infrastructures d'électricité et d'eau de même que des écoles et des services de santé favorisent cette forme mixte de nouvelle ruralité et d'urbanisation.

Certes des communautés rurales isolées existent encore. Mais la radio et la téléphonie mobile stimulent l'accès à l'information et le besoin de mobilité et finissent par brouiller les limites. Le réseau routier structure le peuplement et stimule les mobilités de personnes qui vivent tantôt en ville tantôt au village, au gré des saisons ou de la période de la vie. Nombre de villageois s'urbanisent tandis que les zones urbaines n'abandonnent pas certaines de leurs activités rurales antérieures. Et nombre de citoyens participent à une activité agricole, sous une forme ou sous une autre (Jacquemot, 2021)

Cette imbrication croissante des sociétés rurales et urbaines produit de nouvelles formes d'organisation des territoires. Dans la foulée des deux dernières années de pandémie (2020-2021), il est vraisemblable que de nouvelles chaînes de valeur locales et régionales, rurales et périurbaines soient en voie de s'organiser, favorisées en cela par la mobilité des ressources vers des pôles urbains proches.

Dans un autre registre, la sécurité alimentaire recherchée par les organisations paysannes et leurs semblables (collectifs de femmes entrepreneures et coopératives agricoles) ne s'obtiendra pas sans des **services énergétiques durables** et des **services financiers** qui leur sont propres. Nous verrons comment, dans les deux prochains chapitres, les nouvelles dynamiques sont déjà engagées sur ces deux terrains.

6 Trois références complémentaires sur ce sujet : la première est une recherche sur le terrain à Villa el Salvador menée par des chercheurs de la CRDC http://w3.uqo.ca/crdc/00_fichiers/publications/cahiers/RR1.pdf. La seconde, celle d'un journaliste français qui fait le récit des trois premières décennies de ce bidonville animé par une mobilisation citoyenne exemplaire : Solon, David (1998), *Villa el Salvador, la ville née du désert*. La 3^e nous renvoie à une étude-terrain de Lucie Fréchette sur les cuisines collectives et les jardins collectifs de ce coin de pays où de nouvelles chaînes de valeur ont été créées en matière d'approvisionnement alimentaire, initiative par laquelle les femmes prennent aussi véritablement leur place dans l'espace public du pays : <https://www.fondssolidaritesud.org/agriculture-urbaine-et-cuisines-collectives-une-dynamique-a-la-fois-ancienne-et-nouvelle-de-securite-alimentaire-dans-les-communautés-locales/>





CHAPITRE 8

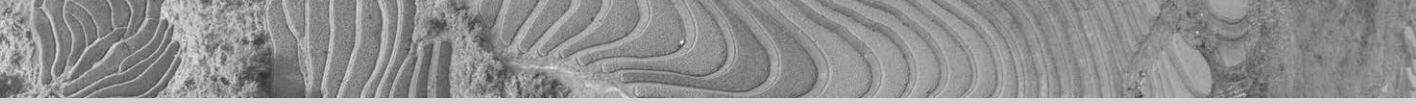
Pourquoi le Fonds Solidarité Sud s'engage dans l'accès à l'énergie

L'électricité crée un cercle vertueux de développement

*L'accès à l'énergie n'est pas une fin en soi. Elle a cependant **un impact majeur sur toutes les facettes de l'activité humaine**: les familles, l'entrepreneuriat en agriculture tout comme les soins de santé, l'éducation et plus encore. C'est qu'elle apporte avec elle **des changements quotidiens radicaux** à une communauté: les enfants qui vont à l'école reviennent à la maison et peuvent y faire leurs devoirs; les familles peuvent garder les aliments au frais et les cuisiner sans nuire à leur santé (effet de la fumée du charbon de bois); le centre de santé peut fournir des soins à toute heure du jour ou de la nuit, disposer d'un éclairage fonctionnel et de médicaments réfrigérés; les agriculteurs peuvent produire davantage grâce au développement de chaînes de froid, le petit commerce demeurer ouvert le soir.*

L'agriculture et l'élevage ont besoin de l'énergie, notamment l'électricité pour pouvoir avoir accès à l'eau (pompe), pour la manipulation des récoltes et la ventilation au moment du stockage (moteur électrique), la distribution des aliments, la ventilation et l'éclairage dans les bâtiments d'élevage, même dans les petites exploitations nous écrivait récemment André Beaudoin, ex-secrétaire général de l'UPA DI aujourd'hui président du FISIQ





En fait, l'électricité crée un cercle vertueux. Voyons comment les choses se présentent à cet égard en se fondant sur une recherche menée conjointement par le comité Recherche et développement du Fonds Solidarité Sud et la CRDC. L'électricité en milieu rural, la mal-aimée, la sous-estimée, l'impensée de la solidarité internationale québécoise. Le 30 octobre 2020, nous étions très exactement 50 personnes en provenance de toutes les régions à réfléchir sur les modèles de coopération internationale du Québec avec le Sud et ce qui est en train de changer. Dans la foulée de l'ouvrage Favreau et Fréchette (2019) et de ce rendez-vous annuel, le FSS a mis en chantier une recherche sur les services énergétiques en Afrique de l'Ouest.

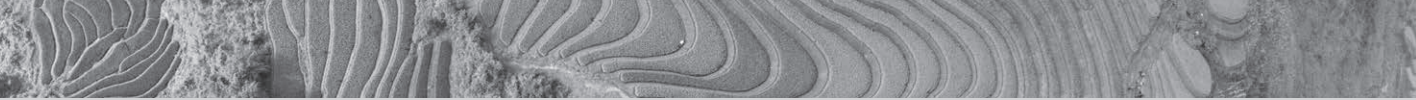
1. L'électricité des villages dans les communautés du Sud : les principales raisons de s'y intéresser

Alors que les pays du Nord disposent à 99% de l'électricité, l'Afrique subsaharienne affiche un taux de 43% principalement dans les grands centres urbains. Il y a pire car, en milieu rural, trois familles sur quatre en sont privées. Le rythme du développement électrique n'a pas suivi celui de la croissance démographique, qui est de 5% par an. Près de 621 millions de personnes, soit **un Africain sur deux**, ne bénéficie pas de l'électricité. Ce n'est pas un hasard si « l'accès de tous à des **services énergétiques** fiables, durables et modernes à un coût abordable d'ici à 2030 » fait partie des 17 objectifs de développement durable de l'ONU. Dans les zones rurales, *Reporterre* rapporte que « 30% seulement de celles-ci seront raccordées aux réseaux nationaux, tandis que **la plupart disposeront d'électricité grâce à des installations à usage domestique ou à des mini-réseaux** » qu'elles se seront données elles-mêmes. *Bref, les populations ont déjà commencé à prendre leur destin électrique en main, car l'électricité fournie par l'État reste chère, sans compter les nombreuses coupures. Les familles sont d'ailleurs souvent obligées de se procurer des groupes électrogènes en secours* » (*Reporterre*, 2017).

Bien qu'à géométrie variable, les besoins en électricité sont immenses pour toutes les composantes des communautés du Sud : **a)** pour leur agriculture, matrice économique de développement en milieu rural; **b)** pour les familles, les femmes en particulier (ne plus faire la cuisine au charbon de bois, avoir des réfrigérateurs communautaires, permettre aux enfants de faire leurs devoirs en soirée); **c)** pour le petit commerce (éclairage des rues); **d)** pour les écoles; **e)** pour les services de santé; **f)** pour les services numériques. Le schéma ci-dessous illustre les liens entre l'accès à l'énergie et le développement; le tableau qui suit regroupe les impacts potentiels des services énergétiques.

Les principaux liens entre accès à l'énergie et développement humain





Impacts sociaux	Impacts économiques	Impacts écologiques
Sécurité alimentaire	Amélioration de la production agricole : activités génératrices de plus de revenus	Aide au passage à une agriculture plus durable
Éducation : Meilleure qualité des écoles (outils audio-visuels et éclairage)	Meilleures conditions à la maison. Réduction de la facture énergétique	Réduction de la pollution grâce aux énergies renouvelables et d'utilisation des combustibles fossiles
Santé <i>Centres de santé :</i> meilleurs équipements, meilleures conditions sanitaires; chaîne du froid pour vaccins et médicaments; moins d'infections respiratoires à la maison	Accroissement du temps disponible pour les activités domestiques et pour les activités commerciales, artisanales.	Moins de coupe de bois pour les besoins domestiques (diminution de l'usage de la biomasse non renouvelable) Élimination des lampes de pétrole
Accès à l'eau propre Meilleure qualité de l'eau et approvisionnement fiable	Développement nouvelles activités : conservation des produits agricoles et leur transformation	Pompage électrique par le solaire
Sécurité Éclairage public, réduction des vols et des agressions (avantage le plus cité par la population).	Création d'emplois dédiés : Installation, entretien et gestion des équipements (technicien, comptable, collecte des redevances, etc.)	
Accès à l'information Radio/télévision	Recharge des téléphones mobiles	
Égalité des genres Allègement des tâches domestiques	Création d'activités économiques génératrices de revenus (maraîchage, couture, cuisine)	

Les besoins sont là et toutes les composantes des communautés sont mobilisables sur cet enjeu. **Or, la donne a beaucoup changé depuis 10 ans. Ce qui pouvait être souhaitable hier mais non praticable est aujourd'hui devenu un possible.**



Au plan économique : la chute des prix du solaire et autres énergies renouvelables est un révélateur : en 10 ans le prix du solaire a fondu de 85 % et l'éolien est en forte baisse. Le contraire pour le fossile. Mieux, c'est devenu l'option la moins chère en Afrique (de Ravignan, 2016). **Au plan politique**, certains États ont la volonté d'investir ce défi, Sénégal en tête (Le Monde 2016). **Au plan de la société civile** (et en premier lieu les paysans), des initiatives citoyennes créent des réseaux locaux dans ce registre (Reporterre, 2017). **Au plan des organisations paysannes**, face au coût du pétrole et aux faibles rendements d'une production agricole soutenue par des pesticides, celles-ci implantent de nouvelles pratiques liées à **l'agroécologie** et à **l'agroforesterie**. Au cœur du processus, intervient l'importance capitale d'une électricité **moins coûteuse et plus protectrice des écosystèmes** en croisant les efforts : semences locales, énergies alternatives, irrigation contrôlée des terres, préservation des produits par stockage dans des bâtiments appropriés (chambres froides).

2. Le développement des communautés aujourd'hui sans l'accès à l'énergie est de plus en plus illusoire

Au sein de quelques OCI comme UPA DI, SOCODEVI ou Fonds Solidarité Sud, il y a un moment déjà qu'on s'intéresse aux infrastructures économiques des communautés, notamment sur le rôle aujourd'hui incontournable de l'électricité dans le développement des communautés. Car soutenir le développement aujourd'hui sans l'accès à l'énergie devient de plus en plus illusoire. D'autant plus qu'à l'heure actuelle les énergies renouvelables (solaire, éolienne, hydraulique villageoise, etc.) pour l'électrification rurale peuvent être offertes à des communautés à **moindre coût et de plus en plus de façon décentralisée**.

L'enquête menée par le Fonds pendant un an a confirmé cette hypothèse par l'étude de nombreux cas : des expériences fortes comme celle de l'UGPM, une organisation paysanne sénégalaise que nous connaissons depuis longtemps et dont nous avons relaté la transition énergétique au chapitre 5. Puis nous avons repéré des recherches sur le sujet de même que des prises de position de directions d'organisations paysannes des pays concernés et non des moindres comme cette dernière : « *Avant la fin de mon mandat, je voudrais que nous ayons réalisé des projets structurants comme l'électrification des villages d'ici 2025. Il n'y a même pas 25% des villages qui ont l'électricité. Et l'électricité est le préalable pour l'accès à l'eau potable, la santé, le travail...* » disait le président du CCPA, le Cadre de concertation des producteurs d'arachides, une importante organisation paysanne sénégalaise (Godin, 2019 : 93).

Sénégal : 25 % des récoltes perdues à cause du manque d'infrastructures de stockage

Les carences des dispositifs de stockage et de conservation font que jusqu'à 25 % de pertes de récoltes sont enregistrées chaque année, ce qui signifie que la quasi-totalité (ou une part essentielle) des importations peut être évitée», souligne l'étude de l'IPAR portant « sur l'amélioration des conditions de commercialisation des filières horticoles au Sénégal ».



*Pour inverser cette tendance, **les chercheurs préconisent de doter les plateformes des agriculteurs de chambres froides en vue d'assurer une bonne conservation des produits sur une longue durée et d'élaborer un plan d'amortissement des immobilisations utilisées dans les plateformes, notamment pour les magasins de stockage, les chambres froides et les équipements de pesage.***

C'est un véritable levier stratégique de développement économique: l'expérience de l'OCI PARDEC (Partenariat pour le développement des communautés) en matière d'électrification, notamment par le solaire, a été mise en lumière par son directeur, Baudouin Kutuka, un des conférenciers de ce rendez-vous du FSS à l'automne 2020.

Personnellement, je reste convaincu qu'en ce siècle, parler de développement sans accès à l'énergie n'est que chimère. Les communautés du Sud comme celles du Nord, ont réellement besoin d'énergie pour assurer leur développement. La satisfaction des besoins en eau potable; en irrigation, production, transformation et conservation de produits agricoles; en matière de cuisson et de protection des écosystèmes forestiers; en matière d'amélioration de service de santé en milieu rural, etc. passe, sans nul doute, par un accès à l'énergie. Osons et les autres viendront vers nous pour apprendre de notre expérience.

Puis un des participants, Yves Galipeau, ex-directeur général du Cégep de la Gaspésie et des Îles qui a une longue expérience de son cégep à l'international, notamment en matière d'électrification rurale verte en Afrique de l'Ouest, a donné son écho à la rencontre de la façon suivante :

J'ai bien apprécié me replonger dans ces questionnements sur le développement. Je suis convaincu que les micro-réseaux autonomes alimentés aux énergies renouvelables sont des solutions bien adaptées pour l'électrification villageoise en Afrique. J'ai eu l'occasion de le constater en travaillant à des projets visant la formation de techniciens en énergie solaire appliquée au Burkina Faso et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

En fait quand on regarde la question de l'électrification rurale au Québec, ce n'est pas si loin. C'était en 1945. Elle a été obtenue du gouvernement de l'époque sous la pression de l'UCC (l'UPA d'aujourd'hui), des coopératives d'électricité et d'un petit groupe de municipalités. Le Québec voit en effet naître 63 coopératives et 32 réseaux municipaux durant cette décennie. Au final, retenons que **c'est ce qui va constituer une des plus importantes infrastructures pour favoriser le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture génératrice de revenus dans les fermes familiales québécoises** (l'autre étant le service routier pour rendre possible la commercialisation collective des produits de la terre sur l'ensemble du territoire). Or, c'est très précisément là où en sont rendues de nombreuses communautés rurales au Sud. Avantage: les solidarités rurales de ces pays s'appuient sur une forte synchronie entre fermes et territoires, entre les producteurs agricoles et leurs villages, l'agriculture étant l'ancrage principal de ces communautés :



Concrètement, l'UCC va intégrer des objectifs liés à l'aménagement du territoire, à l'électrification des villages, au développement des coopératives, à la formation de la relève agricole... Bref, elle va s'intéresser à un ensemble des solidarités rurales rejoignant tout à la fois les aspirations des agriculteurs et celles de leurs communautés. (Favreau, 2018 : 22-23)

Certes le défi est immense et pour l'instant les progrès sont modestes et très contrastés : projets à petite échelle qui n'entraînent pas de changements très significatifs, mauvais choix technologique, faible implication des populations locales, etc. Par contre, la conjoncture sociale et politique est de plus en plus favorable à un certain déploiement. Un certain nombre d'initiatives paysannes (et de localités) soutenues par la coopération du Nord notamment au Sénégal et à Madagascar illustrent bien la chose. **Un exemple à petite échelle : Paméla**, initiative d'une fondation française, la Fondation des énergies du monde (FONDEM). **Un exemple à l'échelle régionale : PAER** à Saint-Louis soutenue par la coopération française. Et **un exemple-phare à plus grande échelle**, celle d'une organisation paysanne : **l'UGPM** dans la région de Thiès soutenue par la finance solidaire française, *Solidarité internationale pour le développement et l'investissement*, la SIDI. Voyons cela de plus près.

3. Électrification des villages : l'expérience sénégalaise dans la dernière décennie

Données de base en matière d'électrification au Sénégal

En zone rurale au Sénégal, où vit près de 60 % de la population, le taux d'électrification est de 17 %. L'énergie est le deuxième poste de dépense d'un foyer, avec 13 euros par mois en moyenne, sur un budget de 97 euros, pour l'achat de pétrole, de bougies ou encore de piles. Les énergies traditionnelles (bois, charbon de bois, déchets végétaux et animaux) représentent 49 % de la consommation finale d'énergie dans le pays. Elle reste dominée par les hydrocarbures et la biomasse non renouvelable. Le système énergétique du pays est fortement tributaire des produits pétroliers et de la biomasse : la biomasse (54,3 %) et les produits pétroliers (40,3 %). La part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique du Sénégal reste très faible, malgré un potentiel très élevé pour l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'hydroélectricité (PNER, 2016).

- ◆ **Électrification d'activités productrices par l'énergie solaire dans 10 localités soutenue par la Fondation pour les énergies du monde (FONDEM) au Sénégal et à Madagascar, le Partenariat Multi-acteurs pour un accès durable à l'Électricité des Activités économiques (PAMÉLA)**

Démarrage

Démarré en mars 2016 et prévu jusqu'en 2020, le projet Paméla s'est déroulé dans deux pays : le Sénégal et Madagascar. Il visait **l'électrification par énergie solaire d'activités productives**, avec plusieurs impacts concrets pour les populations



ciblées: augmentation des revenus, accès à l'emploi, diversification des produits et services disponibles en zone rurale, réduction de la pénibilité des tâches.

Contexte

Le projet Pamela a vocation à renforcer les économies locales dans des régions où la FONDEM a déjà œuvré en Casamance et dans le sud de Madagascar. **Dix localités rurales** bénéficient aujourd'hui de services énergétiques de qualité, fondés sur des **énergies renouvelables** et gérés par des **exploitants locaux**. L'accès à l'électricité dans ces localités a favorisé l'émergence de nouvelles activités économiques, en particulier de services (recharges de téléphones portables, entrepôts réfrigérés).

Toutefois, l'émergence d'activités productives plus structurantes ne va pas de soi. Le développement économique local est favorisé par l'accès à l'électricité mais il ne donne sa pleine mesure qu'en étant croisé avec d'autres éléments: l'accès aux financements des entrepreneurs locaux, l'accès à des équipements productifs de qualité, la maîtrise de la comptabilité et la promotion pour le développement de nouveaux marchés, etc. Les **activités productives à fort potentiel** doivent être **identifiées**: maraîchage, transformation de fruits, conservations de produits de la pêche, artisanat local (menuiserie, couture, etc.).

◆ Programme d'accès aux énergies renouvelables – Zone Nord Sénégal (Saint-Louis) (PAER) mis en place à travers le Partenariat Lille/Région des Hauts-de-France et Saint-Louis au Sénégal

Depuis 2017, le Programme d'Accès aux Énergies Renouvelables (PAER) dans la Région de Saint-Louis est mis en œuvre à travers un pilotage conjoint avec l'Agence Régionale de Développement (ARD) et l'ONG GERES (appui au volet technique). Ce programme vise la diffusion des **énergies renouvelables**, en réalisant des projets démonstratifs (solaire et biogaz) à destination des **ménages, opérateurs économiques et organisations paysannes** (PAER, 2020). La première phase du projet s'est déroulée de 2017 à 2020. Une des premières activités réalisées sur le terrain fut l'accès aux énergies renouvelables à Cas-Cas.

Dans ce village, 456 femmes maraîchères exploitent chacune une parcelle de 40 m². La zone de culture irriguée par une pompe au diesel représentait un coût important pour ce Groupement d'Intérêt Économique (GIE). Pour y remédier, un système de mix énergétique (solaire et biogaz) aura permis de réduire les émissions de CO², de faire des économies sur l'achat de carburant et parvenir à de meilleurs rendements agricoles et donc de diversifier leurs sources de revenus (fabrication de produits transformés).

De quelques résultats et de quelques faiblesses

Création donc de plateformes de production énergétique fondées sur des modèles mixtes (biogaz et solaire) dont l'installation de 30 bio-digesteurs au profit de ménages (production de biogaz de cuisson et d'engrais) et mise en place d'un dispositif de recherche-action sur les énergies renouvelables en lien avec l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.



Ce projet nous a intéressé dans la mesure où il a mobilisé plusieurs acteurs (institutionnels, entreprises, universités et centres de recherche) dans un maillage d'une région du Nord (France) et du Sud (Sénégal) et parce qu'il est multisectoriel. Le problème de fond a été la faible mobilisation des organisations paysannes et des entreprises locales. Une approche initiale trop *top-down* (dite descendante) et peut-être une ambition trop grande pour une durée trop courte du projet.

◆ **Expérience-phare, celle d'une organisation paysanne, l'UGPM soutenue notamment par la SIDI française et l'UPA DI (programme LSGT): miser sur la finance solidaire avec les groupements paysans et des collectifs de femmes.**

Expérience-phare pourquoi? Parce qu'elle a su et pu croiser plusieurs conditions de réussite: **1)** l'existence d'une **organisation paysanne** regroupant des milliers de membres (2 050 fermes et 5 000 membres dont les 2/3 sont des femmes) qui a **l'initiative** du processus; **2)** couvrant une région entière et plusieurs dizaines de villages (90); **3)** une caisse d'épargne et de crédit de groupe; **4)** une coopération financière de capital patient à la bonne hauteur (le fonds d'investissement solidaire français, la SIDI); **5)** la mobilisation des femmes dans les 90 villages pour canaliser une épargne locale en vue de pouvoir acheter des panneaux solaires le moment venu (des mutuelles de solidarité, les MUSO); **6)** la création d'un atelier de panneaux solaires **dans la région** (avec l'expertise locale qui se constitue) pour la construction et la réparation.

On aura d'abord remarqué qu'il y a un changement d'échelle: plusieurs organisations, plusieurs villages, plusieurs financements croisés: dans le cas de l'UGPM, ce sont 2 050 fermes familiales, 5 000 membres et 90 villages qui ont bougé. Et un financement de 300 000 euros (dont les 2/3 provenaient d'un prêt de capital patient de la SIDI). Ce créneau n'est pas pour autant uniquement de grande échelle. Cette intervention a nécessité **une assise forte à l'échelle locale** au point de départ en s'appuyant **sur les savoir-faire des communautés** de producteurs agricoles organisés mais aussi des femmes également organisées en mutuelles dans les villages. **Il fait la démonstration de l'importance d'être proche des besoins locaux des communautés** tout en pensant simultanément sa reproduction **à une échelle plus large (la région)**. Il a aussi fait la preuve de l'importance **de femmes** et des **services financiers**.

Dans ce dossier du développement économique local, les services financiers des communautés rurales deviennent aussi incontournables. C'est ce que le dernier chapitre examinera.





ENDA ENERGIE



ÉNERGIES POUR LE MONDE

Deux organisations non gouvernementales (ONG) internationales vouées au développement des énergies renouvelables en milieu rural en Afrique





CHAPITRE 9

Pourquoi le Fonds Solidarité Sud s'engage dans l'accès au crédit

L'épargne solidaire pour le développement

*Le développement économique local dans les pays du Sud repose en grande partie sur l'agriculture familiale. Les pays du Sud, en grande majorité, sont d'abord le fait de communautés rurales, communautés mal aimées du développement. L'agriculture familiale est leur assise économique première. Cependant cette agriculture est encore largement une économie de subsistance. Comment sortir de cette économie de survie vers une agriculture durable et génératrice de revenus? Un des leviers est assurément d'avoir **des services énergétiques appropriés** comme nous l'avons démontré dans le chapitre précédent. L'autre levier de développement consiste à assurer **l'accès au crédit** des producteurs agricoles et de leurs communautés, en d'autres termes, constituer **des services financiers collectifs qui leur sont propres** parce que ceux qui existent déjà ne leur offrent pas ou peu de prêts. Le présent chapitre abordera trois questions :*

- 1. Comment le Fonds Solidarité Sud en est-il venu à s'intéresser à ce type de question ?*
- 2. Comment l'épargne locale du Sud et l'épargne d'ici dirigée vers le Sud peuvent-ils se croiser et ainsi devenir un levier précieux de développement de leurs communautés ?*
- 3. Que nous enseignent les communautés qui ont pris ce chemin ?*



Le constat de départ au Sud

Les communautés du Sud avec lesquelles les OCI du Québec travaillent ont généralement des difficultés importantes **d'accès au crédit** pour le développement de leurs entreprises (ou leurs projets de démarrage d'entreprises). Plus globalement, elles ont des difficultés à se doter d'un tissu économique local, d'une économie de proximité qui permet de sortir de la dépendance d'un développement venant d'ailleurs. Cette économie de proximité a donc besoin d'une **finance solidaire patiente** pour leurs projets de développement à savoir, le soutien à **de petites et moyennes entreprises collectives** (coopératives, mutuelles et associations à vocation économique) fortement enracinées dans leur milieu et contrôlées par des membres de ces communautés. **De même, elles ont besoin d'institutions locales de microfinance socialement engagées** (banques communautaires, caisses populaires, caisses rurales d'épargne et de crédit, fonds locaux dédiés, mutuelles d'assurance, etc.) pour consolider leur tissu économique productif. La finance solidaire québécoise qui est une finance patiente et socialement engagée peut fournir son expérience québécoise et internationale et son expertise.

Le Fonds solidarité Sud s'est d'abord intéressé à l'histoire socio-économique du Québec

De la même façon que l'agriculture familiale des pays du Sud ne sortira pas de son économie de subsistance sans services énergétiques, elle ne s'en sortira pas sans avoir ses propres services financiers. **L'histoire socio-économique** des communautés rurales au Québec est révélatrice à cet égard.

En effet, l'histoire socio-économique des communautés rurales au Québec peut nous en apprendre beaucoup. Qu'ont fait les communautés rurales du Canada français - devenu le Québec - au 20^e siècle ?

Quand on observe l'arrivée de **l'électricité** dans les villages dans les années 1940 et dans les décennies qui suivront, on observe que c'est le croisement de coopératives d'électricité et de **la finance locale à finalité sociale** - des caisses populaires (mouvement Desjardins) - qui l'aura permis. Sans compter l'apport des syndicats de producteurs agricoles qui feront avancer le dossier auprès des autorités locales (municipalités) et des partis politiques. Et finalement dans des politiques publiques.

Le monde agricole a pu ainsi se donner des **services collectifs de commercialisation de leurs produits** (coopératives agricoles) et des **coopératives de travail** (coopératives forestières). En matière d'électrification, **plus de 60 coopératives d'électricité** sont nées dans les années 1940. **L'assise économique des villages venait pour l'essentiel de la terre et des forêts.** Même chose dans les communautés ouvrières avec des syndicats qui donneront un élan à **des services financiers qui leur sont propres** dans les années 1960-1970 - des **caisses d'économie de groupe** - puis dans les années 1980-1990 des **fonds de travailleurs.**



Autrement dit, dans la trajectoire socio-économique du Québec de différentes périodes, il n'y a pas eu que la domination de multinationales venues d'ailleurs. Cette autre dynamique économique a d'ailleurs levé de quelques crans dans les années 1970. L'histoire de la **Caisse Desjardins d'économie solidaire** qui fête cette année son 50^e anniversaire est un excellent révélateur de ce courant (Maheux, 2016). Dans la foulée, nous nous sommes également intéressés à la finance solidaire au sein de communautés du Sud.

Le Fonds solidarité Sud prend connaissance de la finance solidaire du Sud : un premier séjour d'observation en Afrique de l'Ouest

Invités fin 2002, comme membres de la direction du GESQ⁷ à participer à une rencontre internationale du Réseau Lima/Québec/Dakar au Sénégal (réseau devenu plus tard le *Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire*, le RIPESS), quelques-uns d'entre nous avons participé avec une dizaine de personnes venues d'Europe et d'Amérique latine à une semaine de tournée **d'initiatives socio-économiques populaires** récentes dans plusieurs petites villes et villages du pays.

Nous étions accompagnés par des Sénégalais engagés dans le soutien à ces initiatives. La plupart des échanges se tenaient en wolof et en français, les deux langues nationales du pays. C'est dans ce contexte que les **mutuelles d'épargne et de crédit** ont attiré notre attention car elles connaissaient déjà à cette époque un essor sans précédent dans tout le pays. De Dakar, en passant par Thiès, Diourbel, Kaolack et Touba, nous avons fait au retour le récit de ce voyage au pays d'une nouvelle génération d'organisations à la conquête d'une épargne canalisée vers un réel développement de leurs propres communautés.

Simultanément nous avons fait la connaissance assez tôt d'un fonds français de soutien au développement de projets socio-économiques au Sud, la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement), un fonds dans lequel nous avons retrouvé **une grande similarité avec nos fonds de travailleurs**. C'est alors que nous avons invité le directeur de ce fonds en 2014 à participer à une rencontre sur les nouveaux défis de la solidarité internationale dans le cadre du Sommet international de Desjardins et de l'Alliance coopérative internationale (ACI).

La question qui s'est alors posée à la suite de nos entretiens avec le directeur général, Dominique Lesaffre, était la suivante: n'y aurait-il pas **une partie de nos épargnes collectives** - celle des OCI et des fonds de travailleurs et même celle d'investisseurs solidaires (à titre personnel) - **qui pourrait être canalisée vers des projets socio-économiques au Sud** là où l'accès au crédit vient très souvent à manquer.

⁷ Le GESQ a été un des trois instigateurs - avec le Pérou et le Sénégal - d'un réseau international d'économie solidaire. Le Fonds Solidarité Sud n'existait pas encore à cette époque. C'est le GESQ qui a été l'incubateur de cette nouvelle économie solidaire québécoise en direction du Sud durant la première décennie du 21^e siècle.



Comment la finance solidaire permet-elle de soutenir le développement des communautés ?

Comment la finance solidaire peut-elle répondre au besoin de développement à l'international ? Le responsable des communications de la SIDI résume bien la réponse à cette question :

*Selon moi, ce qui nous distingue au premier chef, c'est que nos organisations disposent, grâce à l'épargne solidaire, de ressources financières d'une grande qualité : patientes, bon marché, et disposées à être investies avec un niveau de risque plus élevé que la moyenne. Cela est en particulier très utile aux **acteurs de la solidarité internationale**, qui peuvent répondre aux forts besoins de financement et d'appui. De nombreux acteurs locaux de développement, tels que les **entreprises collectives, les coopératives paysannes, les institutions de microfinance**, ont en effet **besoin de financements adaptés** qu'elles ne trouvent pas localement. Laurent Chéreau, responsable de la communication à la SIDI dans Finansol, 2019.*

Pour illustrer la chose nous allons mentionner ici brièvement quelques expériences-phares à ce propos :

- L'expérience de Développement international Desjardins au Burkina Faso
- L'expérience de l'UPA DI et de SOCODEVI en Afrique de l'Ouest
- L'expérience de DSI (CSN) au Brésil
- L'expérience de la SIDI française comme fonds dédié à des projets socio-économiques au Sud
- L'arrivée d'un nouveau venu : le FISIQ

L'expérience de Développement international Desjardins au Burkina Faso

Ça se passe au Burkina Faso lors d'un rendez-vous sur l'économie solidaire où quelques-uns d'entre nous, du Saguenay, sont présents. Un dirigeant d'une caisse d'épargne et de crédit locale – soutenue par Développement international Desjardins (DID) - parle de la caisse qui a été mise sur pied, de l'argent qu'ils ont, des services qu'ils offrent et du développement qu'ils font dans la communauté. Le président d'une association de parents d'école interpelle le directeur de la caisse :

Vous avez beaucoup d'argent, des dizaines de milliers de dollars à votre disposition, pourquoi ne la dirigez-vous pas vers des projets de développements comme celui de notre école qui en a grandement besoin (livres pour les élèves, chaises et pupitres, etc.)



Réponse du directeur de la caisse :

L'argent que nous avons appartient à nos membres. Ce sont leurs épargnes. Nous ne pouvons faire ce que nous voulons avec cet argent. Nous pouvons soutenir des projets dans la communauté mais cela suppose que nous nous assurions de la viabilité économique de ces épargnes et donc, en dernière instance, de la caisse elle-même pour permettre aux membres, qui sont de la communauté, d'utiliser cette épargne collective pour leurs projets personnels ou pour des projets collectifs, mais toujours en considérant qu'il s'agit de leurs épargnes et que cela se fait sous forme de prêts.

Conclusion : l'argent qui circule dans une caisse est de **l'épargne pour le développement** des communautés à la différence des subventions dites de développement reçues de la coopération du Nord par des ONG du Sud. La caisse doit être capable de faire deux choses en même temps : **a)** servir les besoins immédiats de ses membres en termes de crédit (et donc toujours assurer sa viabilité économique); **b)** favoriser le développement de sa communauté dans le cadre de projets collectifs également viables, c'est-à-dire par des prêts au démarrage ou à la consolidation de petites entreprises créatrices d'emplois et génératrices de revenus, par lesquels les prêts doivent être remboursés. **C'est la façon dont une caisse peut rendre service à sa communauté.** En d'autres termes, elle peut favoriser une économie de proximité, un tissu économique local sans lequel toute communauté est « éternellement » à la merci d'un développement venant de l'extérieur.

Cette petite histoire, faut-il le rappeler est devenue grande au Québec. Elle a donné naissance au mouvement Desjardins il y a plus de 100 ans. **Elle donne naissance tous les jours dans les pays du Sud à des mouvements de ce type** qui deviennent de plus en plus importants pour les communautés où elles sont présentes. **Aujourd'hui plus de 10% de la finance au plan international est sous contrôle d'institutions démocratiques de ce genre** principalement sur le terrain des économies de proximité mais aussi, à une échelle plus large, lorsque ces initiatives locales se fédèrent et deviennent des institutions fortes.

L'expérience de l'UPA DI et de SOCODEVI en Afrique de l'Ouest

Ce sont également nos amis de SOCODEVI, de l'UPA DI et de la Caisse d'économie solidaire Desjardins qui nous ont mis la puce à l'oreille. Richard Lacasse, ex-directeur général de la SOCODEVI, interrogé par le Devoir pour un cahier spécial sur la solidarité internationale a dit ceci :

Nous avons encore beaucoup de défis, mais le regroupement des forces est ce qui compte le plus. «Cent sacs de café, ce n'est pas énorme sur le marché, mais 1000 personnes qui mettent 100 sacs de café ensemble, là, nous commençons à parler de volume, de capacité de négociation, de prix, de réduction du coût de transport et donc de la possibilité de trouver des solutions pour réduire la pauvreté», explique-t-il. Devoir, cahier spécial 3 février 2018.



Autrement dit, partir d'en bas, du local mais sans y rester. La perspective est la même à l'UPA DI. Pour en arriver là, cela suppose notamment **une mise en marché collective** qui permet de négocier les prix sur le marché. Mais, en même temps, il faut **l'accès à un crédit** :

Le programme Les Savoirs des gens de la terre : des groupements paysans se dotent de systèmes de prêts rotatifs pour leurs membres

*Pour soutenir la production, la mise en marché collective de leurs produits et d'autres services à caractère économique (services semenciers, accès à l'électricité à partir d'énergies renouvelables...), il faut avoir **accès au crédit**. Or, cet accès est extrêmement difficile, ce qui explique la faiblesse des activités génératrices de revenus qui confinent les paysans à une agriculture de subsistance et souvent à la pauvreté. Piste de solution: **des fonds rotatifs mis à la disposition des exploitations sous forme de prêts remboursables**. Le programme Les Savoirs des gens de la Terre mis en œuvre par UPA DI dans plusieurs pays du Sud (en Afrique de l'Ouest et en Haïti) favorise ce type d'initiatives. Le Fonds Solidarité Sud a participé à ce type d'opération en Haïti pendant trois ans à Labrousse en concertation avec l'UPA DI*

L'expérience de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, au Brésil : améliorer l'accès à des services financiers

Profitant de plusieurs années de collaboration entre la CSN et la centrale syndicale brésilienne, la Central única dos trabalhadores (la CUT est la principale centrale syndicale au Brésil avec 7,5 millions de membres), les membres de DSI, le réseau CSN de coopération internationale pour la finance solidaire et socialement responsable (dont la Caisse d'économie solidaire Desjardins, MCE Conseils, Bâtirente, Fondation et Filaction) ont été engagés pendant huit ans (2007-2015) dans un vaste projet de transfert d'expertise en faveur de leurs partenaires brésiliens ECOSOL, CRESOL (coopératives d'épargne et de crédit) et UNISOL (coopératives de travail) qui ont été invités à développer des services financiers collectifs en tant qu'alternative aux banques privées.

C'est ce type d'idées qui nous avons trouvé innovatrices à l'occasion de nos recherches sur SOCODEVI (Favreau et Molina, 2012) et sur l'UPA DI (2014 et 2018). Pourquoi? Très précisément parce que la grande majorité des acteurs financiers (privés) n'accordent aucune importance à l'accès du crédit pour des communautés rurales. **Trop de risques** disent-ils en cœur. Mais une autre finance est apparue au fil du temps qui prend nom de **finance solidaire**⁸.

⁸ Histoire racontée dans une entrevue du président du Fonds Solidarité Sud à la radio communautaire de Québec le 24 mai 2021 à l'émission Solidarité Québec Monde à CKIA FM: <https://podcasts.apple.com/ca/podcast/solidarit%C3%A9-quebec-monde/id1440499570?i=1000522970757>



L'expérience de la SIDI française dans les pays du Sud: le soutien d'une finance solidaire du Nord avec une association de femmes, l'ASIENA, au Burkina Faso

1 100 mutuelles de solidarité (MUSO) dans 23 provinces du Burkina Faso rassemblant 20 000 familles (c'est plus de 100 000 personnes) ont été mises sur pied dans un travail de coopération Nord-Sud qui aura duré une décennie. Au cœur du projet, une association qui les regroupe, l'ASIENA, animée surtout par des femmes, et un fonds de développement français dédié au développement des communautés du Sud, la SIDI, dont le dernier prêt à l'ASIENA a été de 450 000 euros sur trois ans.

Nous ne sommes plus dans le microcrédit. Un changement d'échelle d'intervention a émergé. Autrement dit, la coopération Nord-Sud de cette expérience ne fait plus dans la seule subvention, mais s'inscrit surtout dans des programmes de prêts à la bonne hauteur et dans la durée. Le FISIQ a précisément été créé dans cet esprit. Pour en savoir plus sur l'expérience burkinabé. <http://www.sidi.fr/2015/10/16/la-finance-communautaire-au-pays-des-femmes-integres/>

L'initiative économique n'appartient pas qu'aux riches dit la SIDI. L'expérience de *Solidarité internationale pour le développement et l'investissement* (la SIDI) est à cet effet éloquent. Née en 1983, cette société financière pas comme les autres octroie des prêts et des garanties de prêts pour accompagner des projets de développement au Sud. Elle investit auprès de 95 partenaires dans 35 pays du Sud et dispose de 30 millions d'euros fournis par 100 investisseurs institutionnels français et 2000 actionnaires solidaires (à titre personnel) qui mettent une partie de leurs placements dans ce fonds:

La SIDI appuie des organisations paysannes dans la consolidation de leurs filières agricoles pour sécuriser, voir augmenter, les revenus des paysans. Elle allie des financements adaptés à un accompagnement qui vise à améliorer la qualité des services fournis aux membres (certification bio ou équitable, formations, capacités de négociation, développement de l'export). À plus long terme, la SIDI vise à participer à une transition écologique et sociale des organisations et des écosystèmes, afin d'aider ses partenaires à faire évoluer leurs pratiques, et notamment leurs systèmes productifs et de transformation.

Source: CIRIEC-France, entretien avec le directeur général Dominique Lesaffre, juin 2018.

Et auprès de quelles organisations la SIDI consacre-t-elle son capital? Donnons ici un ordre de grandeur: la moitié de son capital passe par des **institutions financières locales**, un tiers est tourné vers des **coopératives agricoles et des groupements paysans** qui sont investis dans des entreprises de commercialisation ou de transformation et le reste de leurs ressources dans la **finance communautaire** qui aide **de petits projets locaux** à démarrer (Dossiers d'*Alternatives économiques*, Épargner solidaire, 2015 : 62-63).



SOS Faim (Belgique) fait naître un fonds de crédit agricole dans les pays andins, le FOGAL

L'ONG belge SOS Faim va dans la même direction que la SIDI française en démarrant en 2004 un fonds de crédit agricole à l'intention des organisations paysannes et des communautés rurales de trois pays d'Amérique latine, la Bolivie, l'Équateur et le Pérou :

Un partenariat de SOS Faim (Belgique) est né en 2004 avec les producteurs agricoles de la zone andine. Le défi: l'accès au financement. Une solution: un fonds de garantie.

*Dans la zone andine (Bolivie, Équateur et Pérou), la **question de l'accès au financement** pour les organisations de producteurs agricoles et des institutions de microfinance rurales représente un enjeu de taille et le **risque élevé** est très souvent évoqué pour justifier les faibles montants dédiés au crédit à l'agriculture. Dans ce contexte, SOS Faim a créé un **fonds de garantie** pour les pays andins en étroite collaboration avec des organisations locales de producteurs et de microfinance. Après une dizaine d'années de mise en œuvre, le fonds a été institutionnalisé en 2004 et est actuellement une structure de droit péruvien associant des organisations de producteurs et des institutions de microfinance des 3 pays andins.*

Son activité

Garantir des crédits octroyés par d'autres institutions financières, nationales ou internationales, en faveur d'organisations de producteurs ou de microfinance rurale. Ces dernières années, le FOGAL a également étendu son activité par l'octroi de crédits directs à des organisations qui ont déjà bénéficié de garanties et a développé d'autres services financiers innovants ainsi que des services d'assistance technique.

Ses résultats

Plus de 30 organisations (de producteurs et de microfinance) des 3 pays andins ont accès, grâce aux garanties du FOGAL, au financement pour développer leurs activités. Le FOGAL est désormais reconnu au niveau de ces pays, mais aussi au niveau international, comme une entité solide et ayant une très bonne connaissance du secteur rural. Il fait ainsi bénéficier de sa notoriété les organisations cibles en leur facilitant l'accès au crédit.

<https://www.sosfaim.be/partner/fogal/> et <https://www.sosfaim.be>



Solidarité internationale québécoise: l'émergence d'un fonds québécois de prêts pour le Sud, le FISIQ

Des OCI québécois sont en train de quitter **la seule logique des subventions** de développement social pour y introduire la logique économique de la **finance solidaire** par des prêts à leurs partenaires du Sud à des fins de **développement** dont le cœur est et sera formé surtout **d'entreprises collectives**. L'accès au crédit est vital pour les communautés du Sud. C'est l'un des enjeux auquel le FISIQ (Fonds d'investissement solidaire international du Québec) pourra répondre par des projets qui peuvent tout à la fois **changer de cap et d'échelle** en devenant plus économiques et plus ambitieux.

Les OCI disposent dans les faits d'un potentiel financier collectif significatif. *Potentiel demeuré en eaux dormantes jusqu'à récemment, chaque OCI ne gérait ses avoirs et ses placements que de façon individuelle... C'était un chaînon insoupçonné de la solidarité internationale québécoise. Le FISIQ vient changer la donne* (Favreau et Fréchette, 2019)

Jusqu'à maintenant, la demande des partenaires du Sud pour financer des infrastructures économiques locales ne recevait pas de réponse de notre part. **Ils n'en attendaient pas non plus parce que notre coopération n'en offrait pas.** Du moins jusqu'à maintenant. Ils sont donc toujours allés frapper à la porte des pays européens (France, Belgique, Allemagne, Suisse, Pays-Bas...) puisqu'ils ont une offre de cet ordre depuis au moins deux ou trois décennies.

Il faut pouvoir répondre à ce type de besoins (non exprimés lorsqu'il n'y pas d'offre de notre part). La condition socio-économique de la majorité de ces populations se caractérise par **le manque de patrimoine, de revenus fixes et de relations pour obtenir du crédit.** Or aujourd'hui, nous avons la preuve que c'est possible de mobiliser de l'épargne même dans des milieux vulnérables pour du crédit personnel mais aussi pour du crédit productif encourageant des initiatives économiques collectives.





Le Fonds et la CRDC organisent un colloque dans le cadre du Sommet international Desjardins et l'ACI (2014) avec 15 organisations et 125 participants motivés par le thème « Transition écologique de l'économie, développement des communautés et solidarité internationale ». Le projet du FISIQ se précise en présence de Dominique Lesaffre, directeur général de la SIDI la cousine française du FISIQ.





CHAPITRE 10

Les nouveaux habits de la solidarité internationale : appel aux OCI

Comment conclure cet ouvrage? Cet ouvrage aura quelques bonnes années devant lui mais il ne saurait se passer de faire une invitation aux OCI du Québec à s’engager plus à fond dans une solidarité internationale de caractère économique adossée à une transition écologique résolue avec leurs partenaires du Sud. Nous faisons cette invitation en y joignant une courte conclusion générale sur le mouvement d’égalité qui nous anime toutes et tous et qui traverse toute la planète.

Une enquête menée auprès d’OCI du Québec : l’angle mort de notre solidarité internationale

Dans nos travaux de recherche sur le dossier des besoins en services énergétiques dans les pays du Sud, nous avons procédé à un premier inventaire d’une douzaine d’OCI en allant sur leurs sites et rapports annuels pour savoir ce qu’il en était sur la question du développement d’infrastructures économiques dans les communautés locales et notamment de l’accès à l’électricité.

Nous avons choisi des OCI de taille moyenne, avec un historique et des engagements dans le monde agricole et rural – ce qui est le lot de la majorité des OCI – et leurs interventions liées à la sécurité alimentaire et des préoccupations de transition écologique. Nous avons en outre procédé à des entrevues avec les directions de certains de ces OCI. Et, bien sûr, nous avons mené une recherche documentaire québécoise et internationale sur le thème central des **énergies renouvelables** au Sud en milieu agricole (avec un intérêt particulier pour le solaire).



Finalement, nous avons mis à profit les travaux de la CRDC qui avait mené une observation participante soutenue au sein de l'AQOCI: six de ses assemblées générales annuelles et cinq ans de participation active à un groupe de travail de l'association sur le projet d'un éventuel fonds dédié au développement de projets économiques dans des communautés du Sud lequel recommandera au final la création du FISIQ.

Grosso modo, les tendances que nous avons pu dégager sont les suivantes :

1. En premier lieu, nous avons des OCI qui ont une longue trajectoire **dans le développement social des communautés** avec une série de variantes liées soit à la santé, à l'éducation, à la sécurité alimentaire et à la défense des droits humains. C'est le cas de la très grande majorité des 62 OCI membres de l'AQOCI.
2. Ensuite, nous avons été à même de faire le constat de l'existence d'un **angle mort** dans cette coopération de proximité : **les assises économiques des communautés et leurs infrastructures, dont l'électrification** en particulier, **n'en font pas partie...** ou si peu que pas.
3. Cependant nous avons aussi pu constater qu'une minorité d'OCI commençaient à s'intéresser à la démarche de développement initiée par le FISIQ de même qu'à l'arrivée d'un nouveau *Programme gouvernemental québécois de coopération climatique internationale* (le PCCI) lequel a une forte teneur économique et écologique.

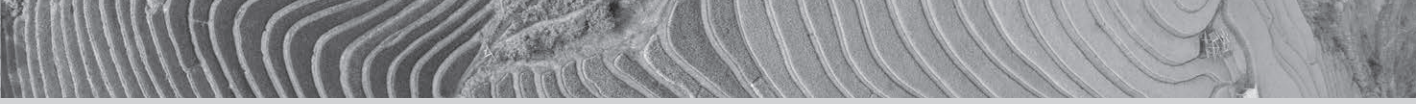
Quelles perspectives d'avenir à partir de ce très bref diagnostic?

La coopération québécoise de proximité n'a pas vraiment considéré jusqu'à maintenant **l'électrification**, indicateur majeur de cette petite enquête, comme **un volet stratégique d'intervention** dans les communautés. Contrairement à une bonne partie de la coopération européenne. **Objet non identifié.** Les services énergétiques durables, pourtant partie prenante des Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) étaient encore perçus comme **hors de portée** au plan économique et hors des compétences nécessaires qui lui sont liées. Et donc, dans la perception commune, l'électrification relevait spontanément de grandes entreprises privées ou publiques nécessitant d'énormes financements, une centralisation obligée des services et beaucoup de professionnels du génie électrique. **Or notre solidarité peut faire aujourd'hui ce qui était impensable il y a 10 ans.**

S'il y a 10 ans, les énergies renouvelables n'avaient pas encore véritablement fait leur entrée sur le marché comme alternative aux énergies fossiles, ce n'est plus vrai! La grande majorité des OCI du Québec en sont malheureusement peu ou pas informés, ni de leur évolution ni des progrès de la dernière décennie en la matière. **Un point aveugle en quelque sorte.**

Or aujourd'hui c'est très clair: notre coopération peut maintenant intervenir sur ce créneau parce que les coûts des énergies renouvelables sont à la baisse (le solaire en particulier) et que la **création de réseaux décentralisés** - pour un village ou même plusieurs villages - est dans l'ordre des possibles par-delà les petites installations de panneaux solaires que l'on voit parfois lors de séjours dans le Sud sur les toits d'une école ou d'une clinique.





Sans compter que la sensibilité écologique au Sud a beaucoup progressé depuis une décennie se traduisant par des plans sectoriels ou transversaux de transition écologique portés par des organisations paysannes, des ONG de développement et des instituts de formation technique en énergies renouvelables: gestion durable des forêts, agriculture écologiquement intensive (semences locales ou gestion des déchets agricoles par bio-digesteurs par exemple), commerce équitable, hydraulique villageoise, petits parcs d'éoliennes.

Avec l'arrivée du FISIQ et son financement de **prêts en capital patient**, une nouvelle concertation entre des OCI disposant d'une approche tout à la fois économique et sociale est possible. Elle peut également être adossée à un financement public nouveau du côté du gouvernement du Québec et d'Ottawa tel que le Programme de coopération climatique international (PCCI).

C'est donc une **invitation** que le Fonds Solidarité Sud fait à la vingtaine d'OCI membres du FISIQ et aux dizaines d'autres qui n'en sont pas membres pour investir temps et énergie à réviser leur plan de développement à la lumière de la décennie qui vient sur la planète surtout dans les communautés du Sud : **le monde a basculé** en 2020 avec la crise sanitaire, **la maison brûle** – l'urgence climatique - et **les États** les plus influents **regardent ailleurs** comme la bien montré la COP26. À nous de bouger davantage et différemment!

Conclusion générale :

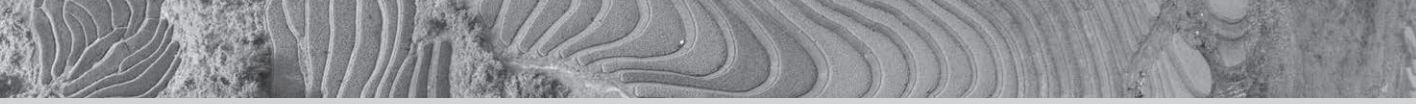
Non, le mouvement pour l'égalité n'est pas près de s'arrêter !

Comment conclure de façon plus générale sinon en disant que le Fonds Solidarité Sud, par cette monographie, a cherché tout au long de cette rédaction à illustrer **sa manière de lutte pour l'égalité** sachant qu'il n'est pas seul, car des milliers de révolutions tranquilles de par le monde vont dans la même direction que nous. Ce qu'ont bien démontré les enquêtes journalistiques en profondeur de Bénédicte Manier et de Naomi Klein ou encore celles du journal *Le Monde* dans ses numéros hors-série. Parmi d'autres, bien sûr, des propos plus analytiques ont également été publiés à partir des travaux de recherche de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) de même que par les revues françaises *Sciences humaines* et *Alternatives économiques*. Bref, des sources fiables, rigoureuses et portées par le changement social (voir plus loin les références dans nos repères bibliographiques) dont plusieurs se retrouvent sur le blogue du Fonds Solidarité Sud (une soixantaine de billets) : <https://www.fondssolidaritesud.org/blogue/>

Consensus scientifique sur la crise écologique et recherche d'alternatives

Le consensus scientifique est clair : nous ne vivons plus dans un système climatique stable, la biodiversité est en péril et les océans sont victimes d'une pollution démentielle. Nos institutions locales, régionales, nationales et internationales perdent peu à peu le contrôle de la situation. Certains prétendent que la catastrophe est inévitable, autrement dit, qu'il n'y aurait plus d'alternatives à l'horizon.





Or il y a des alternatives, car partout où la catastrophe se manifeste, cela suscite des mobilisations sociales et écologiques. **Le Tout ou Rien ne mène nulle part.** Des solutions existent sur tous les registres et la solidarité internationale y peut quelque chose. Baisser les bras serait s'avouer vaincus d'avance. Raisonner qui nous mène tout droit à l'inertie et à l'impuissance.

C'est Thomas Piketty dans son dernier livre qui, en analysant l'histoire socio-économique du monde depuis quelques siècles, nous fait une démonstration convaincante à l'effet que **le mouvement pour l'égalité n'est pas près de s'arrêter ni celui de la transition écologique.** Auteur du *Capital du XXI^e siècle*, traduit en 40 langues, cet économiste français répondait en ces termes aux questions de l'Agence France-Presse à l'occasion de la sortie de son dernier livre *Une brève histoire de l'égalité*, un ouvrage qui se veut une invitation optimiste à l'action.

Pourquoi avez-vous privilégié pour ce livre l'évolution de l'égalité sur le temps long?

Je montre que le mouvement vers l'égalité sociale, économique et politique est une tendance de long terme, et qui n'est pas près de s'arrêter. Il débute avec la Révolution française et la révolte des esclaves à Saint-Domingue, qui marquent le début de la fin des sociétés de privilèges et des sociétés esclavagistes et coloniales. La marche vers l'égalité s'est toujours nourrie des révoltes contre l'injustice, à l'intérieur des pays comme au niveau international. Il en ira de même à l'avenir. <https://www.ledevoir.com/economie/627213/le-mouvement-vers-l-egalite-n-est-pas-pres-de-s-arreter>

Oui bien sûr, on peut affirmer que depuis une quarantaine d'années, les inégalités sont repartiées à la hausse au Nord comme au Sud. Mais elles restent inférieures à ce qu'était le monde au 17^e ou 18^e siècle. Depuis plus de deux siècles, l'histoire économique et sociale a plutôt fait progresser la marche du monde vers plus d'égalité. Pour avancer, il a fallu de petites et de grandes mobilisations qui ont donné lieu au développement d'institutions au service de la justice sociale: suffrage universel, éducation gratuite et obligatoire, impôt progressif, protection sociale, etc.

Au cœur des avancées issues du New Deal au 20^e siècle, il y a eu le mouvement ouvrier, le mouvement des femmes, le mouvement des coopératives et les organisations de producteurs agricoles. Au cœur d'un New Deal vert mondial, **c'est le mouvement écologique et sa mouvance** (l'économie coopérative et solidaire, les organisations communautaires, des syndicats de travailleurs ou de producteurs agricoles, des collectifs de femmes et des organisations de jeunes...) **qui sera au 21^e siècle ce que le mouvement ouvrier a été au siècle dernier.** Parce que le désastre environnemental est le **problème fondamental** de ce siècle.

Au Fonds Solidarité Sud, le développement **d'initiatives citoyennes organisées du local à l'international** et, au final, la mise en œuvre **d'institutions d'intérêt public**, c'est ce qui constitue le cœur et le sens de notre engagement social. C'est la meilleure conclusion que nous puissions faire au terme de cet exercice d'écriture.





**Par André Beaudoin, ex-secrétaire général
de l'UPA DI et président du FISIQ**

POSTFACE

Pas une bonne idée, au Fonds ! Plutôt trois.

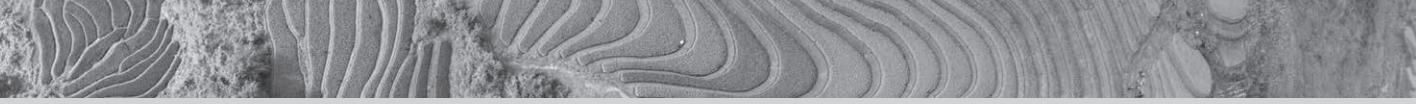
On retrouve dans ce livre trois éléments fondateurs de la pertinence du Fonds Solidarité Sud (FSS). Sans équivoque, le premier est celui de permettre aux personnes de demeurer impliquées au-delà de leur propre vie. C'est dire que l'on peut, au-delà de son temps passé sur terre, continuer de soutenir ce qui nous est cher.

Le deuxième élément repose sur la volonté de contribuer en forçant la véritable coopération, celle qui fait évoluer les mentalités, celle qui force à se redéfinir sur des bases éclairées, celle qui additionne les contributions des uns et des autres. La participation active du FSS à la création du FISIQ en est certainement un bel exemple.

Le troisième élément est la capacité du FSS à établir des partenariats non pas sur la base des intérêts des participants, mais plutôt sur celle des besoins réels des populations sur les terrains. Plusieurs exemples sont démontrés dans ce livre. Certainement que le dossier énergétique en est une belle illustration. Faire la démonstration de l'importance des énergies renouvelables dans l'équation du développement, être à la recherche des meilleurs pratiques pour définir la matière à intéresser les participants et créer l'espace permettant des accomplissements dans les communautés, voilà au « Fonds » le centre d'intérêt de son action.

Il s'agit là d'une avancée assez spectaculaire que l'on sous-estime largement. Les principaux bailleurs de fonds s'appuient trop souvent sur leur conception du développement et non pas sur les besoins réels. À titre d'exemple, à la fin des années 1990, les principaux bailleurs étaient convaincus que le développement des villes était le meilleur moyen de soutenir l'agriculture. On croyait dur comme fer que la demande allait naturellement permettre à l'offre de se développer. En réalité, faute d'investir massivement dans l'accès aux villes et





dans la modernisation de l'agriculture, c'est le dumping qui a été favorisé. D'ailleurs en bonne partie aussi parce que dans la même période, des investissements colossaux ont été consentis dans les infrastructures portuaires et aéroportuaires des pays du Sud.

En tant que donateurs et financiers du développement, c'est toujours plaisant d'avoir l'illusion de contribuer au développement lorsque vous arrivez dans des terminaux modernes et que vos déplacements entre l'aéroport et l'hôtel se font sur une route fraîchement retapée.

Les grands boulevards n'ont pas permis d'assurer la sécurité alimentaire des citoyens. Le fait d'avoir négligé les arrière-pays a provoqué la montée de l'insécurité du monde rural. Les groupes terroristes ont vite saisi l'opportunité, ils ont pris d'assaut des territoires. L'occupation acquise, ils ont contribué eux aussi à faire de la sécurité alimentaire un enjeu qui dépasse la capacité du monde rural de prendre son destin en main.

On peut me dire que je vois le verre à moitié vide pendant que d'autres le voient à moitié plein. Mais il s'agit d'un faux débat, car lorsque l'eau qui est dans le verre est contaminée, tous ceux et celles qui n'ont d'autres choix que d'en boire en souffrent.

Alors de savoir qu'il existe encore des gens qui s'intéressent à bâtir le monde d'après depuis plus d'une décennie me permet de croire encore qu'un monde meilleur est toujours possible. De savoir que la manière dont ces personnes s'y prennent est basée sur le respect des milieux dans lesquels ils mettent le pied me permet d'espérer que ce monde sera celui de l'humanité plutôt que celui de la servitude. Celui qui plante un arbre en sachant que lui, comme individu, ne survivra pas, a compris le sens de la vie sur terre.



VOTRE ÉPARGNE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Lettre ouverte à celles et à ceux qui veulent rendre leur argent intelligent et solidaire

Le Fonds Solidarité Sud appuie des organisations du Sud qui se sont déjà prises en main, ou qui s’y engagent. Avec ces organisations, nous travaillons à donner plus de force, d’élan et de concertation à leur projet, ainsi qu’au lien qu’elles ont avec d’autres groupes ou réseaux apparentés. Le Fonds Solidarité Sud œuvre ainsi comme vecteur de transformation socio-économique soutenant directement des projets pilotés par et pour les communautés du Sud en toute indépendance des gouvernements et des églises.

Un de nos membres écrivait récemment à son réseau la question suivante : « Je vous invite à faire un petit exercice comptable personnel. La coopération internationale canadienne est d’environ 0,28% de notre PIB (les pays scandinaves en sont à 0,70%). Votre contribution personnelle à la coopération internationale est de combien par rapport à votre revenu total? ». Excellente question n’est-ce pas!

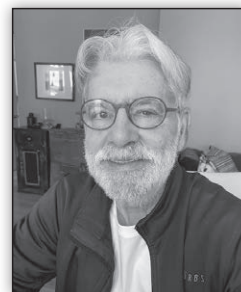
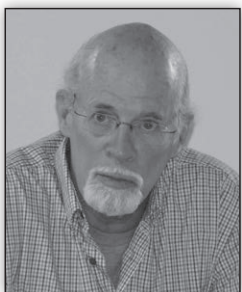
Le plus intéressant de tout ça, c’est que votre réponse personnelle s’additionne à celle de nombreuses autres personnes. Notre bassin de donatrices et de donateurs est de 300 personnes en plus de 25 organisations donatrices (syndicats, coopératives, groupes communautaires). Ce qui a permis par exemple à 80 apicultrices sénégalaises de commercialiser leur miel et de travailler dans des conditions plus sécuritaires de travail; à des jeunes travailleurs forestiers organisés en coopérative de travail de gérer avec deux autres coopératives une forêt de 11 000 pins au Honduras; de développer en Haïti un fonds de crédit agricole pour les 1000 membres d’une fédération paysanne à Labrousse en vue d’améliorer le rendement agricole de leurs fermes; de miser en Bolivie sur le quinoa de producteurs agricoles, lequel est transformé en biscuits santé distribués dans 48 écoles de leur région; de soutenir au Sénégal un laboratoire de semences locales qui est un service collectif d’une organisation paysanne offert à leurs 5 000 membres réunissant 2 050 fermes familiales.

Par votre contribution, vous favoriserez également des projets de plus grande envergure au cours des prochaines années comme ce sera le cas au Pérou où huit groupes de producteurs agricoles présents dans une trentaine de localités et organisés en réseau travaillent d'arrache-pied à organiser de nouvelles chaînes d'approvisionnement locales et régionales en réponse à la rupture des circuits existants créée par la crise sanitaire. Votre contribution servira également à financer nos interventions de soutien à des organisations paysannes au Burkina Faso et au Sénégal pour l'électrification de leurs communautés par des énergies renouvelables à partir des micro-réseaux décentralisés (panneaux solaires et biogaz).

Aujourd'hui, par cette lettre, nous sollicitons **non seulement votre générosité, mais votre solidarité avec des communautés du Sud et leurs organisations** : collectifs de femmes, organisations de producteurs agricoles, coopératives, collectifs de jeunes, etc. Pour certains, ça sera un renouvellement de votre don mensuel ou annuel. Pour d'autres, ça sera une invitation à donner ou à redonner au FSS après une pause à titre de donatrice et donateur. Pour d'autres encore, ce sera un don majeur ou une participation au paiement d'une police d'assurance-vie ou un engagement à faire un legs lorsque le temps sera venu de réviser leur testament. C'est l'addition de tous ces gestes de solidarité qui donne de la force à une organisation comme la nôtre comme à toutes les initiatives de finance solidaire au Québec et ailleurs dans le monde. Serez-vous des nôtres?

Pour toute information et/ou pour faire un don, n'hésitez pas à visiter notre site :

www.fondssolidaritesud.org



Louis Favreau, Lucie Fréchette, André Goyette, Louis Pilote, membres de l'exécutif du Fonds



Nathalie McSween, coordonnatrice



POUR EN SAVOIR PLUS : QUELQUES INCONTOURNABLES

- Shah, S. (2020). *Pandémie. Traquer les épidémies, du choléra aux coronavirus*. Écosociété, Québec.

Des bidonvilles de New York au XIX^e siècle aux marchés d'animaux sauvages en Chine, en passant par Port-au-Prince et les forêts centrafricaines, la journaliste Sonia Shah part sur les traces des épidémies dans cet essai digne d'un polar scientifique. *Pandémie* démontre avec rigueur le lien entre épidémie et écologie, mais aussi entre maladies infectieuses et conditions de vie des populations. De quoi regarder d'un autre œil la défense de la biodiversité et de la justice sociale.

- Lipietz, A. (2012). *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, Paris, Éd. La Découverte.

La crise actuelle n'est pas seulement une crise financière. C'est un monde devenu de plus en plus invivable. Nous pouvons nous en sortir démontre ici Alain Lipietz. En 1932, Roosevelt avait proposé un *New Deal* entre les classes sociales. Ce n'est plus suffisant. Face à la crise alimentaire et sanitaire, et à la crise énergie-climat, il faut aussi un *deal* avec la nature, un *Green Deal* mondial. Ce livre démonte les mécanismes de cette crise et présente les premiers pas d'un *Green Deal*, une réponse consistante aux crises financières, sociales et écologiques.

- Alternatives économiques (2021). *Quel monde en 2021?* Hors-série, Paris.

Tous les points chauds de la planète, les analyses des meilleurs spécialistes et le débat sur les grands enjeux mondiaux. Dossier hors-série de la revue en collaboration avec le Centre de recherches internationales de Sciences Po. <https://www.alternatives-economiques.fr/monde2021>

- Générations climat (2019), Hors-série du journal Le Monde

Générations climat, donne la parole aux scientifiques, intellectuels, activistes, syndicalistes et entrepreneurs qui ont décidé d'alerter et d'agir. Les témoignages et les actions de nombreuses personnalités, d'hier et d'aujourd'hui se retrouvent dans les pages de ce numéro. De René Dumont, candidat à l'élection présidentielle, en 1974 à Greta Thunberg, la jeune suédoise de 16 ans en passant par Laure Waridel et Dominique Champagne.

<https://www.decitre.fr/revues/le-monde-hors-serie-n-69-octobre-2019-generations-climat-9782368041031.html>

- Le bilan du monde (2021). Un Hors-série du journal Le Monde

Crise sanitaire imprévisible et inédite en 2020, une année qui a changé le monde et qui nous invite à le reconstruire. Pour mieux en saisir l'ampleur, le *Bilan du Monde* dresse l'état des lieux des 198 pays du globe après une année d'épreuves et d'événements locaux et globaux inédits.

<https://www.amazon.fr/Monde-Hors-série-bilan/dp/2368041184>



- Histoire et concepts. Défis et menaces. (2021).
Les avancées et les reculs de la démocratie dans le monde. Un grand dossier de la revue Sciences humaines
https://www.scienceshumaines.com/democratie_fr_793.htm
- Manier, B. (2016), Un million de révolutions tranquilles. Comment les citoyens changent le monde. Éd. Les liens qui libèrent, Paris.
Dès sa première édition, en 2012, ce livre a été le premier à décrire la dimension mondiale des alternatives économiques, démocratiques et écologiques mises en place par la société civile. Il a reçu le Prix 2013 du Livre de l'Environnement. Une nouvelle édition enrichie est parue fin 2016. Livre qui a inspiré le film documentaire *Demain*. Par une journaliste d'enquête mondialement connue.
- Favreau, L. et L. Fréchette (2019). Solidarité internationale. Écologie, économie et finance solidaire, PUQ, Québec
La solidarité internationale, adossée au développement d'économies de proximité, est désormais à l'ordre du jour. Comment en effet répondre aux enjeux planétaires telles l'urgence écologique, la montée des inégalités et la mise à mal de démocraties inscrites dans le vide actuel d'horizon collectif? Comment accompagner des communautés du Sud de plus en plus laissées à elles-mêmes par les États? Depuis une décennie au Québec, des OCI, des coopératives, des groupes de producteurs agricoles et des syndicats de travailleurs ont pris ce tournant en tissant la toile d'une solidarité économique avec leurs partenaires du Sud. Un nouvel espace des possibles s'est ouvert: une épargne du Nord soutenant des investissements socio-économiques au Sud qui réinventent l'espoir.
<https://www.puq.ca/catalogue/livres/solidarite-internationale-3699.html>
- Favreau, L. et M. Hébert (2012), La transition écologique de l'économie. Contribution des coopératives et de l'économie solidaire, PUQ, Québec.
<https://www.puq.ca/catalogue/livres/transition-ecologique-economie-2414.html>
Un tour du monde des initiatives innovatrices des coopératives et de l'économie solidaire et une mise en perspective. Un livre inspiré des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) qui en 2011 réunissait 400 personnes pour préparer Rio+20 où les RMB tenait une séance de travail importante avec des représentants d'États, de municipalités, d'institutions de l'ONU et de réseaux d'ÉSS d'un grand nombre de pays du monde.



- Cahier spécial du *Le Devoir* (2014), Les coopératives, fer de lance de l'économie verte, 2 octobre 2014

<https://www.ledevoir.com/economie/419850/les-cooperatives-fer-de-lance-de-l-economie-verte>

Un cahier spécial du journal *Le Devoir* inspiré des propositions que la CRDC avait fait au journal dans le cadre de la 2^e édition du Sommet international tenu par Desjardins et l'Alliance coopérative internationale. C'est notamment à cette occasion qu'avait été avancée l'idée d'un fonds de capital patient dédié à des projets socio-économiques dans les pays du Sud, accordant priorité aux entreprises collectives. Ce qui deviendra quelques années plus tard le FISIQ.

Klein, N. (2019), *La maison brûle. Plaidoyer pour un New Deal vert*, Lux Éditeur.
<https://luxediteur.com/catalogue/la-maison-brule/>

La maison brûle. De menace lointaine, la crise du climat est devenue une urgence absolue. Que faut-il faire pour éteindre le feu une fois pour toutes? Naomi Klein défend depuis longtemps le projet d'un New Deal vert, une profonde transformation de l'économie pour combattre de front les bouleversements climatiques et les inégalités sociales. Une référence dans le domaine par une journaliste d'enquête de réputation mondiale.



PRINCIPAUX REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

Le Devoir, cahier spécial du 2 octobre 2014 (8 pages) : le Rendez-vous de la CRDC dans le cadre du Sommet international des coopératives. *Les coopératives fer de lance d'une économie verte*. https://www.ledevoir.com/documents/cahier_special/pdf/163f764eb9aac3dfdb67a7cad7e28f23a267ab1a.pdf

Favreau, L. et Lucie Fréchette (2019). *Solidarité internationale. Écologie, économie et finance solidaire*, PUQ, Québec <https://www.puq.ca/catalogue/livres/solidarite-internationale-3699.html>

Favreau, L. (2017). *Mouvement communautaire et État social. Le défi de la transition sociale-écologique*, PUQ, Québec. <https://www.puq.ca/catalogue/livres/mouvement-communautaire-etat-social-3236.html>

Favreau, L. (2015). *L'épargne des OCI du Québec pour le développement du Sud*. CRDC, site du FSS. <https://www.fondssolidaritesud.org/lepargne-des-oci-quebecoises-au-service-du-developpement-du-sud/>

Favreau, L. et E. Molina (2011). *Économie et société. Pistes de sortie de crise*, Québec, PUQ. <https://www.puq.ca/catalogue/livres/economie-societe-2114.html>

Favreau, L. et E. Molina (2012), *Le mouvement coopératif québécois et la solidarité internationale. L'expérience de SOCODEVI*. Disponible sur le site de la CRDC : <http://w4.uqo.ca/crdc/>

Favreau, L. (2018), *Syndicalisme agricole québécois et citoyenneté. Du local à l'international*. CRDC-UQO et UPA DI, Longueuil. Disponible sur le site de la CRDC : <http://w4.uqo.ca/crdc/>

Favreau, L. et E. Molina (2014), *La solidarité internationale du mouvement des agriculteurs québécois. L'expérience de l'organisation UPA Développement international (UPA DI)*. Éd. CRDC et UPA DI. Disponible sur le site de la CRDC : <http://w4.uqo.ca/crdc/>

Favreau, L. et L. Fréchette (2003), « Organisation sociale et développement économique : un parc industriel à Villa el Salvador, Lima, Pérou » dans Fontan, Klein et Lévesque, *Reconversion économique et développement territorial*, PUQ, Sillery, p.317 à 332.

Favreau, L. et M. Hébert (2012), *La transition écologique de l'économie*. PUQ, Québec. <https://www.puq.ca/catalogue/livres/transition-ecologique-economie-2414.html>

Favreau, L. (2008) : *Économie solidaire et coopération internationale : la planète et ses grandes transitions* <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/207127/economie-solidaire-et-cooperation-internationale-la-planete-et-ses-grandes-transitions>

Favreau, L., S. Ndiaye et H. Ortiz (2008). *L'État social au Nord et au Sud : le défi de la prochaine décennie*. <http://louisfavreau.net/carnet/spip.php?article10>

Fréchette, L. et Humberto Ortiz (2003), « Pérou, le mouvement des femmes en action ». Cahier spécial du Devoir de septembre. <https://www.ledevoir.com/monde/35874/perou-le-mouvement-des-femmes-en-action>

Fréchette, L. (2017) : « Agriculture urbaine et cuisines collectives : une dynamique ancienne et nouvelle de sécurité alimentaire dans les communautés locales », CRDC. Site du FSS. <https://www.fondssolidaritesud.org/category/developpement-des-communautes/>



Gadrey, Jean (2010). *Adieux à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*. Éditions Les petits matins

Giraud, G. (2016), Une série d'entrevues en vidéo de l'économiste Gaël Giraud avec la Fondation *Terre solidaire*, Paris. <http://fondation-terresolidaire.org/espace-communication/temoignage/>

Godin, S. (2019), *La Terre regarde. Les visages de l'agriculture sénégalaise*. Collection UPA DI. Terres humaines.

Jacquemot, P. (2021). *Souverainetés agricole et alimentaire en Afrique: la reconquête*. L'Harmattan, Paris.

Klein, N. (2015), *Capitalisme et changement climatique. Tout peut changer*, Éd. Lux/Actes Sud.

Laurent, E. (2020). *Et si la santé guidait le monde? L'espérance de vie vaut mieux que la croissance*. Les liens qui libèrent, Paris.

Lipietz, A. (2012). *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, Paris, Éd. La Découverte.

Manier, B. (2016 et 2012), *Un million de révolutions tranquilles. Comment les citoyens changent le monde*. Éd. Les liens qui libèrent, Paris.

Manier, B. (2018). *La route verte des Indes. Au pays des transitions écologiques et citoyennes*. L'écopeche. Paris.

McSween, N. (2015). *Afrique de l'Ouest. Les paysans sont de retour*. CRDC. Site du FSS. <https://www.fondssolidaritesud.org/afrique-de-louest-les-paysans-sont-de-retour/>

Michailof, S. (2015), *Africanistan. L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues?* Fayard, Paris.

Michaud, G. (2014). « Il n'y a pas de communautés en déclin, il n'y a que des communautés sans projet ». Entrevue d'un pionnier de l'organisation communautaire, CRDC. Site du FSS. <https://www.fondssolidaritesud.org/lorganisation-communautaire-au-quebec-un-2e-pionnier-raconte-il-ny-a-pas-de-communaut-es-en-declin-il-ny-a-que-des-communaut-es-sans-projet/>

Morin, E. (2021). *Leçons d'un siècle de vie*. Denoël, Paris

Ndiaye, Sambou (2016). *Le combat écologique et social des communautés en Afrique de l'Ouest*. Site de la CRDC, billet de blogue <http://louisfavreau.net/carnet/spip.php?article116>

Nutt, S. (2014). *Guerriers de l'impossible. L'argent, les armes et l'aide humanitaire*. Boréal, Montréal.

Rich, N. (2019). *Perdre la Terre. Une histoire de notre temps*. Seuil, Paris.

Shah, S. (2020). *Pandémie. Traquer les épidémies, du choléra aux coronavirus*. Écosociété, Québec.

Raisson, V. (dir.) (2016). *2038. Les futurs du monde*, Éd. Robert Laffont, Paris

Vershavé, F.-X. et A.-S. Boisgallais (1994). *L'aide publique au développement*, Syros, Paris



PRINCIPAUX SITES DE RÉFÉRENCE

ACI:	https://www.ica.coop/fr
AQOCI:	http://www.aqoci.qc.ca/
CRDC (blogue):	http://louisfavreau.net/carnet/
CRDC:	http://w4.uqo.ca/crdc/
FISIQ:	https://fisiq.org
FSS:	https://www.fondssolidaritesud.org
INAISE:	http://inaise.org
RMB:	http://www.essfi.coop
ROPPA:	https://www.roppa-afrique.org
SOCODEVI:	https://socodevi.org
SOS Faim:	https://www.sosfaim.be
SIDI:	http://www.sidi.fr
UPA DI:	http://www.upadi-agri.org/



LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES

ACDI	- Agence canadienne de développement international
AQOCI	- Association québécoise des organismes de coopération internationale
CRDC	- Chaire de recherche en développement des collectivités (UQO)
ÉSS	- Économie sociale et solidaire
DID	- Développement international Desjardins
DSI	- Développement solidaire international (CSN)
FAO	- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISIQ	- Fonds d'investissement solidaire international du Québec
GIEC	- Groupe intergouvernemental d'étude du climat (PNUE)
INAISE	- Association internationale des investisseurs solidaires
OCI	- Organisme de coopération internationale
OMC	- Organisation mondiale du commerce
OMD	- Objectifs du millénaire pour le développement
ODD	- Objectifs de développement durable des Nations-unies
ONG	- Organisation non gouvernementale
ONU	- Organisation des Nations unies
PAM	- Programme alimentaire mondial
PNUE	- Programme des Nations unies pour l'environnement
PNUD	- Programme des Nations unies pour le développement
RMB	- Rencontres du Mont-Blanc
ROPPA	- Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SOCODEVI	- Société de coopération pour le développement international
UGPM	- Union des groupements paysans de Meckhé
UPA	- Union des producteurs agricoles
UPA DI	- Union des producteurs agricoles Développement international
UQO	- Université du Québec en Outaouais



Graphisme et impression



www.versicoloredesign.com

Pour rejoindre l'auteur

LOUIS FAVREAU : louis.favreau@uqo.ca

Pour rejoindre les deux organisations :

La Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC)

Université du Québec en Outaouais (UQO) :

<http://w4.uqo.ca/crdc/>

Le Fonds Solidarité Sud :

<https://www.fondssolidaritesud.org/>

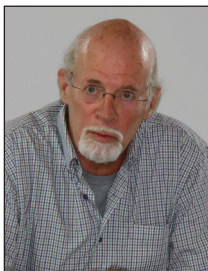
Courriel: fondssolidaritesud@gmail.com



En misant dès sa naissance il y a près de 12 ans sur la transition écologique, l'économie autrement et la finance solidaire dans sa coopération avec des communautés du Sud, le Fonds Solidarité Sud est perçu comme un vilain petit canard. Il se distingue en effet de la pensée principale et de l'approche de la plupart des organismes de coopération internationale (OCI) du Québec où on pense surtout au développement social (services d'éducation et santé, défense de droits humains, plaidoyer et résistance) mais très peu au développement d'assises économiques. Ce faisant, il jette gentiment un pavé dans la mare.

Cet ouvrage, conçu sous la forme d'une monographie, fait le tour du jardin du Fonds Solidarité Sud: son histoire, son parcours, ses partenaires d'ici et du Sud, les recherches sur lesquelles il fonde son travail, ses propositions et sa perspective pour la décennie qui vient. Cet ouvrage intéressera tout autant les membres et sympathisants du FSS que d'autres OCI à la recherche de nouvelles avenues pour répondre aux défis de la décennie qui vient. Car nous ne vivons plus dans un système climatique stable, la biodiversité est en péril et les océans sont victimes d'une pollution démentielle. Nos institutions locales, régionales, nationales et internationales perdent peu à peu le contrôle de la situation. Certains prétendent que la catastrophe est inévitable, autrement dit, qu'il n'y aurait pas d'alternatives à l'horizon. Or il y a des alternatives, ce que nous prenons le temps de démontrer.

L'auteur



Louis Favreau — Docteur en sociologie, spécialiste du développement des communautés et des économies de proximité, Louis Favreau est professeur émérite de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), titulaire d'une chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) et auteur de plusieurs ouvrages sur la transition écologique de l'économie, les mouvements sociaux et la solidarité internationale.

Avant d'être professeur, il a travaillé pendant 20 ans comme intervenant communautaire à Montréal et a cofondé le Centre de formation populaire. Il est cofondateur et président du Fonds Solidarité Sud.

ISBN 978-2-9808844-6-7 (imprimé)
ISBN 978-2-9808844-6-4 (pdf)



9 782980 884467

